

# cahiers

# LEON TROTSKY

# 10

JUIN 1982

INSTITUT LÉON TROTSKY  
PUBLICATION TRIMESTRIELLE

## CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

*L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).*

### BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Jean-François Godchau, président, Pierre Broué, directeur scientifique, Isabelle Longuet, trésorière, Michel Dreyfus, Jean Risacher.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*

Jean-Paul Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble.

Prix au numéro France : 35 F Étranger : 40 F  
Abonnement pour quatre numéros France : 120 F Étranger : 140 F

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de : JOUBERT - C.L.T.

### NUMEROS DISPONIBLES (Port en sus)

|                                                                         |      |
|-------------------------------------------------------------------------|------|
| C.L.T. n° 1                                                             | 20 F |
| C.L.T. n° 2                                                             | 20 F |
| C.L.T. n° 3 (Numéro spécial sur les Procès de Moscou dans le monde)     | 35 F |
| C.L.T. n° 4                                                             | 20 F |
| C.L.T. n° 5                                                             | 30 F |
| C.L.T. n° 6 (Premier numéro spécial sur les Trotskystes en U.R.S.S.)    | 35 F |
| C.L.T. n° 7/8 (Deuxième numéro spécial sur les Trotskystes en U.R.S.S.) | 40 F |
| C.L.T. n° 9                                                             | 35 F |

(Commandes et versements à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*)

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

# cahiers LEON TROTSKY

N° 10

Juin 1982

### SOMMAIRE

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Institut Léon Trotsky — Présentation .....                                       | 3   |
| José Gutiérrez Álvarez — Les Péripiétés de Trotsky en Espagne .                  | 5   |
| Léon Trotsky — Lettres d'Espagne (1916) .....                                    | 12  |
| Andrés Nin — Lettres à Trotsky (1928) .....                                      | 35  |
| Pélai Pagès — Le Mouvement trotskyste pendant la guerre civile d'Espagne .....   | 47  |
| Jean Cavignac — Les Trotskystes espagnols dans la tourmente ...                  | 67  |
| Pierre Broué — La Mission de Wolf en Espagne .....                               | 75  |
| G. Munis — Deux lettres .....                                                    | 85  |
| Javier Maestro — La campagne antitrotskyste du P.C.E. espagnol (1926-1938) ..... | 91  |
| Francisco Manuel Aranda — Les Amis de Durruti .....                              | 109 |
| Miguel Blanco Rodríguez — Le Livre que Trotsky n'a pas écrit sur l'Espagne ..... | 115 |

|                                                  |     |
|--------------------------------------------------|-----|
| Juan Ramón Brea — A Madrid avec le P.O.U.M. .... | 119 |
| Mary Low — Andrés Nin orateur .....              | 123 |
| Courrier des lecteurs .....                      | 125 |
| Nos morts .....                                  | 127 |

## Présentation

*Ce numéro 10 des Cahiers Léon Trotsky est consacré à l'Espagne. Réalisé sous la direction de Pierre Broué, il a bénéficié de la collaboration de plusieurs chercheurs espagnols et catalans.*

*La matière n'a pas manqué. Nous avons dû renvoyer au numéro 12 un article de P. Broué, pourtant écrit pour ce numéro sur « Les Jeunesses socialistes espagnoles au temps de Santiago Carrillo (1934-1936) ». Nous avons dû — et nous nous en excusons — raccourcir de façon importante l'article de notre ami Javier Maestro, renoncer à publier le « Journal d'Espagne » d'A. Fenner Brockway et, finalement, un recensement de Pierre Broué sur les livres nouveaux parus sur la révolution et la guerre d'Espagne et les deux colloques de Barcelone et Tarragone, ainsi qu'une liste des livres récemment réédités sur cette question.*

*José Gutierrez Alvarez, écrivain et journaliste, a raconté pour nous « les péripéties de Trotsky en Espagne en 1916 ». Nous avons fait suivre son article des lettres d'Espagne de Trotsky publiées pour la première fois par A. Rosmer dans la « Lettre aux abonnés de La Vie ouvrière ».*

*Nous publions ensuite un échange de correspondance inédit de 1928, des lettres adressées par Andrés Nin à Trotsky, alors exilé à Alma-Ata.*

*L'ensemble le plus copieux est celui que nous présentons sur la guerre civile. L'historien du trotskysme en Espagne, Pélagi Pagès, a étudié le mouvement trotskyste pendant la guerre civile avant l'ouverture des archives de Harvard. Son article est suivi d'une étude de Jean Cavignac, écrite, elle, au lendemain d'une première recherche dans les « papiers d'exil ». C'est également à travers les papiers d'exil que Pierre Broué aborde le récit de la mission d'Erwin Wolf qui aide à éclairer le rôle et la place des trotskystes dans cette période. Ces quatre articles sont suivis de deux lettres inédites, des rapports de Munis sur la situation espagnole.*

*Enfin, Javier Maestro a étudié pour nous dans la presse du P.C.E. sa campagne antitrotskyste de 1926 à 1938.*

Deux mises au point complètent notre recherche: l'une de F. Manuel Aranda sur le groupe des « Amis de Durruti », l'autre de M. Blanco Rodríguez sur le livre sur l'Espagne que Trotsky n'a pas écrit... Deux témoignages inédits en français, du militant cubain Juan Ramon Brea et de l'Anglaise Mary Low, terminent la présentation de documents.

L'Institut Léon Trotsky

José Gutierrez Alvarez

## Les « Péripiéties » de Trotsky en Espagne en 1916

A la suite de son intervention dans la conférence de Zimmerwald, de l'activité déployée dans *Naché Slovo*, la présence de Trotsky en France était toujours plus intolérable pour le gouvernement qui subissait des pressions continuelles de l'ambassade tsariste. Le gouvernement avait trouvé le prétexte pour son expulsion dans la mutinerie — apparemment provoquée — de la garnison russe de Marseille qui avait causé la mort du colonel Krause et la découverte de plusieurs exemplaires du périodique internationaliste russe. Placé devant l'expulsion impérative, Trotsky demanda asile, d'abord en Suisse, puis en Italie et en Angleterre; les deux dernières refusèrent cependant que la Suisse faisait traîner. Trotsky attendit pas mal de temps que les Suisses lui ouvrent la porte. En attendant, deux policiers qui firent pendant le voyage de la philosophie à bon marché, le conduisirent à la frontière espagnole et écrivirent ensuite à Madrid disant qu'un « dangereux anarchiste » circulait librement en Espagne.

Trotsky se trouva en Espagne en train de faire un voyage « qu'il n'avait pas prévu », parcourant le pays de Saint-Sébastien à Cadix et de Cadix à Barcelone, « aux frais du roi ». Ses « péripiéties » dureront environ un mois, du début de novembre 1916 à la fin de ce même mois, avec son départ pour New York. Sur ce « passage », il nous a laissé deux témoignages, un chapitre de *Ma Vie* — « A travers l'Espagne » — et un petit opuscule qui a été publié en Russie en 1924 et en Espagne en 1929 dans une traduction d'Andrés Nin, lequel dût insister devant les doutes de Trotsky<sup>1</sup>. Les prétentions de ce petit livre sont très modestes. Dans le prologue de l'édition castillane, Trotsky note ses propres difficultés avec l'« espagnol » — qu'il commencera à apprendre à la fin de son séjour et

1. Il y a eu en Espagne deux éditions du livre. La première, intitulée *Mis Peripecias en España* comportait une petite biographie par le journaliste socialiste Julio Álvarez del Vayo, une note de Daniel Anguiano et quelques illustrations de K. Rotova. La seconde, faite par Ed. Akal en 1977, a changé le titre, devenu simplement *En España* et ne comprend pas ces trois éléments.

qu'il recommencera à cultiver des années plus tard au Mexique<sup>2</sup> — et son caractère « trop superficiel et léger », remarque dont l'unique intérêt réside en la lumière qu'il peut faire sur « la psychologie d'un révolutionnaire russe ». Néanmoins, par ses observations comme sa signification générale, ce témoignage a beaucoup plus de valeur que ne le prétend son auteur.

Sa première étape est Saint-Sébastien où il est subjugué par la mer : « Avec son aspect captivant, elle semble indiquer que l'homme est né pour être contrebandier ». Mais la ville est une plage à la mode et ses prix provoquent la fuite de Trotsky vers Madrid.

Tout en attendant le visa suisse, il pense utiliser au mieux son temps. Comme il ne peut se comprendre avec les espagnols, il se tournera vers « le langage universel de l'art ». Arrivé à Madrid le 2 novembre, il commencera à écrire son carnet de notes, plein de jugements critiques et substantiels. Son endroit de prédilection sera le musée du Prado et ses préférés sont Goya, Murillo, Velázquez et Jérôme Bosch « génial dans son allégresse naïve » :

« Entre nous et les anciens — sans les masquer ni les diminuer — un nouvel art s'est dressé, dès avant la guerre, plus intime, plus individualiste, plus nuancé, plus subjectif, plus tendu... La guerre emportera probablement pour longtemps ces états d'âme et cette manière, dans des passions et des souffrances des masses — mais cela ne peut nullement signifier que l'on en reviendra simplement aux vieilles formes, si belles soient-elles, au « fini » anatomique et botanique, aux cuisses à la Rubens (bien que les cuisses doivent vraisemblablement jouer un grand rôle dans l'art nouveau d'après-guerre, avide de vie). Il est difficile de deviner, mais, après les extraordinaires émotions qui ont pris au cœur presque toute l'humanité civilisée, un nouvel art doit naître... »

Il remarqua la vie quotidienne dans une ville neutre — sans la crainte des dangereux « zeppelins » — son « vacarme assourdissant » et, la nuit, « les cris dans la rue ». Il considère Madrid comme « une grande ville, surtout la nuit ». Le sentiment de sa solitude y grandit : « Je ne connaissais personne et personne ne me connaissait, littéralement personne. En outre, je ne comprends pas la langue, et quand je m'assieds dans un café et que j'y entends le rythme rapide de la conversation espagnole, je n'y comprends pas un mot... ». Il s'amuse beaucoup que les Madrilènes appellent la poste « Notre Dame des Communications » et il remarque le grand nombre d'églises et de banques de la capitale, pour conclure qu'elles se disputent le pouvoir en Espagne à l'amiable et que l'argent que les Eglises

2. Dans une édition mexicaine de *La Revolución traicionada*, on dit qu'il s'agit d'une « traduction révisée par l'auteur », ce qui a conduit les éditions Fontamara, dans l'édition espagnole de ce livre, à affirmer qu'il s'agit d'une « version castillane de l'auteur ». Ces deux jugements nous paraissent abusifs, parce que Trotsky ne posséda jamais suffisamment le castillan pour réviser sérieusement (et encore moins pour traduire) un livre.

reçoivent des « marquis » pour ses monuments funéraires, elles le reversent aux banques.

Il n'espérait pas trop que les socialistes espagnols le sortent d'embaras. Il savait que l'influence des Français en avait fait des social-patriotes et il n'avait, semble-t-il, confiance que « dans les anarchistes de Barcelone » pour être réellement contre la guerre impérialiste. C'est dans ces jours qu'il reçoit la visite d'un socialiste français qu'il appelle Gabier, alors que son vrai nom est Desprès. Celui-ci, malgré sa situation — il travaille dans une compagnie d'assurances — sympathise avec les zimmerwaldiens et l'aidera. Il cherche à voir David Anguiano — futur co-fondateur du P.C.E. — mais apprend qu'il est en prison pour avoir écrit un article contre un dogme religieux : il commente en disant qu'il a de la chance car, des siècles auparavant, il aurait été brûlé par l'Inquisition<sup>3</sup>. Il semble qu'il ait sonné aussi à la porte d'Ortega y Gasset, le fameux philosophe qui sympathisait à l'époque avec les socialistes. Ce dernier fut alerté par les coups de heurtoir de Trotsky, regarda par la lucarne et, ne connaissant pas son visiteur, choisit de retourner au lit. Moins d'un an après, il comprit par les photos dans les journaux qu'il n'avait pas été hospitalier avec un des dirigeants de cette révolution qu'il n'essaya jamais de comprendre.

Il fut arrêté le 9 novembre et emmené à la Direction générale de la Sûreté où il resta sept heures à attendre (il apprit qu'un des mots-clés du castillan est *paciencia*). Son dialogue avec la police fut très difficile, chacun parlant une autre langue dans tous les sens du mot. Comme cela lui arrivera de nouveau dans d'autres circonstances, il lui sembla un moment que tout allait s'éclaircir. Quelqu'un lui demanda : « Parlez-vous français ? ». Et comme il répondait oui, son interlocuteur manifesta que c'était là que s'arrêtait sa connaissance de la langue de Balzac. A un moment, le traducteur en français et en allemand était si mauvais qu'il était impossible de rien comprendre. Mais, très orgueilleux, quand il s'aperçut que Trotsky ne savait pas l'anglais, il assura qu'il connaissait bien cette langue. On amena Trotsky à la prison modèle de Madrid. Accusation : « Ses idées étaient trop avancées pour l'Espagne ».

Ses notes sur la prison, son administration, les détenus eux-mêmes, sont pleines d'ironie. L'un des prisonniers était un « roi des voleurs » qui était en outre un globe-trotter polyglotte traité avec beaucoup de considération tant par les autres prisonniers que par les gardiens. Le « roi » voulait que Trotsky lui indique les possibilités offertes par le Canada. « Le Canada, répondit-il en hésitant. Il y a beaucoup d'agriculteurs là-bas, savez-vous, et une jeune bourgeoisie, qui, comme la suisse, doit

3. Trotsky commet ici une erreur. A cette époque le socialiste emprisonné pour cette raison fut Eduardo Torralba Beci qui fut avec Anguiano un des leaders de la tendance « tercerista », c'est-à-dire favorable à la III<sup>e</sup> Internationale dans le P.S.O.E.

avoir un sens de la propriété assez développé ». Le roi devint son ami, et, quand il partit, lui dit : « Quand je sortirai, je vous installerai chez moi et me porterai garant de vous ». Trotsky commenta : « Ainsi, j'ai en Espagne un ami qui me protège. Dommage qu'il soit en prison ! »

Le P.S.O.E. commença dans *El Socialista* une action de solidarité. Il était dit dans un article paru le 10 novembre :

« Nous avons appris hier qu'un de nos camarades, récemment arrivé de France à Madrid, avait été arrêté par la police. Nous avons demandé des détails (...) et il nous est arrivé la même chose que d'autres fois ; nous ne pouvons que déplorer la facilité avec laquelle notre police détient des personnes qui ne sont pas des délinquants ni n'ont l'intention de faire actes de délinquance, sur la seule base qui consiste à qualifier un individu de dangereux. Léon Trotsky est un écrivain très apprécié en Russie. Il était correspondant en France du grand quotidien libéral de Kiev *Kievskaja Mysl*. Son nom est entre autres connu pour avoir traduit de l'allemand (?) le livre *La Russie pendant la révolution*. A Paris, où il résidait, il était rédacteur du quotidien russe qui s'appelle *Notre Parole*. On combattait le chauvinisme dans ses colonnes et on conseillait aux nations neutres de demeurer dans la neutralité en n'intervenant que pour modérer le massacre et faire pression pour la paix ».

L'article se poursuivait en disant que le gouvernement français avait expulsé Trotsky à cause de ses positions pacifistes et que ses idées ne pouvaient être considérées comme dangereuses dans un pays neutre. Il considère comme une illégalité son arrestation et exige sa mise en liberté. La « question Trotsky » donna lieu à une réponse du quotidien conservateur de Maura, *La Acción*, qui défendit le gouvernement et la police contre les socialistes. Dans sa réponse il dit que « le sujet en question n'est pas de ceux qui doivent aller librement car ses antécédents ne permettent d'en attendre rien de bon ».

Après sa remise en liberté, il passa une journée avec Anguiano et Desprès à qui il expliqua : « J'ai été expulsé d'Allemagne comme franco-philie, de France comme germanophile. Il est clair que je ne suis ni l'un ni l'autre, je suis un socialiste qui voit dans la guerre une conséquence fatale et logique du système capitaliste ; notre mission ne fait pas de doute, elle est de profiter du déséquilibre et de la faim provoqués par la guerre pour pousser les masses à la révolution ». Opinion qui contraste avec la position simplement neutraliste que lui attribuait l'organe socialiste espagnol. Il resta quelques jours à Madrid, selon Anguiano sans argent puisqu'il lui empruntait une peseta quand il devait acheter quelque chose.

Un romancier de l'époque, Antonio Bermejo de la Rica, avec pas mal d'imagination, attribue dans son œuvre, *Le Roman de Mata-Hari*, la libération de Trotsky à des manigances de la fameuse espionne qui, par l'intermédiaire de Sokolov, influençait l'attaché militaire de l'ambassade allemande de Madrid.

La police l'obligea à se déplacer à Cadix qui jusqu'à ce moment lui

avait paru un endroit éloigné et exotique. Quittant Madrid, il la trouva « plus primitive, plus rustre et provinciale ». Il voyagea en première où il releva « la sociabilité des espagnols, leur amabilité, leur dignité, leur caractère d'hommes de bien et en même temps leur malpropreté ». Le train roulait le long du Guadalquivir et il admirait le paysage par la fenêtre. Il distingua « des cactus énormes, sans vie, des oliviers, des chênes. Un vieux château sur un rocher — sans doute celui d'Almodovar — réparé depuis peu et habité par un duc ». Contrairement à tant d'autres voyageurs qui passèrent à cet endroit — de Lord Byron à Dos Passos — Trotsky n'apprécia pas beaucoup la beauté du Guadalquivir, un cours d'eau qu'il qualifia de « tout à fait prosaïque ».

Il restera six semaines à Cadix, gardé par un agent qui se confondait en amabilités. Ses expériences avec la police la lui faisaient apparaître assez bienveillante. A cette époque, comme l'expliquait Juan Andrade, qui connut très bien la police comme les prisons espagnoles, ces fonctionnaires étaient des gens simples sans expériences répressives. Ce sont des semaines de lecture dans la vieille bibliothèque, où il a lu *Amour et Galanteries*, de Saint-Edme, *Cours d'Histoire moderne*, de Guizot, *Histoire de l'Espagne*, d'Adam, *Castilla la Nueva*, de Lafuente, qu'il lut en castillan à l'aide d'un dictionnaire ; *Tableau de l'Espagne*, de Bourgoing, *Histoire de la Révolution*, de Schepeler, *Mémoires de de Maistre* et un travail de droit maritime, *De la liberté des mers et du commerce, ou tableau historique et philosophique du Droit maritime*<sup>4</sup>. Sans doute ces lectures l'aidèrent-elles pour écrire ultérieurement ses travaux sur la révolution espagnole des années trente.

Il s'oppose à une tentative de le transférer à La Havane et écrit à Anguiano, à Desprès et à Turati. Il arriva à suspendre le projet. L'affaire ranima la polémique entre *El Socialista* et *La Acción*. Trotsky écrivit aussi un grand article dans le quotidien socialiste où il disait :

« Plus je réfléchis à ma situation, plus elle me paraît sérieuse. La détention en elle-même n'a aucune importance ; au contraire, c'est comique. Mes idées, que personne ne connaît ici et que je ne peux pas expliquer dans la langue du pays, on dit qu'elles sont trop avancées.

Cette explication, du fait de sa stupidité, oblige à chercher d'autres raisons, les objectifs que l'on dissimule et que l'on n'avoue pas. C'est pourquoi il faut poser la question ainsi : la police française (notez bien que je dis la police et que je ne me réfère pas au gouvernement français qui est peut-être étranger à tout cela) a voulu m'expulser de France et m'expédier précisément en Espagne, rendant impossible mon entrée en Suisse. Les inspecteurs qui m'ont conduit en Espagne m'ont dit, sans que je leur aie rien demandé : « Vous pouvez être tranquille, on ne vous livrera pas à la police espagnole ». A quoi je ne pouvais faire moins que

4. Voir *Trotsky en España*, de Iñigo Moreno de Arteaga, marquis de Laua, dans *Lenin*, de L. Trotsky, ed. Ariel, Barcelone 1972.

répondre : Ah ! Parce que vous êtes certains qu'elle me trouvera tout de suite ». J'avais des soupçons dont je parlerai ensuite. Enfin je fus arrêté. Pourquoi ? Ce n'était pas faute de papiers. Il peut arriver facilement de trouver un Russe dont les papiers ne sont pas en règle et on l'emprisonne pour l'identifier. Mais ici, c'est le contraire : on n'a manifesté aucun intérêt pour mes papiers. Quand j'ai voulu les sortir pour les présenter on m'a dit : « Non, on n'en a pas besoin, nous les connaissons ». Et ils ont ajouté que l'ordre d'arrestation était déjà signé. On m'arrêtait d'avance en se basant sur les informations envoyées par la police française qui voulait à tout prix me faire tomber aux mains de la police espagnole.

L'initiative de toutes ces persécutions contre moi revient à l'ambassade russe de Paris. On m'a maintes fois répété à la censure que le fait qu'un périodique russe publié à Paris critique en pleine guerre la politique russe est une chose « très désagréable » pour le gouvernement russe.

On le comprend. Notre petit quotidien a été cité partout. La haine de l'ambassade russe contre moi était très agissante. On a répandu des bruits que le journal était soutenu par... le roi de Prusse. Mais nos attaques contre l'impérialisme allemand et contre la majorité socialiste étaient assez claires et éloquentes pour nous laver de tout soupçon. ...

On veut me conduire à la frontière. Mais la frontière terrestre est exclue parce que c'est la France dont j'ai été chassé. Reste la frontière maritime et si on m'oblige à embarquer il ne faut pas oublier qu'en Méditerranée comme dans l'Atlantique, il y a des navires de guerre russes qui peuvent arrêter celui qui me transporte, peuvent donc m'arrêter et réaliser ainsi leurs projets ».

Mais les intentions des autorités espagnoles ne pouvaient pas cesser d'être de se débarrasser d'un individu à réputation d'« anarchiste » ce qui fit que Trotsky — après avoir retrouvé sa famille — put s'embarquer pour New York. Le bateau qui allait à New York partit de Barcelone le 25 novembre faisant différentes escales. Trotsky quitta Cadix le 20 sous la surveillance de deux policiers. Il s'arrêta un jour à Madrid et le passa dans les musées, au Prado une fois de plus. A son arrivée à Barcelone — une « Nice, dans un enfer d'usines » — il passa trois heures à la direction de la police « sans qu'on (lui) donne la possibilité de manger ou de se laver ». Il reste peu de temps à Barcelone et pourtant un Barcelonais se souvient d'un vrai monsieur habillé de blanc avec un chapeau de paille passant avec ses fils par les Ramblas et le port. Une fois embarqué il ne put débarquer ni à Valence ni à Malaga et écrivit de nouveau des protestations au gouvernement et aux journaux. Bientôt il disparut à l'horizon. Le dernier jour de l'année, le bateau passa Gibraltar.

Quand il était allé à Cadix il avait consulté la carte et l'avait trouvée à la pointe avancée de l'Europe vers l'Afrique. Dans *Ma Vie*, il commente : « De Bérézov, avec un attelage de rennes, par l'Oural, par Pétersbourg, de là, en faisant un circuit, en Autriche, en Suisse, de Suisse en France, de France en Espagne et enfin à travers toute la péninsule ibérique... Cadix... Direction générale : du nord-est au sud-ouest. Là se termine la terre ferme et commence l'Océan. *Paciencia!* ».

En quittant l'Espagne, il était déjà dans l'antichambre de son retour triomphal en Russie. Son deuxième exil, en dépit de toutes ses vicissitudes et difficultés, lui paraîtra un bon souvenir en comparaison avec le troisième.

C'est à l'occasion de ce dernier que Trotsky renouera avec l'Espagne. En 1932, le ministre de la République Casares Quiroga — le père de l'actrice Maria Casarès — vit son fantôme dans les soulèvements anarchistes du Haut Llobregat. En 1934, ce sera le chef fasciste José Antonio (Primo de Rivera) qui se fera écho de la rumeur selon laquelle ce serait Trotsky qui aurait entraîné les mineurs pendant l'insurrection des Asturies : il l'écrit à Franco, utilisant ce « fait » pour le presser de faire le coup d'Etat militaire. Mais Trotsky ne remettra pas les pieds en Espagne. Des négociations de ses amis pour que la Généralité de Catalogne lui accorde un visa échoueront, le P.S.U.C. mit son veto : son nom continuait à provoquer le même malaise chez ceux qui considéraient que « ses idées étaient trop avancées pour l'Espagne ».

## Vingt lettres de Trotsky\*

### I.

Cadix, 14 novembre 1916

Camarade,

Me voilà à Cadix. A la gare, j'ai trouvé deux amis et leur apparition (comme convenu) a été pour moi un vrai plaisir dans cette ville totalement inconnue, où je suis entré avec mes mouchards. Merci bien à vous et à Anguiano<sup>1</sup>. Dans une demi-heure, j'irai me « présenter » au *gobernador* de Cadix, accompagné par mon mouchard local qui est très poli, lui aussi, et occupe son temps à brosser mon chapeau. En somme, c'est une opérette, mais une très stupide... Et l'épilogue n'est pas encore improvisé par les librettistes et le compositeur de la police espagnole. Je vous télégraphierai s'il y a quelque chose d'important. Pour le moment, je suis encore désorienté. Il faut attendre la notification du *gobernador*.

Mes meilleurs sentiments.

### II.

Cadix, 14 novembre 1916

Il est absolument nécessaire de démentir d'une manière catégorique les mensonges du communiqué quasi officiel sur ma personnalité dans

---

\* Supplément au numéro 11 de juin 1919 des « Lettres aux abonnés de *La Vie Ouvrière* ».

1. Daniel Anguiano Mangado (1882-19??), cheminot, ancien républicain, avait été gagné au socialisme en 1905 et était à l'époque le secrétaire général du P.S.O.E. Partisan de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, formulant cependant des réserves sur les « 21 conditions », il fut un des dirigeants du P.C. espagnol de 1921 à 1924. Il cessa ensuite de militer sur le plan politique, continuant cependant son activité syndicale (de 1937 à 1939, il était membre de la direction de l'U.G.T.).



*Acción*<sup>2</sup>, etc. La source de ces affirmations est le télégramme envoyé trois jours après mon passage à la frontière espagnole par la police française: « Le terroriste (ou anarchiste) dangereux Léon Trotsky a passé la frontière à San Sebastian, il se dirige vers Madrid ». Or l'auteur de cette infamie doit être M. Bidet<sup>3</sup>, de la police judiciaire, avec lequel j'ai eu quelques conflits aigus à cause de sa grossièreté offensante.

Je suis « terroriste ». De fait? En théorie? Si de fait, qu'on indique les attentats auxquels j'ai participé. Si en théorie, qu'on indique mes écrits où j'ai défendu les thèses terroristes. Il faut frapper fortement. Je télégraphierai un démenti à l'*Acción*.

Tout à vous.

P.S. Il faut annoncer une poursuite judiciaire pour calomnie.

### III

Cadix, 14 novembre 1916

Pour être bon prophète dans cette époque-ci, il faut faire des prévisions pessimistes. Demain matin, je serai embarqué (sans billet) sur un bateau partant pour La Havane. Vous pouvez bien imaginer quels renseignements donnera la police espagnole à la police de La Havane. Tout cela est commandé par la police française, afin que je ne puisse nuire par ma plume aux intérêts des Alliés, ici, en Espagne. C'est l'explication qu'on m'a donnée à la préfecture de police. Alors, c'est Guesde<sup>4</sup> qui a ordonné ma déportation pour La Havane. Après toutes mes dépenses (surtout pour les télégrammes: j'en ai envoyé un au ministre de l'intérieur, à Romanones<sup>5</sup>, au directeur de la Sûreté, etc.), il ne me reste que 30 francs. J'espère encore recevoir quelque argent de vous. Merci bien pour votre amitié si active. Je vous serre la main et je vous prie de garder un bon souvenir d'un Russe qui vous a causé tant d'ennuis.

Mes saluts aux amis.

2. La *Acción* était un quotidien conservateur qui venait de présenter à sa façon la décision gouvernementale d'expulser Trotsky d'Espagne.

3. Bidet, chef de la police judiciaire, avait été à l'égard de Trotsky d'une particulière grossièreté. Il devait se retrouver devant lui au cours de la révolution russe, ayant été arrêté dans une mission d'espionnage...

4. Jules Bazile, dit *Guesde* (1845-1922), généralement considéré comme celui qui avait introduit le marxisme en France, avait fondé le Parti ouvrier français et était en principe l'un des dirigeants du parti socialiste unifié, dans lequel il avait cependant cédé le pas à Jaurès. Il était devenu ministre après son ralliement à la politique d'union sacrée.

5. Alvaro de Figueroa y Torres, comte de *Romanones* (1863-1950) était à l'époque chef du gouvernement espagnol.

### IV

Cadix, 15 novembre 1916

Le préfet d'ici, pour converser avec moi, s'est servi comme interprète du secrétaire du... consul allemand. Pour moi, c'est absolument sans importance. Mais si mes ennemis apprennent par hasard ce « fait », ils pourront s'en servir à leur manière. Il faut donc que vous sachiez que c'est le préfet qui a invité le secrétaire du consulat allemand comme interprète sans que j'aie su même qui était ce Monsieur. L'interprète a été très aimable, voilà tout.

J'ai reçu votre télégramme.

### V

Cadix, 15 novembre 1916

La journée d'hier fut pour moi pleine d'attractions presque cinématographiques. Le matin à 6 heures, on frappe à la porte: Ah! On vient me prendre! — Non, c'est le second mouchard qui entre en service: il veut se persuader que je ne me suis pas évaporé dans mon lit. 8 heures! 9 heures! M.L.<sup>6</sup> vient avec l'argent et me dit que, selon ses informations (qu'il tient d'un agent de la Compagnie transatlantique), la liste des voyageurs est déjà close et que mon nom n'y figure pas.

A 10h.30, je suis chez le préfet. Il est énigmatique. Mais un peu plus tard ce malin me déclare: « Je n'ai pas reçu de réponse, mais le bateau est tout de même parti sans vous: je n'y puis rien... tant pis ». Or je ne pars pas pour La Havane!

Mais non, voilà un agent qui vient avec la nouvelle que le bateau n'est pas parti à cause du brouillard. Diable! Même la nature est contre moi.

Je me promène avec un mouchard autour de la préfecture en attendant, d'un côté, la réponse de Madrid, de l'autre, que le brouillard me fiche la paix. A 3h.15, le bateau est parti. Enfin! Moi je suis resté! Mais qu'est-ce qu'on va faire maintenant? Le préfet n'en sait rien. Il attend toujours la réponse... Enfin, ce matin, il me félicite: on m'a accordé l'autorisation de rester à Cadix jusqu'au 30 novembre pour partir à New York avec le premier bateau.

Je vous ai télégraphié que j'ai reçu de M.L. 500 pesetas. Avec votre permission, je garderai cet argent chez moi, jusqu'à l'arrivée de ma femme. J'ai dépensé hier et aujourd'hui 150 pesetas pour des télé-

6. Cette personne, désignée par une initiale, à laquelle Trotsky avait été adressé par le socialiste français Desprès, directeur de la filiale madrilène d'une compagnie d'assurances, était vraisemblablement un collègue de ce dernier, un homme en tout cas éloigné de la politique.

grammes. Premièrement, je dois aviser ma femme; secondement, je dois mobiliser, pour notre voyage, à peu près 3000 pesetas. Le délai est trop court pour recevoir immédiatement cette somme de Russie. Et pour être sûr que mon télégramme arrivera, je l'envoie par trois directions. Cela peut paraître exagéré, n'est-ce pas? Mais ma femme m'écrit qu'elle reçoit toujours des lettres de Suisse, par lesquelles nos amis demandent pourquoi je ne suis pas encore parti pour la Suisse. Or on ne sait rien là-bas, malgré les dizaines de télégrammes et de lettres que j'y ai envoyées. Vous voyez: il y a des domaines où « l'organisation » française est tout à fait à la hauteur. Voilà pourquoi je vous ai prié d'informer, par vos voies, les amis de Paris que je reste jusqu'au 30 novembre à Cadix, que ma femme m'y rejoindra à cette date. Je m'empresse de couvrir, avec gratitude, les dépenses respectives.

J'ai encore une demande à vous faire. Puisque je reste ici encore deux semaines, je veux en profiter pour renouveler mes connaissances d'anglais. J'ai cherché dans tout Cadix un petit dictionnaire *anglais-français* ou *anglais-allemand* et un manuel de langue anglaise ou une grammaire. Mais Cadix est une ville d'une chasteté scientifique et littéraire vraiment touchante,... quelques siècles après Gutenberg! On n'y trouve rien. Mais rien! J'ai acheté ici, pour mon voyage, une carte maritime — le seul exemplaire dans toute la ville — elle a été établie, cette carte, en 1856 et corrigée en 1870!

Eh bien, si vous pouvez m'envoyer ce petit dictionnaire et cette petite grammaire (ou ce manuel), vous m'aurez rendu grand service.

Pour décharger ma conscience, j'espère que vous me donnerez quelques commissions pour New York. Entendu?

Avez-vous envoyé les numéros de *El Socialista*<sup>7</sup> avec les articles sur mon affaire à Paris?

Je crois que l'attitude de M.L., à mon égard, vous intéressera. Il a été tout naturellement désorienté au premier moment. Moi, j'ai été prudent. Je suis venu chez lui hier soir, avec votre télégramme, et je lui ai dit que je ne suis pas sûr de partir demain matin (afin de lui donner un délai pour réfléchir et s'informer). Il s'est informé chez le préfet, qui lui a donné des renseignements « satisfaisants » (j'ai le bonheur inexplicable de conquérir les âmes des policiers espagnols: on ne se connaît jamais soi-même suffisamment!). Il est venu chez moi avec 500 pesetas, très aimable; il m'a exprimé sa sympathie et m'a proposé ses services. Ce serait bien si vous lui écriviez à l'occasion que j'ai été très touché par son amabilité.

Mes meilleurs sentiments pour vous et pour Anguiano. Je vous serre cordialement la main.

P.S. Pourquoi ne m'a-t-on pas envoyé à La Havane, comme le gouver-

7. *El Socialista* était l'organe du P.S.O.E.

neur et le préfet me l'ont notifié catégoriquement la veille? En tant que je comprends, l'ordre sur « le premier bateau » n'a pas été tout à fait clair. Il laissait place à l'interprétation. J'ai télégraphié ma protestation à Madrid. Le préfet est devenu hésitant. Et je crois que le fait qu'on m'a envoyé, de Madrid, comme réponse à un simple télégramme, 500 pesetas, a produit une grande impression sur son imagination. C'est bien possible que je sois pour le moment à Cadix grâce à cet envoi d'argent.

Peut-être Anguiano pourrait-il m'envoyer les journaux avec les articles sur mon affaire? Ici on ne trouve rien.

## VI

Cadix, 19 novembre 1916

*Domingo, midi.* Pour le moment, quelques mots seulement. Merci bien pour votre lettre, mon cher camarade. Alors vous croyez toujours qu'il y a espoir de me faire rester en Espagne? Mais est-ce que mon séjour serait plus ou moins stable après toute cette histoire?

Les télégrammes des journaux qui affirment que je suis libre ne disent pas la vérité. Pour sortir de l'hôtel, je suis obligé de m'entendre par avance avec mon mouchard, qui m'accompagne partout, prend son café à la même table que moi (c'est moi qui paye, naturellement), etc. A la bibliothèque, il s'assied vis-à-vis de moi et crache pendant deux ou trois heures sur le plancher. Je lis une étude sur l'Espagne par M. Bourgoing, ministre plénipotentiaire de Louis XVI à la cour de Madrid. C'est très intéressant (en même temps, c'est l'ouvrage le plus moderne — Paris, 1807! — que j'aie pu trouver ici).

Mes amitiés.

## VII

Cadix, 22 novembre 1916

Reçu votre lettre du 19 novembre et deux journaux; les livres anglais ne sont pas encore arrivés. Toute ma correspondance adressée à Madrid, poste restante, vient ici bien régulièrement.

J'ai appris pour la première fois l'existence de la dépêche par les deux mouchards qui m'ont accompagné à Cadix. En racontant mon histoire à un voyageur (en espagnol), l'un d'eux a cité le télégramme: « Il y a trois jours, un agitateur dangereux a passé par San Sebastian, etc. ».

J'ai été frappé par la précision du texte. Je l'ai interrogé; il a confirmé en ajoutant « anarchiste-terroriste ». Je doute tout de même que la police française ait l'impudence de me donner ces qualificatifs. Elle a dû me ca-

ractériser plus vaguement (agitateur dangereux) pour laisser place à l'imagination espagnole. Mais le mouchard, malgré mes objections, a soutenu sa version. Le préfet de Cadix a parlé avec moi de ce télégramme comme d'un fait connu. Dans le télégramme que lui-même a reçu de Madrid, sur moi, je n'ai remarqué ni anarchiste, ni terroriste, mais agitateur...

Même si je recevais la permission de rester en Espagne, ma femme viendrait dès à présent. Serrati, le directeur de l'*Avanti!* et Modigliani, député<sup>8</sup>, m'écrivent qu'ils espèrent obtenir pour moi l'autorisation de passer en Suisse, par l'Italie. Au moment où je suis à Cadix, toute l'Europe devient hospitalière.

## VIII

Cadix, 22 novembre 1916

Jusqu'à présent, je n'ai reçu aucune nouvelle de ma femme à ma demande de venir à Cadix. Dans son dernier télégramme (par Madrid), elle me communique qu'elle est très inquiète de ne pas recevoir de mes nouvelles depuis trois jours — Et qu'est-ce que dit Romanones?

Reçu les deux livres anglais. Grand merci! La prononciation anglaise absorbe maintenant mon attention et me facilite la pénible attente. Notre petit journal m'arrive régulièrement. N'auriez-vous pas le temps d'écrire, pour notre journal, un article sur le socialisme espagnol pendant la guerre? Il serait aussitôt publié en allemand — chez Grimm<sup>9</sup> et j'espère, aussi en anglais.

On ne sait presque rien sur le socialisme espagnol.

## IX

Cadix, 29 novembre 1916, 2 heures après-midi

Je vous ai envoyé, hier, la copie de mon télégramme à Castrovido<sup>10</sup> à qui j'ai communiqué — à son tour — mon télégramme au ministre de

8. Giacinto Menotti Serrati (1872-1926), socialiste en 1892, longtemps émigré, était revenu en Italie en 1910. Il était le dirigeant incontesté du P.S. italien et avait participé avec Trotsky aux deux conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal. Il devait faire adhérer le P.S.I. à l'I.C. en 1919, le quitter à Livourne, puis, exclu du P.S.I. en 1923, revenir au P.C.I. à la veille de sa mort. Giuseppe Emmanuele Modigliani (1972-1947), un des fondateurs du P.S.I. animait la tendance « centriste » à Zimmerwald. Il y avait également rencontré Trotsky. Emigré après la victoire du fascisme, il devait participer à la commission d'enquête sur les procès de Moscou où les qualités de juriste de cet ancien avocat de la veuve de Matteotti furent appréciées.

9. Robert Grimm (1881-1958), dirigeant socialiste suisse et éditeur du *Berner Tagwacht* était l'animateur du courant zimmerwaldien en Suisse, mais en était l'un des plus modérés.

10. Roberto Castrovido, député républicain, manifestait beaucoup de sympathie pour

l'intérieur. Je n'ai fait ces démarches que pour apaiser ma conscience de *pater familias*; je n'en espère aucun résultat.

Il y a cinq minutes que je vous ai expédié un télégramme urgent pour l'argent, et voilà M.L. qui vient avec votre télégramme. J'ai touché encore 200 pesetas (en tout 700 pesetas). Il n'y avait plus de billet de seconde classe, M.L. m'a assuré une place de première classe au prix de la seconde; pour atténuer son amabilité, il m'a dit que la Compagnie fait de pareils rabais couramment. Tant mieux pour ses clients!

On m'a dit ici que les sous-marins allemands ne torpillent guère de bateaux espagnols par considération politique (les bateaux espagnols torpillés par les Allemands appartiennent à une autre Société, dont les capitaux sont français). Or il serait peut-être plus prudent que ma famille parte par l'Espagne, par Barcelone ou Vigo. C'est dans ce sens que j'écris à ma femme.

Je vous envoie un numéro d'un hebdomadaire, *Juacaro*, avec un long et bête article sur moi. J'ai reçu une lettre (en allemand) du rédacteur de ce journal, me demandant une entrevue (pour le soir même) pour une affaire qui devait m'intéresser beaucoup. Comme interprète, c'est le secrétaire allemand qui a été annoncé.

J'ai répondu poliment que je serais très heureux de parler avec le rédacteur du *Juacaro*, mais puisque je ne connais pas l'objet de cette entrevue intéressante et ne m'oriente pas bien dans les relations espagnoles, je tenais à demander à M.L. de bien vouloir être présent. C'est pourquoi je jugeais nécessaire d'ajourner le rendez-vous. Or ce rédacteur a rendu visite à M.L., l'a trouvé occupé et est venu chez moi à 11 heures du soir avec l'inévitable secrétaire.

J'ai été un peu étonné par cette manière sans-gêne, mais je les ai acceptés et j'ai répondu très sèchement aux questions du rédacteur. Et le lendemain, il a fait son article. M.L. croit qu'il a voulu recevoir de moi cent pesetas pour son geste généreux. Si c'est vrai, il s'est trompé radicalement. Il m'a envoyé son papier avec une lettre demandant si je n'avais pas quelque chose à ajouter. Je lui ai répondu brièvement que je n'osais pas le remercier de son interview pour ne pas l'offenser dans l'accomplissement de ce qu'il croit être son devoir de publiciste. C'est tout.

C'est ce rédacteur qui m'a renseigné sur les rumeurs qu'on fait courir sur mes « relations » avec le consulat allemand; l'auteur de ces rumeurs serait X., le patron de l'hôtel Cubana, que j'ai quitté. J'attends que cette « histoire » soit publiée demain — par l'intermédiaire du consul russe de Cadix — dans la presse française ou russe.

le mouvement socialiste et fut un des premiers à se ranger derrière le drapeau de la révolution russe. C'est par hasard qu'il avait découvert la présence de Trotsky au *Carcel modelo* de Madrid et il avait été profondément impressionné par sa personnalité et son intelligence. Il avait interpellé le gouvernement sur « le cas Trotsky ».

Si le *Montserrat*<sup>11</sup> devait être torpillé (malgré toutes les considérations politiques des boches sous-atlantiques), j'essaierais de me sauver pour vous envoyer, de New York, mon salut affectueux.

Mes saluts aux amis.

Je vous serre la main. Au revoir!

## X

Je ne vous ai pas raconté, jusqu'ici, un incident politique d'une grande importance qui est en rapport étroit avec mon « affaire ». Et cependant, il est nécessaire que vous le sachiez — pour vous-même et pour lui donner la publicité nécessaire.

Quand Longuet<sup>12</sup> s'est présenté devant Briand<sup>13</sup> pour intervenir en ma faveur, celui-ci lui a répondu : « Mais savez-vous que, chez les soldats russes qui ont tué leur colonel à Marseille, on a trouvé *Notre Parole*<sup>14</sup> ? » Et le doux Longuet fut tellement impressionné par ce « fait » qu'il n'a pas trouvé possible (selon son aveu dans une lettre à Merrheim<sup>15</sup>) de protester contre l'expulsion elle-même, se contentant de demander la prolongation du délai et le libre choix du pays.

Ce rapprochement de *Notre Parole* (seul journal russe à l'étranger répandu partout en France où il y a des soldats russes) et l'assassinat, par les soldats (ivres, comme l'affirment les journalistes russes), d'un colonel qui les avait maltraités — ce rapprochement est une vraie infamie à la Briand.

Mais le nœud de l'histoire n'est pas là.

Dans ma lettre à Guesde<sup>16</sup>, où je cite la réponse de Briand, j'ai exprimé mes soupçons sur la voie par laquelle *Notre Parole* est parvenue aux soldats de Marseille, juste au moment de leur révolte. Toute l'histoire de ces petites révoltes de détail dans l'armée russe me fait croire qu'il faut chercher presque chaque fois un agent provocateur comme initiateur ou

11. C'est sur le *Montserrat* que Trotsky devait s'embarquer.

12. Jean Longuet (1876-1938), petit-fils de Marx, avocat, était le chef de file de la minorité « centriste », « pacifiste », du parti socialiste.

13. Aristide Briand (1862-1932), avocat, d'abord socialiste, était devenu président du conseil et s'était fait le champion de la corruption des dirigeants ouvriers.

14. Traduction française du titre du quotidien dont Trotsky était le rédacteur en chef à Paris, le *Naché Slovo*, de langue russe.

15. Alphonse Merrheim (1871-1923) était le dirigeant de la fédération des métaux de la C.G.T. Hostile à l'union sacrée en 1914, il était l'un des piliers du mouvement zimmerwaldien, après avoir fait partie du « noyau » de *La Vie ouvrière*.

16. Après son expulsion de France, Trotsky avait adressé à Jules Guesde, ministre du gouvernement qui l'expulsait et toujours socialiste, une féroce « Lettre ouverte », publiée dans les « lettres aux abonnés » de *La Vie ouvrière*.

au moins comme profiteur. Mais je fus moi-même étonné quand j'ai appris toute la machination.

Un sieur Wiping (ou Wining)<sup>17</sup> est venu, il y a quelques mois, de Londres, avec la lettre suivante du consul russe à Londres au consul russe à Paris :

« M. Wiping a été mêlé à des affaires politiques (c'est-à-dire révolutionnaires), mais il s'est totalement réhabilité à nos yeux. Il connaît X.. Aidez-le à entrer dans l'armée russe ».

L'imbécile a eu l'imprudence de montrer cette lettre au correspondant d'un grand journal russe. Wiping ne connaît pas le français (la lettre est écrite en français) et il n'a pas cru que la lettre le trahirait. Il posait devant les journalistes libéraux russes comme un révolutionnaire qui voulait entrer dans l'armée pour faire des miracles. On s'est méfié de lui sans le prendre beaucoup au sérieux.

De Toulon, il a écrit aux journalistes russes que le terrain était très favorable pour son œuvre et a demandé des journaux et des livres révolutionnaires. On ne lui a pas répondu. Quelque temps après, il y a eu une émeute sur un croiseur russe à Toulon : beaucoup de victimes. Après l'assassinat du colonel Krause (le nom est allemand), plusieurs journalistes allèrent à Marseille. Or des officiers leur ont demandé : « Avez-vous des relations avec *Notre Parole* ? Il y a ici un sieur Wiping qui répand partout ce journal sans même demander si l'on veut le lire ».

Voilà. Ce Wiping est venu de Toulon à Marseille pour travailler son « terrain favorable ». C'est lui qui a provoqué les soldats et qui a distribué — au moment choisi — de droite et de gauche *Notre Parole*. Quel fut son but, ou, pour mieux dire, sa mission (puisqu'il avait été envoyé par le consulat) ? Il est évident : démontrer au gouvernement français qu'on ne peut laisser en France des soldats russes sans balayer le terrain de la République des journaux révolutionnaires et des réfugiés politiques. En passant, ce coquin a essayé d'entraîner aussi les correspondants de divers journaux libéraux pour les compromettre. Il n'a réussi qu'à moitié. Les soldats sont allés plus loin peut-être que ne l'a voulu leur instigateur : ils ont tué un colonel. Mais *Notre Parole* fut, à ce prix, interdite, et on a commencé les expulsions : je ne suis que la première victime.

Vous demanderez : « Mais est-ce que l'on connaît à Paris cette histoire ? » Parfaitement. Les députés Lafont, Moutet<sup>18</sup>, Longuet et bien d'autres la connaissent ; Leygues<sup>19</sup>, ancien ministre, président de la commission des affaires étrangères, la connaît ; Painlevé<sup>20</sup>, ministre de l'instruction

17. Trotsky orthographie le personnage « Winning » dans *Ma Vie*.

18. Ernest Lafont (1879-1946), et Marius Moutet (1876-1968), tous deux avocats, s'étaient tous deux ralliés à l'union sacrée en 1914.

19. Georges Leygues (1857-1933) était une personnalité en vue du parti radical.

20. Paul Painlevé (1863-1933), mathématicien et homme politique, était à l'époque ministre de l'instruction publique.

tion publique, s'est écrié quand on la lui a racontée : « Mais c'est impossible... On ne peut pas laisser cela comme ça!... ». Mais *personne* n'a rien fait : *l'Union sacrée!*

Qu'on m'expulse comme internationaliste, comme zimmerwaldien, comme ennemi de *leur* guerre et de tout *leur* régime, soit. Mais qu'on n'ait pas le courage de dire ouvertement les vraies raisons, qu'on se serve du travail d'un agent provocateur russe pour effrayer l'imagination des députés, voilà l'infamie, voilà la perfidie, voilà du Briand!

Et c'est précisément au moment où je fais pour vous cet exposé que je reçois une carte postale de Genève qui m'apporte un supplément précieux pour mon « affaire ». Grimm a reçu une promesse formelle du gouvernement suisse de m'« accepter ». Il m'en a informé par télégramme. Mais la légation suisse de Paris m'a donné une réponse négative. Maintenant on me communique l'explication de cette énigme. Quand Grimm a présenté sa protestation, on lui a répondu ouvertement : « C'est le *gouvernement russe* qui ne veut pas le voir en Suisse ». Voilà. C'est le gouvernement russe qui a ordonné l'interdiction de *Notre Parole* (journal soumis à la censure dite républicaine). C'est le gouvernement russe qui a organisé par son agent provocateur un petit assassinat en France pour donner du poids à ses arguments. C'est le gouvernement russe qui m'expulse de France — par l'intermédiaire de ses Briand, Guesde, Laurent, Sembat<sup>21</sup> et Cie.

C'est le gouvernement russe, secondé par son allié, qui commande en Suisse, comme si la Suisse était la Finlande. Et enfin, c'est la police française et... payée? par l'ambassade russe qui m'a dénoncé comme terroriste au gouvernement espagnol pour que celui-ci m'expulse à son tour. Plus la guerre se prolonge, plus la France devient dépendante du tsar, plus celui-ci devient maître de l'Europe. C'est la logique immanente de la guerre « libératrice ». Le tsar a déjà anéanti le droit d'asile en France comme en Angleterre. Voilà la Suisse qui lui obéit. Qu'est-ce qu'on peut demander dans ces conditions à la pauvre *Seguridad* espagnole et au pauvre comte Romanones?

Si je fais cet exposé peut-être un peu fatigant pour vous, c'est parce que mon « affaire » est vraiment bien caractéristique de cette époque maudite et montre bien à qui a des yeux pour voir la cuisine de la démocratie briandesque, asservie aux mouchards « vrai-russes ».

## XI

C'est bien difficile pour moi de dire ce que je « veux » : rester à Madrid ou à Barcelone, ou aller en Amérique. Il est pénible pour moi de

21. Laurent désigne sans doute le député nivernais Eugène Laurent (1863-1933), partisan résolu de la défense nationale. Marcel Sembat (1862-1922), avocat, ancien blanquiste,

quitter l'Europe. Mais, d'autre part, j'ai peur, même si l'arrêté d'expulsion était retiré, d'avoir en Espagne une situation trop délicate pour ne pas être bien gêné.

Cependant, la question qui nous occupe pour le moment peut être résolue simplement : il faut insister pour qu'on *retire l'arrêté d'expulsion*. Alors, même si je pars pour New York, je le fais librement, sans aucune « recommandation » spéciale au capitaine du bateau et à la police américaine — sans dire que je pourrais passer quelque temps en Espagne avec ma famille et résoudre la question d'accord avec ma femme.

Je partage totalement vos considérations sur la publication de mon exposé.

Je n'ai reçu aucune réponse de mon journal<sup>22</sup> au sujet des correspondances « espagnoles » ; en même temps, il a envoyé à ma femme, après mon départ de Paris, deux fois 500 roubles (1900 francs) sans recevoir de moi des articles. Je suppose qu'il n'a pas reçu mon télégramme et j'ai répété avant-hier ma proposition : la réponse que je recevrai sera aussi un facteur qui influencera ma décision : rester en Espagne ou aller à New York.

Mon mouchard m'accompagne toujours : il s'est habitué même à mes cigarettes, qu'il avait trouvées au commencement trop « suaves ». Tous mes efforts de rester avec les policiers et mouchards espagnols dans des relations officielles ont échoué lamentablement ; quand j'ai refusé une cigarette, on me l'a introduite par violence — qui n'est qu'un excès d'amabilité — entre les dents. Deux ou trois fois, je fus près de jeter mon mouchard dans la mer ; il ne me laisse jamais tranquille : « Muy bonito, muy bonito, vapor ! Muy bonito, la mar ! Muy bonito, el tiempo esplendido ! ». « Muy bonito » sans cesse ! Naturellement, son grand-père était « grand » et avait 40000000 duros ; son père était *amigo* de Alfonso XII<sup>23</sup>. Je serais très flatté d'être mouchardé par le rejeton d'une pareille famille, s'il n'était pas vraiment insupportable, cet imbécile !

Non, je ne reçois pas *Le Populaire*. Je ne reçois rien. Ma femme est tellement absorbée par la préparation de son départ qu'elle ne m'envoie rien ; d'ailleurs mon sort change toujours et mon adresse aussi. Le seul journal que je lise maintenant régulièrement, c'est le *Diario de Cadix* ; mais il ne publie même pas le communiqué ; la guerre n'existe pas pour lui ; *il ne la mentionne jamais*. Et quand j'ai fait remarquer ce nihilisme journalistique à un Espagnol, il m'a répondu, un peu confus : « Vraiment ?

avait été ministre des travaux publics dans le gouvernement Viviani d'union sacrée et l'était resté dans celui de Briand.

22. Il s'agit du quotidien *Kievskaja Mysl* dont Trotsky fut pendant des années le correspondant en de nombreux pays.

23. Alfonso XII, roi d'Espagne (1867-1885) avait été le prédécesseur de son fils posthume, Alfonso XIII.

Ah oui, vous avez raison. On ne s'en aperçoit même pas ». De temps en temps, je trouve le *Daily Mail*, l'édition de Paris — le seul journal qui se publie sans la censure. Il est bien pessimiste à cause de la Roumanie<sup>24</sup>. Le seul grand général est naturellement sir Douglas Haig<sup>25</sup>.

Je lis maintenant beaucoup sur l'histoire de l'Espagne. Dans la guerre de Succession<sup>26</sup>, on trouve des analogies frappantes, surtout en tant qu'il s'agit du rôle de l'Angleterre — avec la guerre d'aujourd'hui. Je vous enverrai là-dessus, la prochaine fois, quelques citations intéressantes.

Mon *caballero* de préfet a montré le revers. Il est devenu sec, même grossier. La cause? L'autorisation qu'on m'a accordée de Madrid de rester à Cadix sans son intervention. Il a, comme il convient, un mépris souverain pour le ministre, qui n'est qu'un politicien, tandis que la vertu ne se niche que chez le directeur de la *Seguridad*.

Mon salut bien sincère.

P.S. Vous avez dû noter que mon pessimisme (je fais allusion à ma dernière lettre) a été cette fois démenti par la volonté généreuse et éclairée de monsieur le ministre de l'Intérieur. Une fois n'est pas coutume.

## XII

Cadix, 2 décembre 1916

Imaginez-vous que le prochain bateau pour New York ne part que le 30. Je crois que ma femme devrait s'embarquer à Barcelone, où le bateau part le 25. C'est incroyable, mais le prix de Barcelone à New York est le même que de Cadix à New York. Or le voyage Barcelone-Cadix sera gratuit et la nourriture aussi; cela fait au moins 300 pesetas d'économie. En même temps, ça fait cinq jours de voyage par mer de plus. J'expose le plan à ma femme en la laissant choisir.

J'ai acheté le billet le 29 novembre, à 3 heures après-midi, c'est-à-dire au dernier moment; mais on m'a rendu l'argent (c'était d'ailleurs convenu).

Salut et fraternité.

24. La Roumanie était intervenue aux côtés des Alliés en août; l'armée roumaine, écrasée, était en train de se retirer du territoire roumain.

25. Douglas Haig (1861-1928) était le commandant des forces britanniques en France à cette époque.

26. La Guerre de Succession d'Espagne, de 1701 à 1713-14, avait pour origine l'acceptation par Louis XIV du testament du roi Charles II d'Espagne en faveur du prince français Philippe, duc d'Anjou. L'Angleterre anima plusieurs coalitions européennes contre cette menace d'hégémonie du royaume de France.

## XIII

Cadix, 9 décembre 1916

Reçu la lettre et la carte. Merci. Je vous écris en hâte ces lignes. Ma femme a reçu votre télégramme sur le nouveau délai au moment d'un grand désespoir de toute la famille. Les garçons<sup>27</sup> étaient restés fermes pendant la journée où leur mère leur a annoncé l'impossibilité de m'accompagner, mais dans la nuit, ils pleuraient « clandestinement ». Or la joie fut proportionnellement grande. Ma femme a reçu les avis télégraphiques que l'argent nécessaire pour le voyage avait déjà été envoyé. Maintenant, elle doit l'avoir. L'auteur de l'article de *L'Action socialiste*<sup>28</sup> doit être Séverac<sup>29</sup> ou plutôt son ami et maître Alexinsky<sup>30</sup>, l'ex-député de la 2<sup>e</sup> douma, le plus sale individu de tous les renégats de ces deux années. On m'a assuré (cela part du syndicat de la presse) que, dans mon dossier, qu'on a vu chez Leymarie, (chef du cabinet de Malvy<sup>31</sup>, Alexinsky figure comme le grand inquisiteur. Séverac est son intime et, si je ne me trompe pas, un des rédacteurs de *L'Action socialiste*. Tous les deux — Alexinsky surtout — ont contre moi une haine mortelle (*Notre Parole* dénonça maintes fois les ignominies d'Alexinsky). Je voudrais bien voir l'article en question.

J'avais protesté contre le régime policier qu'on m'inflige. Mon mouchar d a disparu pendant deux jours. Cet après-midi, il est reparu de nouveau et m'a déclaré — en s'excusant — qu'il ne me suivrait dorénavant que de loin et sans limiter mes sorties.

Salut et fraternité.

## XIV

Cadix, 11 décembre 1916, minuit

Je vous ai renvoyé *Le Populaire*<sup>32</sup> et la lettre de votre ami. La lettre

27. Les deux « garçons », Liova (Lev, Léon) et Sérioja (Sergei) avaient respectivement dix et huit ans.

28. *L'Action socialiste* était un hebdomadaire des majoritaires socialistes. Elle avait publié un article d'inspiration policière sur Trotsky et son expulsion.

29. Jean-Baptiste Séverac (1879-1951) était rédacteur à *l'Humanité* et incarnation, selon Trotsky, du « social-chauvinisme ».

30. Grigori A. Alexinsky (1879-1971), bolchevik après 1905, député à la 2<sup>e</sup> Douma, émigré ensuite et partisan du groupe gauchiste de *Vpériod*, responsable du groupe bolchevik de Paris en 1913, s'était rallié à l'union sacrée en août 1914 et faisait profession d'ultra-chauvinisme.

31. Louis Malvy (1875-1949), ministre radical de l'intérieur, avait employé la méthode « souple » avec les « extrémistes » de gauche: il allait bientôt être lui-même traduit en Haute-Cour.

32. *Le Populaire du Centre*, animé par Paul Faure, était l'organe de la minorité « longuettiste ».

concorde bien avec la revue. Non, non, non, ce n'est pas cela qu'il nous faut.

Votre ami est indigné de la dernière brochure du comité zimmerwaldien<sup>33</sup>, mais, par toute son argumentation, il ne fait que confirmer notre critique.

La brochure dit que les longuettistes ne proclament pas même la nécessité de demander la démission des ministres socialistes. « Comment — s'écrie votre ami — mais c'est un mensonge! Paul Louis<sup>34</sup> répète toujours », etc. Voilà la nonchalance caractéristique. Les longuettistes ont formulé leur « programme »; c'est leur motion lors du dernier conseil national. Or cette motion ne souffle pas un mot sur le ministérialisme, elle se contente de phrases sur la reprise des relations internationales et sur les préférences générales de la paix sur la guerre. Pas un mot *précis* sur la politique intérieure (union sacrée, lutte de classe, ministérialisme, vote des crédits etc.). Mais Paul Louis... Eh bien, les discours de Paul Louis peuvent être très intéressants, mais notre brochure parle de *la politique des longuettistes* et elle ne fait que constater que, quand il s'agit de formuler *la pensée collective* ou si l'on veut *la volonté collective*, quoique le mot « volonté », quand il s'agit de longuettistes... c'est-à-dire de tirer les conséquences politiques de tous les discours excellents de Paul Louis, les articles de Verfeuil<sup>35</sup> etc. — il n'en résulte qu'une formule bien vague qui n'ose même pas toucher la question du ministérialisme. Et qu'est-ce que répond votre correspondant? Il s'indigne contre... cette simple constatation.

Mais ce n'est pas le point décisif de la question. Je crois — avec la brochure — que même les discours de Paul Louis sont absolument insuffisants, et dans leur insuffisance (et en même temps leur « suffisance ») très dangereux.

Le ministérialisme socialiste (et surtout en temps de guerre) n'est que le couronnement de la politique « défense nationale » et « union sacrée ». Cet achèvement se réalise presque automatiquement dans le régime politique de la France (république — parlementarisme — suffrage universel).

Nous voyons, en Allemagne, la même politique du parti socialiste — défense nationale, vote du budget, propagande: « il faut tenir » — moins le ministérialisme. Est-ce que la politique de Heine, Scheidemann<sup>36</sup>, etc.

33. Il s'agit de la brochure *Les Socialistes de Zimmerwald et la Guerre*, publiée par la V.O. et dont les rédacteurs étaient Trotsky et Fernand Loriot.

34. Paul Levi, dit *Paul-Louis* (1872-1955), d'abord blanquiste, puis membre du P.S. de France hostile au « ministérialisme », était membre de la C.A.P. du parti unifié et collaborait au *Populaire*.

35. Raoul Lamolinairie, dit Raoul Verfeuil (1887-1927), socialiste, postier, membre de la C.A.P. appartenait à la minorité « longuettiste ».

36. Wolfgang Heine (1861-1944), avocat, député social-démocrate en 1898, appartenait à la droite du parti, ouvertement révisionniste et chauvine. Philipp Scheidemann (1865-1939),

est moins périlleuse pour la classe ouvrière? Nullement. Le régime des Hohenzollern ne les oblige pas à tirer la dernière conséquence (ou si l'on veut ne leur donne pas la possibilité de le faire), et Heine, Scheidemann et Cie, au lieu d'entrer dans le ministère, restent humblement dans... l'anti-chambre. Est-ce que cette « position » est préférable? C'est vrai que, par la logique du régime mi-absolutiste, Scheidemann a la possibilité de simuler une certaine indépendance vis-à-vis de son chancelier; mais cette « indépendance », sans rien changer dans le sens de sa politique servile et traîtresse, ne sert qu'à tromper les masses. C'est une préférence juste — mais seulement pour Scheidemann, pas pour les masses. La mauvaise volonté de la république prive les Scheidemann français de cette « préférence ». La république leur dit: « Puisque vous m'accordez les hommes et l'argent et votre confiance pour faire la guerre, vous n'avez aucun droit de me refuser vos trois hommes pour coopérer à ce travail ».

Et la république a raison. Comment peut-on refuser les trois sur-hommes après avoir donné des millions d'hommes pour la boucherie? Lorsque les ouvriers vont dans les tranchées comme individus, comme forcés de l'Etat capitaliste, c'est autre chose. Mais quand ils sont « accordés » (c'est-à-dire livrés) par le *parti* comme organisation politique, ce serait vraiment une politique aristocratique de refuser les ministres pour ne pas les compromettre par le sang des autres...

Les longuettistes — antiminstérialistes (Paul Louis, etc.) voudraient — je le répète — créer en France une politique analogue à celle du parti allemand. Renaudel<sup>37</sup>, qui est beaucoup plus réaliste, leur répond que c'est impossible. Alors, ils entrent dans l'« opposition » à Renaudel. *Mais l'opposition à Renaudel et à Sembat ne signifie pas encore l'opposition à l'Etat capitaliste qui fait la guerre impérialiste*. C'est toute la question. Il n'y en a pas d'autre. Voulons-nous combattre Pierre Renaudel ou le gouvernement de la Bourse lié à celui du tsar? (Vous avez lu le programme de Trepov<sup>38</sup>: les Détroits, Constantinople, etc.).

Le danger de la politique longuettiste, pour la masse, consiste en cela que — en utilisant et abusant et compromettant les formules « internationalistes » — Longuet et ses amis font la même politique que Renaudel. Ils sont avec la « Nation », avec l'Etat — pas avec la classe en opposition

ouvrier imprimeur, fut le porte-parole du groupe parlementaire à partir de 1914, partisan de la défense nationale et de l'union sacrée. Il collabora à l'écrasement de la révolution en 1918-1919.

37. Pierre Renaudel (1871-1935), collaborateur de Jaurès à l'*Humanité*, rallié à l'union sacrée en août 1914, devint directeur politique du quotidien socialiste et leader de son aile d'extrême-droite. Il fut exclu de la S.F.I.O. en 1933 avec les « néos ».

38. Aleksandr Trepov (1862-1928), ancien ministre des communications, devenu chef du gouvernement en novembre 1916, venait de publier les « buts de guerre » du gouvernement tsariste.

contre l'Etat. Ils calment la conscience de la masse par leur opposition de famille, opposition de boutique (*l'Humanité*<sup>39</sup>, les délégués à la propagande, etc.) pour traîner cette même masse derrière le char du parti officiel, c'est-à-dire des Renaudel-Sembat.

*Si Renaudel et Sembat ont compromis le parti, l'organisation, la tradition officielle, Longuet et Pressemane*<sup>40</sup> *sont en train de compromettre l'idée même de la rébellion réparatrice contre cette trahison historique sans précédent. Voilà toute la question. Il n'y en a pas d'autre.*

Je comprends très bien que, pour la masse qui suit, pour le moment, les longuettistes, la force motrice est le mécontentement contre l'Etat, la désillusion, le désespoir. Mais c'est précisément pour cela qu'il faut dénoncer les longuettistes devant cette masse, pour qu'elle tire toutes les conséquences nécessaires de cette expérience historique si chèrement payée...

Quant au congrès prochain, je crois que le plus grand malheur serait de faire une motion commune avec les longuettistes sous prétexte « de ne pas diviser les forces ». Cette motion ne pourrait pas ne pas être vague et inopérante. Les forces politiques ne se « divisent » pas par la netteté, comme elles ne s'additionnent pas par la confusion; c'est un préjugé utile aux classes et groupements dirigeants. L'addition de voix longuettistes et zimmerwaldiennes n'est pas difficile: c'est une question d'arithmétique, pas une question politique.

Trois points de vue, trois motions. La netteté, c'est l'honnêteté politique. Que la masse voie, qu'elle juge! Liebknecht<sup>41</sup> n'a pas eu peur de diviser les forces. Et c'est grâce à lui que Haase<sup>42</sup> a fait quelques pas en avant. Il ne suffit pas d'applaudir Liebknecht — comme dit excellemment *The Call*<sup>43</sup> (cité par *Le Populaire*) — il faut l'imiter!

Voilà ce que je répondais aux reproches de votre ami.

Mes meilleures amitiés.

P.S. *Le Populaire* me fait partager « l'antipatriotisme » hervéiste d'avant-guerre et me fait le cadeau important de 3 enfants (5 enfants de Trotsky). *Le bon Populaire!*

39. *L'Humanité* était alors l'organe du parti socialiste.

40. Adrien Pressemane (1879-1929) avait approuvé l'union sacrée en août 1914, mais s'éleva contre la politique de guerre et le soutien que lui apporta le P.S.

41. Karl Liebknecht (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti et député, hostile à la guerre et à l'union sacrée, avait voté seul contre les crédits de guerre en décembre 1914. Un des fondateurs du parti communiste en 1919, il fut assassiné en janvier par les Corps-Francis au service d'un gouvernement formé de social-démocrates.

42. Hugo Haase (1863-1919), avocat, dirigeant du groupe parlementaire social-démocrate, hostile à la politique d'union sacrée, s'était incliné par discipline. Mais le 24 mars 1916, il avait rompu celle-ci en se prononçant contre le renouvellement de l'état de siège.

43. *The Call*, qui paraissait depuis le début de l'année, était l'organe de l'aile gauche du British Socialist Party. Il était hebdomadaire depuis le mois de juin.

## XV

Cadix, 13 décembre 1916

J'ai reçu votre lettre avec l'épreuve et je vous écris cette carte pour écarter tout malentendu possible.

Vous avez supprimé de ma lettre quelques mots qui se dirigeaient personnellement contre Longuet; et, dans la lettre que je vous ai écrite hier, j'insiste sur la nécessité de dénoncer les longuettistes. Or vous pouvez peut-être croire que je vais faire des objections contre vos changements dans mon texte. Non, je suis tout à fait d'accord avec vous.

A propos de l'insinuation que je suis prêt à aider la victoire allemande « même matériellement », je veux vous rappeler que j'ai été condamné en Allemagne en 1915 à quelques mois de prison (par contumace) à cause de ma brochure *Der Krieg und die Internationale* (La Guerre et l'Internationale), Zurich, novembre 1914, et que Homo<sup>44</sup> a écrit, dans sa récente brochure sur Zimmerwald et Kienthal, que ma brochure est « la meilleure justification de la politique de la majorité française ». Je n'ai pas besoin de vous dire que c'est faux. Vous voyez qu'on ne peut pas contenter tout le monde et les canailles de *L'Action socialiste*.

A demain.

## XVI

1. Le titre « Participation... aux expulsions » est très heureux, mais peut-être plutôt comme *sous-titre*. Pour titre, il faudrait donner quelque chose de précis. Vous proposez aussi « Le cas Trotsky ». Mais il ne s'agit pas, dans ma lettre, de mon cas proprement dit. Peut-être « Sur le cas Trotsky ». Je ne trouve pas une expression française pour caractériser quelque chose qui est *en rapport* avec « le cas Trotsky ».

2. Puisque vous allez publier cette lettre comme une édition indépendante (pas dans un journal), je crois qu'une préface de votre part serait *indispensable*. Vous pourriez dire dans cette préface que l'incident qui peut paraître trop peu significatif en comparaison avec tout ce qui se passe maintenant (on peut imaginer que dans le comité secret les députés ont trouvé le courage secret de raconter quelques histoires horribles qui se passent maintenant sous le couvert de l'union sacrée), mais qu'il est bien caractéristique du régime de la guerre libératrice, du ministérialisme socia-

44. Salomon Grumbach (1884-1952), député alsacien au Reichstag, correspondant de *l'Humanité* en Suisse sous le pseudonyme de *Homo*, avait publié à Berne en 1916 le pamphlet *Der Irrtum von Zimmerwald-Kienthal* (l'Erreur de Zimmerwald-Kienthal). Il était l'ennemi juré des « zimmerwaldiens » qui le tenaient pour l'incarnation du chauvinisme.



liste et de la débandade morale, la dissolution complète des notions élémentaires de la démocratie et même de la dignité personnelle. Une pareille préface (signée naturellement) donnerait à la lettre le cadre nécessaire.

3. Vous proposez d'ajouter : « J'avais saisi de mon cas l'ex-apôtre, qui n'a rien répondu, ni tenté ». C'est un malentendu. Ma lettre à Guesde n'est guère une tentative de « saisir l'ex-apôtre de mon cas ». C'est un document purement politique, un pamphlet. Ma femme m'écrit que la lettre sera bientôt imprimée et elle espère l'emporter en Espagne.

4. Vous proposez d'ajouter au dernier alinéa « et du ministérialisme ». Or il ne s'agit pas seulement du ministérialisme. J'ai écrit à Serrati que la douce consolation que j'avais eue en voyageant avec deux inspecteurs de la république, ç'avait été l'idée que les dépenses de ce voyage font partie des crédits sanctionnés par le vote du groupe socialiste du parlement. Vraiment, ma conscience s'oppose à la tendance de faire des trois ministres les boucs émissaires des péchés de la politique « défense nationale » et « union sacrée ». Rosser le ministérialisme, oui, c'est nécessaire, mais se spécialiser dans cette besogne signifierait chercher la ligne de moindre résistance en évitant de poser la question dans toute son ampleur.

5. Sur l'omission du passage qui concerne Longuet, je vous ai déjà écrit : tout à fait de votre opinion. Quoique je doive ajouter que Moutet a agi dans le même sens et peut-être avec plus d'énergie.

6. Exploiter la prison-modèle ? Mais comme je n'y ai passé que trois jours... cela pourrait paraître théâtral. J'ai quelques scrupules sur cela...

7. J'ai fait quelques changements dans le texte (voyez l'épreuve). Le plus important se rapporte à Grimm. Il est bien possible que le gouvernement suisse ait donné ses raisons *en secret* à Grimm et qu'il pourrait être mis dans une situation difficile par une publication où on le nomme. Une forme plus évasive est préférable.

8. Je n'ai pas compris votre P.S. Il paraît que vous me proposez de l'argent ? Mais non, mon cher ami, j'en ai assez et si je n'ai pas remis les 700 pesetas à M. L. jusqu'à présent, c'est par excès de prudence : une maladie peut, par exemple, empêcher le voyage de ma femme et je ne veux pas rester sans argent au dernier moment.

J'espère que vous avez reçu ma lettre sur le longuettisme comme mes deux cartes postales (aussi *Le Populaire* avec la lettre de votre ami).

Je vous serre la main bien aimablement.

P.S. J'ai reçu de ma femme le télégramme suivant : « Argent reçu ; billets New York commandés ici ; partirai pour Barcelone, mais indispensable passeport pour Amérique ; fais démarches ».

J'ai répondu : « Prendras billets Barcelone ou Cadix sans difficultés ». Or ma femme s'est décidée pour Barcelone et j'enverrai ce soir un

*Madrugada*<sup>45</sup> au ministre de l'intérieur (copie à Anguiano et à vous) en « sollicitant » qu'on me laisse aller à Barcelone pour embarquer ensemble avec ma famille.

Avez-vous à Barcelone quelqu'un qui pourrait être utile à ma femme, au cas où on me refuserait l'autorisation ?

## XVII

Ma femme part pour Barcelone le 22 décembre *avec les billets pour New York pour toute la famille*. Alors notre voyage est presque un fait accompli. Maintenant j'attends la permission de partir pour Barcelone. J'ai télégraphié au ministre de l'intérieur et au directeur d'*El Liberal* en vous envoyant les copies.

Ma femme viendra le 23 ou le 27. Or, à cette date, vous serez déjà parti pour Paris, n'est-ce pas ? A qui devrai-je payer les 700 pesetas ? Donnez-moi les instructions nécessaires.

Je vous ai écrit une lettre sur la critique de votre ami de Paris (j'ai oublié son nom) et une autre sur la publication de mon exposé. J'espère qu'elles seront bien arrivées ?

Est-ce que votre voyage à Paris ne vous conduit pas par Barcelone ? Je serais heureux de vous voir avant mon départ.

Salut et fraternité.

## XVIII

Cadix, 15 décembre 1916

Quand Grimm m'avait télégraphié que le gouvernement suisse « m'acceptait », nos amis du comité zimmerwaldien (Merrheim, Lorient, Rosmer, Monatte<sup>46</sup> qui était en permission) ont décidé que Guilbeaux<sup>47</sup> et moi, nous ferions ensemble à Genève un hebdomadaire sous le titre *L'Internationale*, qui devrait servir à l'action internationale en France, à la discussion socialiste et à l'information internationale. Ce plan m'a presque réconcilié avec

45. Mot espagnol qui signifie « l'aube ». Peut-être y a-t-il quelque confusion dans le vocabulaire de Trotsky ?

46. Fernand Lorient (1870-1932), instituteur socialiste et syndicaliste, s'était rallié après quelques mois au noyau de *La Vie ouvrière* dont Alfred Griot, dit Rosmer (1877-1964) et Pierre Monatte (1881-1960) étaient les piliers. Tous étaient liés à Trotsky par presque deux années de collaboration militante.

47. Henri Guilbeaux (1887-1938), journaliste et critique d'art, ancien anarchiste, membre du « noyau » de la V.O. s'était établi à Genève et y publiait *Demain*. Rallié à la révolution russe et au communisme, il fut condamné à mort en France, mais, lors de son retour en 1927, il apparut qu'il avait été au service du deuxième Bureau...

l'expulsion, mais il a échoué. Maintenant, je fais un rêve. Si le gouvernement espagnol retire l'expulsion — ce qui est invraisemblable — ne croyez-vous pas qu'on pourrait faire l'hebdomadaire en Espagne? Je le répète, ce n'est pas un plan, c'est un rêve. Mais... Je connais les obstacles: 1/ votre temps est bien absorbé; 2/ il n'y a pas de camarades à Madrid qui pourraient nous aider; 3/ Il est très difficile de recevoir la littérature allemande. Quant au transport clandestin, je ne crois pas qu'il serait plus difficile d'Espagne que de Suisse. Mais... réfléchissez un peu. Et peut-être en causerez-vous avec nos amis à Paris. La question financière se présentera aussi plus défavorablement en Espagne qu'en Suisse: là-bas, il y a la possibilité de faire des conférences, des concerts, etc. Mais les dépenses ne doivent pas être très grandes et le comité devrait nous assurer une somme déterminée. Puisqu'il s'agit d'un hebdomadaire, je ne crois pas que vos occupations vous empêcheraient d'y collaborer régulièrement. Mais je ne veux pas entrer dans les détails pour ne pas évoquer chez vous le soupçon qu'il s'agit, non d'un rêve, mais bien d'un plan.

Ma femme a déjà acheté les billets pour New York. On peut peut-être les revendre... Elle partira de Paris le 22. Est-ce que vous avez quelqu'un à Barcelone qui pourrait l'aider, au cas où je serais forcé d'attendre à Cadix?

Cadix, 17 décembre 1916

La première partie de ma lettre est restée dans ma poche deux journées: j'ai attendu la réponse affirmative de Madrid, espérant vous voir en passant à Madrid...

J'ai reçu la traduction russe (dans *Natchalo*<sup>48</sup>) de l'article de l'*Action socialiste*. Ecoutez:

1. « On m'a vu dans les antichambres de Guesde et de Sembat, sollicitant la permission d'aller au front ». Jamais je n'ai rien sollicité de pareil. *Je n'ai jamais visité ni Guesde ni Sembat*. J'ai vu Guesde — pendant mon séjour à Paris — une seule fois, par la fenêtre de la chambre de Rappoport<sup>49</sup> (Guesde était dans son auto militaire). Jamais de ma vie je n'ai vu Sembat, même dans la rue.

2. J'ai écrit, au commencement de la guerre, une brochure « en faveur des alliés ». En même temps, j'ai plaidé pour « la paix séparée » dans *Notre Parole*. Or les parties les plus essentielles de ma brochure allemande furent publiées dans... *Notre Parole*. Dans cette brochure, écrite en allemand et dirigée contre le parti social-démocrate allemand, je

48. Un journal de droite russe.

49. Charles Rappoport (1865-1941), journaliste d'origine russe et membre de la minorité, devait rejoindre le P.C. et ne le quitter qu'en 1938 après le procès de Boukharine...

répète maintes fois que l'attitude des partis français et anglais — dans leur majorité — fut non moins la cause de la chute de la Seconde Internationale que l'attitude du parti allemand. Je dis que le fait que la diplomatie russe soit encore plus perfide et plus rapace que celle d'Allemagne n'excuse en rien la politique du parti allemand. Cette brochure fut traduite en bulgare, serbe, hollandais (par Roland-Holst<sup>50</sup>), ce qui serait absolument impossible si elle était écrite « en faveur des alliés ». Fritz Adler<sup>51</sup> l'a approuvée dans son *Kampf*<sup>52</sup>.

Toutes les autres affirmations sont de la même valeur.

L'article de l'A[ction] s[ocialiste] est écrit par Alexinsky, qui a été condamné par le syndicat de la presse étrangère (journalistes anglais, russes, italiens et neutres) *comme calomniateur* et qui est maintenant jugé par la société des journalistes russes de Paris également à cause de ses calomnies. C'est la source de l'A[ction] s[ocialiste]!

J'attends avec impatience la réponse de Madrid. Je voudrais bien partir d'ici le 20 pour m'arrêter à Madrid.

Encore sur l'article de l'A[ction] s[ocialiste]. Jamais les journaux réactionnaires russes n'ont reproduit les articles de *Notre Parole* pour les « approuver » — toujours pour les dénoncer à la police — comme le fait l'A[ction] s[ocialiste] elle aussi.

Ne trouvez-vous pas utile de communiquer ces précisions au *Populaire*? Je voudrais le faire (parce que ce qui n'est pas démenti reste), mais j'ai quelques scrupules d'occuper trop, avec ma personne, *Le Populaire*. Si vous trouvez que ces scrupules ne sont pas justifiés, peut-être communiquerez-vous les extraits respectifs de cette lettre au *Populaire*?

## XIX

Cadix, 31 décembre 1916

J'ai reçu avec plaisir votre lettre à Barcelone. Je vous écris ces lignes dans le bateau entre Gibraltar et Cadix. Il fait terriblement chaud. Nous

50. Henriette Roland-Holst (1869-1952), écrivain et poète, amie de Rosa Luxemburg, membre du parti social-démocrate de gauche des Pays-Bas, internationaliste déterminée, était membre de la Gauche de Zimmerwald.

51. Friedrich dit Fritz Adler (1879-1960), fils du dirigeant social-démocrate autrichien Victor Adler, physicien renommé, démissionna de son poste de secrétaire du parti social-démocrate le 8 août 1914 par hostilité à l'union sacrée. Président du cercle Karl Marx, lieu de regroupement de l'aile gauche, il assassina le 21 octobre 1916 le premier ministre Stürgkh, dans un geste délibéré et réfléchi destiné à « secouer » l'opinion socialiste. Animateur de l'Internationale 2 1/2 de 1919 à 1923, il fut secrétaire de la II<sup>e</sup> Internationale jusqu'en 1939. Il avait de bons rapports personnels avec Trotsky.

52. *Der Kampf* (Le Combat) était la revue théorique mensuelle du parti social-démocrate autrichien qui avait été fondée en 1907 par Otto Bauer et dont le rédacteur en chef était depuis 1913 Fritz Adler.

avons payé, pour trois billets, 1700 pesetas (2<sup>e</sup> classe) mais heureusement la 2<sup>e</sup> classe était déjà complète et nous « jouissons » de la première, c'est-à-dire que nous menons une lutte ininterrompue pour recevoir de l'eau pour nous laver, le matin, et pour ne pas en recevoir en pleine figure pendant la nuit, quand on lave le bateau. L'organisation est plutôt « sommaire » comme dit le bon guide Joanne.

Le dernier geste de la police espagnole est superbe. A Valence et à Malaga, les agents et les gendarmes m'ont entouré sur le bateau pour ne pas me laisser descendre avec ma femme et mes enfants. Je crois qu'on fera la même chose à Cadix, où je devais recevoir mon courrier et peut-être aussi de l'argent... J'ai télégraphié à ma femme de vous payer les 850 francs et cependant, ces jours-ci, le franc a considérablement baissé. Or vous allez perdre une cinquantaine de francs. Si je descends à Cadix, je verserai la somme à M. L.

Salut et fraternité.

XX

Cadix, 2 janvier 1917

Cher ami,

J'ai trouvé le télégramme suivant, de New York : « Envoyé 900 pesetas par Meisel Madrid ». J'ai télégraphié à « la banque Meisel » à Madrid et reçu la réponse « Inconnu ». Or Meisel doit être une banque de New York et je suppose que vous allez recevoir ou avez reçu cette somme. Si *oui*, renvoyez-la à New York, Léon Trotsky, poste restante, en retenant la différence du change des 850 francs laissés par ma femme ; je crois que vous avez dû perdre de 30 à 50 pesetas.

J'ai rendu visite à M. L.. Ici, à Cadix, la police ne m'a pas empêché de descendre du bateau. Nous partons dans une heure.

Mes meilleures amitiés.

Léon Trotsky

## Cartes et lettres d'Andrés Nin à Trotsky (1928)

Les documents qui suivent, quatre cartes postales et une lettre adressées à Trotsky, alors exilé à Alma-Ata, par Andrés Nin, nous ont paru d'un grand intérêt. On sait qu'Andrés Nin, secrétaire de la C.N.T. et partisan convaincu de la révolution russe, était établi à Moscou où il travaillait à l'Internationale syndicale rouge — dont il fut secrétaire pendant quelque temps. Il avait été membre de l'Opposition unifiée : avec Victor Serge, Kharitonov et le célèbre Bulgare Minev, il avait constitué sa « commission internationale »

Les cartes postales ainsi retrouvées permettent de préciser une chronologie un peu flottante et quelques incertitudes dans la biographie de Nin. En 1928, il est sérieusement malade, séjourne à deux reprises dans un sanatorium, deux mois en janvier et février, un mois et demi en octobre et novembre. A ses maladies déjà connues est venue s'ajouter une nouvelle, une maladie des reins dont il ne précise pas la nature.

Les informations qu'il envoie à Trotsky permettent de mieux connaître sa position politique. Contrairement à ce qu'ont écrit plusieurs de ses biographes, il n'a pas été exclu à la fin de 1927 avec les grandes fournées d'oppositionnels. A la fin de février 1928, il est toujours membre du parti, bien qu'en instance d'exclusion, et travaille encore à l'Internationale syndicale rouge. C'est en mars ou, au plus tard, en avril qu'il est exclu du parti et par conséquent renvoyé de son travail à l'I.S.R. : en avril, il doit vivre de son travail de traducteur et indique qu'il a déjà fait une demande pour revenir en Espagne.

La lettre du 13 novembre 1928, elle, est un véritable document politique, avec une analyse de la situation intérieure de l'U.R.S.S. et surtout un véritable rapport sur la situation dans l'Internationale communiste. Nin est d'ailleurs bien informé en outre sur ce qui se passe dans l'Internationale parmi les groupes d'opposition de gauche, notamment en

France et en Allemagne; on pourra comparer utilement cette lettre avec la lettre de Solntsev du 8 novembre reproduite dans le numéro 7/8 des *Cahiers Léon Trotsky*.

On déplorera d'autant plus à la lecture de cette lettre si riche la perte irréparable de la correspondance entre Nin et Trotsky pendant les années trente, ces milliers de pages que Trotsky souhaitait voir éditer un jour et dont l'ouverture des « papiers d'exil » a confirmé la disparition. Pour ma part, je me bornerai à une seule remarque: ni sur la question russe, ni sur la question de l'I.C. n'apparaît en 1928 de divergence entre Trotsky et Nin: ce n'est pas à cette époque que l'on trouvera des racines de la rupture qui interviendra au cours des années trente.

P.B.

Moscou, le 29 février 1928

Mon cher L.D.,

Me voici de retour à Moscou, depuis une semaine, après un séjour de deux mois en sanatorium. Mon état de santé s'est beaucoup amélioré; la morale reste bonne (sic). Il ne peut pas en être autrement lorsque les événements confirment pleinement la justesse de notre position. Et vous et les vôtres, qu'est-ce que vous devenez? Est-ce que vous êtes installés plus ou moins confortablement? Est-ce que vous avez assez de place pour les 70 colis que vous avez pris avec vous<sup>1</sup>? Et votre état de santé? Cela ne laisse pas d'inquiéter tous vos amis.

Est-ce que vous avez au moins assez de nourriture « spirituelle »? Recevez-vous des journaux, des revues? Si, dans ce domaine comme d'ailleurs dans n'importe quel autre, vous avez besoin de quelque chose, vous n'avez qu'à me le dire. Je vous envoie par le même courrier les deux derniers numéros de la revue mensuelle de l'I.S.R..

J'ai repris naturellement mon travail, quoiqu'on ne m'*utilise* pas autant qu'on le pourrait. C'est dans l'ordre des choses. Le bureau de ma cellule a proposé à l'unanimité mon exclusion, mais l'affaire se trouve, depuis près de trois semaines, au rayon et jusqu'à présent on ne m'a pas appelé.

Un bonjour à Natalia Ivanovna. Et à vous, une poignée de mains bien amicale.

A. Nin

1. Il s'agit des archives et de la bibliothèque qui ne devaient arriver qu'avec un grand retard. Mais les « 70 colis » étaient une exagération de la presse stalinienne!

Moscou, le 20 avril 1928

Mon cher L.D.,

La traduction espagnole de votre bouquin sur l'Espagne est presque finie<sup>2</sup>. Le moment est venu donc d'écrire la préface que vous m'aviez promis et que je juge comme vous nécessaire. Est-ce qu'il sera possible de la recevoir à peu près dans trois semaines?

J'aurais un vrai plaisir à vous écrire longuement, mais je ne sais pas si mes lettres vous parviennent. Deux fois, je vous ai écrit et jusqu'à présent, je n'ai reçu aucune réponse.

Il sera suffisant de vous écrire aujourd'hui que, plus que jamais, je suis en accord avec vous.

Un bonjour à N.I. et à votre fils.

Une très forte poignée de main.

Andrés Nin

Moscou, le 26 mai 1928

Mon cher L.D.,

Comment allez-vous? Il y a longtemps, je vous ai écrit une lettre. Est-ce que vous l'avez reçue? Je serais très content d'avoir de vos nouvelles.

Au point de vue santé, ça ne va pas chez moi. Maintenant je souffre d'une nouvelle maladie: une maladie des reins.

Au point de vue travail, je fais des traductions en espagnol (Lénine, Plékhanov, etc.). J'ai demandé qu'on me laisse rentrer chez moi, mais jusqu'à présent, pas de réponse. J'ai fait la demande il y a un mois.

Un bonjour à Nat[alia] Ivanovna et à Léon.

A vous une poignée de main très, très amicale.

A. Nin

Le 21 septembre 1928

Mon meilleur salut pour vous et les vôtres.

J'ai été un mois au sanatorium « Staline ». Je dois passer deux

2. Il s'agit de *Mis Peripicias en España*, reproduction du carnet des notes prises par Trotsky durant son séjour forcé. Trotsky explique dans le prologue que c'est en 1925 que le célèbre critique Voronsky réussit à obtenir de lui leur publication et que Nin insista ensuite beaucoup pour une édition en castillan.

remanes ici dans le sanatorium] qui portait votre nom et qui, en fait, le porte toujours.

A. Nin

13 novembre 1928

Mon cher L[ev] D[avidovitch],

Je suis bien heureux d'avoir l'occasion de pouvoir vous écrire à mon aise après un long silence forcé. Les quelques mots que je vous ai adressés à plusieurs reprises, cependant, vous auront sans doute montré que l'attachement qui me relie à vous n'a pas fléchi et que, politiquement, j'étais en « parfait état de santé ».

Maintenant, en prenant la plume, j'éprouve un certain embarras. Par où commencer ? J'aurais tant de choses à vous dire ! Pensez donc ! Il y aura bientôt une année que je ne vous ai pas vu et quelle année ! Je tâcherai de vous causer des choses courantes avec la plus grande concision possible.

Quelques mots avant tout sur les questions intérieures. Plus que jamais (il) apparaît évident que nous ne nous trouvons pas en présence d'un *cours nouveau* ni non plus en présence d'un zig-zag, mais d'une série de zigzags qui démontrent que nos centristes ont perdu la boussole<sup>3</sup>. Le centre ressemble bien en effet à un bateau livré à la merci des vagues, lesquelles, dans ce cas, sont les profonds antagonismes de classe qui ont lieu dans le pays. Pour tenir bien, pour faire face à la tempête, il nous faudrait une direction sachant ce qu'elle veut et où elle va, et pas des centristes hésitants. St[aline], poussé par la pression de la classe ennemie, se voit parfois forcé à prendre des mesures frappant cette dernière (mesures extraordinaires)<sup>4</sup>, mais, centriste typique, il ne tarde pas à faire machine arrière en accordant des concessions de principe importantes (plénum de juillet)<sup>5</sup>. S'il sait manœuvrer, c'est-à-dire qu'il est habile dans les combinaisons de couloir et les remaniements de l'appareil, il est incapable d'une

3. La question était d'importance: c'est à cette époque en effet qu'une fraction de l'Opposition, estimant que la politique de la direction « centriste » — c'est-à-dire de la fraction stalinienne — venait d'opérer un vrai « tournant à gauche » en engageant la lutte contre les forces capitalistes, s'engagea dans la voie de la capitulation.

4. Devant la crise du ravitaillement, le C.C. du 6 janvier 1928 avait décidé des mesures d'urgence: ordre de confisquer, en vertu de l'article 107 du code criminel, les stocks des spéculateurs et d'en distribuer le quart aux paysans pauvres du village, notamment. En février, il s'y était ajouté des emprunts forcés baptisés « lois d'auto-imposition », le renforcement du blocage du prix du pain, l'interdiction de l'achat et de la vente directs au village.

5. Le C.C., lors de son plénum de juillet 1928, avait décidé « devant leur succès » de rapporter les mesures d'urgences, d'interdire perquisitions et saisies et d'autoriser une hausse de 20% du prix du pain.

politique suivie. Nous avons des *vociférations* de gauche à la Zinoviev<sup>6</sup> et une politique réelle chancelante, pour ainsi dire, sans épine dorsale. Tomsky<sup>7</sup>, à qui on ne peut pas nier de l'esprit, a dit récemment: « La politique de S[taline] est la caricature de celle de l'Opposition, c'est-à-dire qu'il mène la politique que nous attribuions à l'Opposition ». Je crois que l'on ne peut pas mieux caractériser le cours actuel. Tomsky naturellement ne nous servirait pas une « caricature » de politique, mais une politique de droite bien nette, menant directement à la restauration du capitalisme.

Avec tout cela, le spectacle offert par le parti est des plus tristes et écœurants. On lui parle d'un danger de droite sans lui signaler concrètement où il se trouve et après nous avoir qualifiés de calomniateurs quand ce danger était dénoncé par nous. Les cellules, les assemblées de membres actifs qui, quelques jours auparavant, votaient à l'unanimité des résolutions qui leur étaient présentées par les secrétaires de la droite, adoptent maintenant avec la même unanimité des résolutions contre la droite. Et avec cela, aucune discussion, aucun examen sérieux des graves problèmes posés devant le pays et devant la révolution. Le parti est passif. Voilà ce que nous devons constater, malgré les efforts officiels pour démontrer que la campagne actuelle contre la droite a été le résultat d'une soi-disant *indignation* des masses. Est-ce qu'un parti pareil est capable de combattre, de faire face aux situations graves qui peuvent et qui doivent fatalement se présenter ? J'ai des doutes bien sérieux là-dessus. Le régime qui sévit depuis 1923 et la pression des classes ennemies sur le parti ont fait bien des ravages. Outre l'Opposition, qui était la partie la plus clairvoyante et la plus dévouée, il doit bien y avoir dans le parti un noyau d'éléments sains, n'ayant pas perdu l'esprit révolutionnaire, l'attachement aux traditions bolchevistes réelles (pas, naturellement, aux traditions telles qu'elles sont définies par les Iaroslavsky<sup>8</sup> et *tutti quanti*). S'il n'en était pas ainsi, ce serait à désespérer. Mais ce qui est un fait discutable, c'est que, pour le moment, ils ne se manifestent pas. Va-t-il se produire une réaction salutaire ? Espérons-le. Dans le cas contraire, tout serait perdu. N'oublions pas d'autre part que le prolétariat n'a pas dit encore son mot. Il ne manquera pas de le dire, mais si le centre poursuit dans sa fausse voie, le réveil de la classe ouvrière peut se produire dans des conditions telles qu'il ne soit pas en notre faveur, mais en celle de l'ennemi. L'apparition parmi les ouvriers — dans des proportions heureusement encore peu considérables — d'un certain esprit apolitique, de méfiance ou d'indiffé-

6. Zinoviev, ancien allié de Staline contre Trotsky, puis de Trotsky contre Staline, avait capitulé et reconnu ses « erreurs ».

7. M.P. Tomsky, vieux-bolchevik, un des trois chefs de la « droite » avec Boukharine et Rykov, était alors président du conseil central pan-russe des syndicats.

8. Iaroslavsky, vieux-bolchevik, était le spécialiste des questions d'histoire et d'idéologie auprès de Staline dont il était l'homme-lige.

rence envers le parti, de prédominance des intérêts corporatifs, constitue, dans ce sens, un symptôme qu'il ne faut pas négliger.

Et nous? Nous avons joué un rôle très salutaire, au prix de grands sacrifices, c'est vrai. Sans nous, sans notre attaque « enragée » de l'année dernière<sup>9</sup>, la direction du parti ne se serait pas arrêtée dans son dangereux glissement. Notre rôle n'est pas encore fini, bien loin de là. La droiture, l'inflexibilité de notre conduite, la « loyauté » vis-à-vis de nous-mêmes et de la classe ouvrière constituent autant de garanties nécessaires pour *demain*. Le prolétariat, lentement, mais d'une façon ininterrompue, commence à nous comprendre et à nous aimer. Les événements de Kiev, sans parler d'autres de moindre importance, doivent être considérés à cet égard comme des symptômes encourageants. Mais il faut que nous soyons à la hauteur de notre tâche, des grandes responsabilités que l'histoire a fait tomber sur nous. Je ne veux pas parler ici des difficultés de notre travail. Elles sont énormes, bien entendu. Jamais des révolutionnaires ne se sont trouvés devant une tâche aussi difficile, si compliquée, si pleine de responsabilités et... si douloureuse. Notre ligne est juste: tout le confirme; l'expérience de 1927/28 a été concluante. La question de la retirer dans ses traits essentiels ne se pose pas. Mais évidemment il faut savoir appliquer cette ligne générale à chaque situation concrète, car nous serions au contraire des marxistes piteux. Or j'ai la sensation nette que nous ne pouvons pas nous borner dans les circonstances actuelles à répéter mécaniquement les revendications formulées dans notre plateforme. Il a coulé bien de l'eau sous les ponts depuis un an, il s'est créé une situation particulière dans laquelle il faut que nous nous prononcions de façon catégorique. On paie bien entendu les conséquences d'une politique fautive, mais nous ne pouvons pas nous limiter à répéter que nous avons tout prédit: il faut que nous donnions des solutions concrètes aux questions brûlantes (le manque de pain, par exemple) qui sont posées. Il me semble que notre proposition d'emprunt forcé, qui est juste, et qui, appliquée à temps, nous aurait évité les difficultés actuelles, n'est pas suffisante à l'heure actuelle, alors que la situation est devenue extrêmement tendue, que nous n'avons pas une organisation des paysans pauvres et que la politique épileptique de St[aline] a soulevé contre elle toute la campagne. Il me semble que, dans cette direction, il faut faire quelque chose. Quoi? Nous avons parmi nous assez d'économistes compétents pour qu'ils nous donnent une réponse, pour qu'ils élaborent une sorte de *programme de revendications immédiates*.

Il faudrait aussi que nous disions notre mot à propos du nouveau

9. L'Opposition de gauche, empêchée de s'exprimer dans le parti pour y dénoncer la politique de la coalition « centre-droit » qui menait selon elle à la restauration du capitalisme, avait passé outre en publiant sa Plate-forme et cherché à briser à tout prix le cercle du silence.

plan de concessions. Je voudrais bien connaître votre point de vue là-dessus. En ce qui me concerne, je ne suis pas de ceux qui s'effraient devant les concessions, même larges, aux capitalistes étrangers. Savoir utiliser nos rapports avec l'économie mondiale est un des moyens susceptibles d'augmenter les ressources nécessaires pour le développement des forces productives chez nous. Mais il faut *savoir* les utiliser, et il faut surtout que cela se fasse dans le cadre d'une politique économique intérieure ferme qui garantisse les positions essentielles de l'économie socialiste. Avec une politique comme l'actuelle, l'application d'un large plan de concessions peut renfermer des conséquences désastreuses.

Je vais mettre fin à ces considérations, déjà excessivement longues, sur les questions intérieures avec quelques mots sur B[oukharine], Z[inoviev], St[aline]. Staline a commencé l'offensive contre Tomsky<sup>10</sup>. Comme d'habitude, il n'a pas tiré contre les aigles, mais contre les moineaux. Vous avez sans doute vu sur la *Pravda* la résolution prise par la cellule du Palais du Travail contre Iaglom, directeur de *Troud*<sup>11</sup>. Voilà, une fois encore, une manifestation de l'*indignation* des masses. On assure qu'au prochain congrès des syndicats, qui aura lieu en décembre, de grands changements seront opérés dans la direction. Encore une fois, on s' imagine qu'on peut changer le cours par de simples remaniements dans le personnel. La crise est beaucoup plus profonde. Ce qu'il faut avant tout, c'est avoir des syndicats ayant une vie réelle. Et la condition indispensable pour cela est d'avoir une démocratie intérieure dans le parti et une démocratie ouvrière dans les syndicats que nous n'avons pas maintenant.

Nos prédictions en ce qui concerne le Comintern se sont encore une fois confirmées. Les signes du réveil de la classe ouvrière sont les grèves de France, Allemagne et Pologne, et néanmoins les partis communistes, quoi qu'on dise, restent à l'écart du mouvement et voient perdre rapidement leurs forces numériques et leur influence. Ici au centre, c'est le désarroi complet. Au Comintern, on ne fait plus rien. Tout le monde attend le résultat de la lutte entre St[aline] et la droite. La démoralisation est complète. La majorité du présidium est naturellement avec St[aline], puisqu'il est sûr qu'il prend le dessus. Seuls Tasca et Humbert-Droz sont inconditionnellement avec Boukharine<sup>12</sup>. Tasca a l'appui du C.C. de son

10. Tomsky allait à la fin de l'année laisser sa place à la tête des syndicats à un homme de Staline, Chvernik.

11. *Troud* était l'organe des syndicats soviétiques. Iakov K. Iaglom (1898-1939), ancien membre du Bund, membre du P.C. en 1918, était membre du bureau pan-russe des syndicats depuis 1921.

12. Angelo Tasca (1892-1960), militant italien, ancien de l'*Ordine Nuovo*, avait été élu à l'été précédent, au 6<sup>e</sup> congrès de l'I.C., membre de l'exécutif, du présidium et du secrétariat sous le nom de *Serra*. Jules Humbert-Droz (1891-1961), un ancien pasteur suisse, était membre du secrétariat de l'I.C. depuis 1922.

parti<sup>13</sup>. Quant à H[umbert]-D[roz], il est bien seul, car il n'a aucune liaison avec son parti. Piatnisky<sup>14</sup> est hésitant. Il se demande en fait si, après lui avoir enlevé Trotsky, Radek, Zinoviev et tant d'autres, on lui enlève encore Boukharine. Qui va diriger alors le Comintern, se demande-t-il: Manuilsky avec Neumann<sup>15</sup>? Les droitiers avec qui j'ai causé se montrent prêts à livrer bataille, mais ils ne semblent pas avoir une grande confiance dans la décision de leur « chef » B[oukharine], dont le caractère peu consistant est bien connu.

En Allemagne, la situation est catastrophique malgré les conditions objectives favorables. Si Brandler et Thalheimer<sup>16</sup> sont exclus — et cela paraît inévitable — ce sera encore une nouvelle scission car B[randler] et ses amis sont tout à fait prêts à livrer bataille sans s'arrêter devant les conséquences. Ils sont prêts jusqu'à la constitution d'un nouveau parti. B[randler] ne se mordait pas la langue pour le dire à la veille de son départ de Moscou. Clara Zetkin<sup>17</sup> est avec eux et on dit qu'à son retour du Caucase, où elle se trouve actuellement, elle va faire des propositions très précises.

En France, la situation du parti, d'après l'expression de Clara [Zetkin] avec qui j'ai parlé à Kislovodsk, « est à pleurer ». En Tchécoslovaquie, c'est la débâcle. Ce que nous avions dans les syndicats révolutionnaires<sup>18</sup> est en train de fondre à la suite des fautes du parti. En Amérique du Nord, la lutte au couteau entre les fractions se poursuit avec une violence extraordinaire. En Angleterre, les forces du parti diminuent

13. En fait, Tasca devait être « trahi » par son camarade Togliatti dit Ercoli qui abandonnait bientôt Boukharine et ralliait Staline. Tasca quitta l'U.R.S.S. en janvier 1929 et fut exclu peu après.

14. Iossif A. Piatnitsky (1882-1939), militant depuis 1898, était depuis 1921 trésorier du Comintern et en fait patron de son appareil clandestin.

15. Ces deux hommes ne brillaient pas par leur réputation de sérieux. Dmitri Z. Manuilsky (1883-1959) avait accédé au secrétariat en 1924 parce qu'il était dévoué à Staline. Le jeune Allemand Heinz Neumann (1902-1937) était également un protégé de Staline; il avait, avec Lominadzé, inspiré en décembre 1927, sur ordre, l'aventure de la « Commune de Canton ». Il avait pris la parole au 6<sup>o</sup> congrès.

16. Heinrich Brandler et August Thalheimer, le dirigeant et l'idéologue du parti allemand de 1921 à 1924, chassés de leurs responsabilités en tant que responsables de l'échec de 1923 étaient les porte-drapeau de l'opposition de « droite » en Allemagne. Retenu plusieurs années en U.R.S.S., Brandler, revenu en Allemagne, y lançait la revue *Gegen den Strom*, organe de l'opposition de droite du parti allemand, avec Thalheimer. Ils allaient effectivement être exclus.

17. Clara Zetkin (1857-1933), ancienne animatrice des femmes socialistes, liée à Rosa Luxemburg était l'une des figures de légende du parti allemand. Sa sympathie était de tout temps allée à la droite qu'elle laissa cependant condamner dans son refus de rompre publiquement avec Moscou.

18. L'exclusion de la centrale syndicale réformiste des grands syndicats de la chimie et du bois, dirigés par les communistes, avait conduit ces derniers à créer en 1922 une nouvelle centrale, la M.V.S. dont les effectifs, après avoir dépassé les 200 000 avaient presque diminué de moitié.

ainsi que son crédit près de la masse ouvrière. Le Mouvement minoritaire<sup>19</sup> fait preuve d'une inactivité inqualifiable. Faut-il parler de l'Orient?

La situation devrait favoriser le développement de l'Opposition; néanmoins notre situation n'est pas brillante. J'ai eu l'occasion ces derniers jours de feuilleter les organes des divers groupes d'op[osition] français. Quoique, dans quelques jours, nous vous enverrons un résumé circonstancié de ces journaux, je veux vous avancer en deux mots mon opinion. De tous les groupes, celui qui est le mieux orienté, qui s'est mieux assimilé nos points de vue, et qui a une façon plus sérieuse d'envisager les problèmes, c'est sans doute celui de *La Lutte de Classes*<sup>20</sup>. Malheureusement son influence dans les ouvriers est minime. *Contre le Courant*<sup>21</sup> n'est pas mal orienté en général, mais il a commis la faute, très grave, de combattre la nouvelle tactique électorale du parti<sup>22</sup>. Quant à Treint<sup>23</sup>, vous savez bien qu'on ne peut pas compter beaucoup sur lui. Dans le groupe de *La Révolution prolétarienne*, Rosmer est avec nous. Monatte est revenu à « ses anciennes amours » syndicalistes<sup>24</sup>. Souvarine<sup>25</sup> a adopté une position politique tout à fait inadmissible pour nous. Vous le verrez d'ailleurs par le résumé que nous vous enverrons incessamment de l'article qu'il a publié dans le dernier numéro du *Bulletin communiste*. Mon avis est qu'il ne faut pas se presser pour obtenir la fusion des groupes actuellement existants. Il est mieux qu'auparavant s'opère la clarification idéologique nécessaire. Nous ne gagnerions absolument rien à une fusion précipitée. En France comme ailleurs, plus que sur

19. Allusion au N.M.M. (National Minority Movement) qui regroupait dans les Trade-Unions britanniques des sympathisants de l'Internationale syndicale rouge: il n'avait pas été loin de la majorité, mais, à cette époque, il était au bord de la disparition pure et simple.

20. Anciennement *Clarté*, transformé par Pierre Naville et Gérard Rosenthal, *La Lutte de Classes* avait publié des textes de Trotsky, Victor Serge et autres partisans de l'Opposition de gauche russe.

21. *Contre le Courant*, dont le numéro 1 avait paru avec la date du 20 novembre 1927, était animé par l'avocat Maurice Paz et ce qui restait de l'opposition menée par ce dernier depuis 1925 avec Fernand Lorient, notamment nombre de militants ouvriers.

22. Il s'agit de la tactique « classe contre classe » que le groupe Paz avait condamnée comme « gauchiste » sans chercher à se différencier, semble-t-il, de ses critiques « de droite ».

23. Albert Treint avait été en 1924 le « bolchevisateur » du parti français. Il avait rejoint l'Opposition unifiée, participé à la publication de *L'Unité Léniniste* et refusé de suivre Zinoviev dans sa capitulation. Mais il avait contre lui les anciens oppositionnels qu'il avait persécutés.

24. Alfred Rosmer et Pierre Monatte qui avaient été les animateurs du noyau internationaliste de 1914, avaient rejoint ensuite le P.C. et joué un rôle important à sa direction. Mais, solidaires de Trotsky, adversaires de la « bolchevisation », ils avaient été exclus en 1924. La revue *La Révolution prolétarienne* fondée en 1924 s'appelait « revue syndicaliste communiste » et ne devait que plus tard s'appeler « revue syndicaliste révolutionnaire ». Monatte avait fondé en 1926 la « Ligue syndicaliste ».

25. Exclu pour avoir protesté contre l'exclusion de Trotsky et publié son *Cours nouveau*, Boris Souvarine avait continué le *Bulletin communiste* et animé le cercle Marx-Lénine.

les groupements existants, nous devons compter sur les éléments de la classe ouvrière qui sont déçus et qui n'ont pas encore dit leur mot<sup>26</sup>.

Je connais très peu ce qui se passe maintenant dans les groupes d'opposition allemands. Urb[ahns]<sup>27</sup> envisage la possibilité d'une alliance avec Brand[ler] pour lutter contre la direction actuelle, quitte à lutter contre B[randler] aussitôt la direction débarquée. Une alliance avec un programme pareil me paraît tout à fait inacceptable. Si on pouvait conclure un accord sur des questions de principe avec B[randler], ce ne serait pas moi qui le regretterais, mais il me paraît bien peu probable que pareil accord puisse être conclu. Un accord dans les conditions prévues par Urb[ahns] non seulement n'augmenterait pas nos forces, mais nous en ôterait.

Nous vous avons envoyé une collection de *Prometeo*, l'organe de la gauche italienne. Il s'agit de très bons camarades, de révolutionnaires honnêtes et dévoués, mais ils sont contagiés (*sic*) des côtés négatifs — que vous connaissez bien — de l'idéologie bordiguienne<sup>28</sup>. Et je mets un point à cette rapide revue, car le temps [me] manque si je veux profiter de l'occasion qui m'est offerte de vous écrire<sup>29</sup>.

Quelques mots seulement sur moi. Il y a déjà à peu près six mois que j'ai demandé qu'on me laisse sortir. Pas de réponse jusqu'à présent. On ne me répond pas par la négative, mais on me dit qu'on n'a pas encore pris de décision définitive<sup>30</sup>. Dans l'entretemps, je gagne ma vie en faisant des traductions espagnoles pour les éditions du Comintern. Cela suffit pour moi et ma famille<sup>31</sup>. De santé, je ne suis pas assez bien, car, outre mes anciennes maladies, j'ai encore acquis cette maladie des reins qui me fait pas mal souffrir.

26. Nin exprime l'opinion déjà exprimée sur ce point par Solntsev dans sa lettre du 8 novembre précédent, envoyée de Berlin (*Cahiers Léon Trotsky* n° 7/8, pp. 43-54).

27. Hugo Urbahns (1890-1946), ancien leader de la gauche du P.C. allemand avec Ruth Fischer et Maslow, avait maintenu le Leninbund quand ces derniers l'avaient abandonné en 1928 pour tenter de suivre Zinoviev dans la voie de la « réintégration par la capitulation ». Il était en contact avec Solntsev, avec l'Opposition russe à laquelle il servait de boîte aux lettres, avec le groupe *Contre le Courant* et avec le dirigeant américain Cannon qui lui avait rendu visite après le 6<sup>e</sup> congrès de l'I.C.

28. La revue *Prometeo* paraissait à Bruxelles sous l'impulsion d'Ottorino Perrone et exprimait les idées de la Fraction de gauche italienne dont le porte-drapeau était Bordiga (on dit généralement « bordiguiste » plutôt que « bordiguien »).

29. La lettre ci-dessus n'a de toute évidence pas été confiée à la poste mais à quelque voyageur, probablement le second fils de Trotsky qui est venu séjourner auprès de ses parents à cette époque.

30. En fait Nin devra attendre encore presque deux ans, non d'ailleurs pour être autorisé à sortir, mais pour être expulsé.

31. Au début de son séjour, Nin s'était marié à une jeune femme russe, Olga, et ils avaient deux fillettes, Ira et Nora.

Un bonjour très amical à Natalia Ivanovna. Une forte poignée de mains de votre ami et dévoué camarade A[ndrés] N[in].

P.S. J'attends toujours votre préface au bouquin sur l'Espagne que j'ai traduit<sup>32</sup>.

32. Ce n'est finalement qu'en juin 1929, à Prinkipo, que Trotsky rédigea la préface au livre en question, *Mis Peripicias en España*.



## Le mouvement trotskyste pendant la guerre civile d'Espagne\*

### Introduction

Les positions que Trotsky adopta au sujet de la guerre civile d'Espagne sont maintenant bien connues. Depuis quelques années nous disposons d'un ouvrage exhaustif qui contient la quasi-totalité des articles que le révolutionnaire russe a écrit de son exil en Norvège et au Mexique<sup>1</sup>. L'on a également amplement diffusé et traduit en diverses langues, brochures, bulletins et livres émanant de militants trotskystes importants qui, pour certains d'entre eux, prirent part à la guerre d'Espagne : les œuvres de Munis, Casanova et Morrow sont peut-être les plus connues<sup>2</sup>. Dans une perspective historiographique, le travail de Pierre Broué, ses annotations aux articles de Trotsky, le travail permanent qu'il réalise depuis de nombreuses années autour du personnage de Trotsky et de la révolution espagnole ont eu comme résultat la publication de nombreux essais dans lequel l'historien français a repris à son compte — mais cependant avec une certaine distanciation critique — les positions de Trotsky lui-même<sup>3</sup>.

---

\* Communication présentée au Colloque international sur la guerre civile d'Espagne, Barcelone, avril 1979. Traduit du catalan par Geneviève Dreyfus-Armand et Michel Dreyfus.

1. Il s'agit de : Léon Trotsky : *La Révolution espagnole, 1930-1940*. Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. Editions de Minuit, Paris, 1975. Une part importante de la documentation nécessaire à ce travail vient des articles de Trotsky, des annotations faites par Pierre Broué ou des documents annexes.

2. Munis : *Jalones de derrota : promesa de victoria (España, 1930-1939)*, Ed. Lucha Obrera, Mexico, 1948. Casanova : *La guerra de España*. El Frente Popular abrió las puertas a Franco, Ed. Fontamara, Barcelona, 1970. Felix Morrow : *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1939)*, Ed. La Brèche, 1978.

3. La bibliographie des travaux de Broué sur cette question est nombreuse. En plus du livre fait en collaboration avec Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Ed. de Minuit, Paris, 1961, et de la publication des écrits de Trotsky déjà mentionnée, il faut signaler *Trotsky y la guerra civil española*, Ed. Jorge Alvarez, Buenos-Aires 1966 et *La re-*

L'interprétation trotskyste de la guerre d'Espagne est donc suffisamment connue et — si nous exceptons le travail de Broué — se range le plus souvent dans le domaine d'analyse de la science politique que dans celui de l'histoire proprement dite.

Certes, en dehors de toute passion — difficile à éviter pour qui affronte l'étude de la guerre civile — les écrits de Trotsky sur l'Espagne appartiennent à ce que l'on pourrait intituler la stratégie de la révolution, d'une révolution qui, dans le cas de l'Espagne, s'est effectivement produite et que Trotsky observe attentivement mais de loin et dissèque dans toutes ses composantes en traçant l'évolution que le processus révolutionnaire espagnol devrait suivre pour triompher. Mais la révolution espagnole échappe à l'influence de la pensée de Trotsky, sa dynamique propre ne coïncide pas avec le modèle stratégique que le révolutionnaire a prévu et la révolution qui avait commencé sous le signe de profondes transformations et d'une grande impulsion est en train d'échouer. Trotsky, avec l'habituelle intransigeance qui caractérise ses écrits politiques, cherchera l'échec de la révolution espagnole dans la faillite des *facteurs subjectifs* : l'activité contre-révolutionnaire des staliniens espagnols, la politique que mène le P.O.U.M. — dont il accuse les dirigeants d'avoir trahi la révolution — et surtout l'inexistence d'un parti révolutionnaire, d'un parti qui aurait suivi ses directives et aurait été partie intégrante du centre international pour la création de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le P.O.U.M. aurait pu être ce parti mais le centrisme de ses dirigeants, son dilettantisme politique, son incompréhension du caractère du stalinisme et de la nature internationale de la révolution l'éloignèrent progressivement de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est ainsi que le P.O.U.M., selon les analyses de Trotsky, est l'un des plus importants responsables de la défaite du prolétariat espagnol durant la guerre civile, l'un des éléments contre lequel il concentre ses attaques et ses critiques.

En fait, cette intransigeance de Trotsky envers le P.O.U.M. s'explique en grande partie par une importante frustration politique : la rupture des relations entre Trotsky et Nin et l'unification de la Gauche communiste avec le Bloc ouvrier et paysan qui s'ensuivit, avaient laissé l'Opposition communiste internationale sans organisation politique en Espagne. Broué a récemment relevé que Trotsky et le Secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale n'avaient pas rompu avec Nin parce que celui-ci était entré au P.O.U.M. en septembre 1935 mais que la rupture se produisit en janvier 1936 quand la P.O.U.M. signa le programme électoral du Front populaire<sup>4</sup>. Broué signale également qu'au mois d'août 1936 — la guerre était déjà commencée —

*volución española* (1931-1939), Ed. Peninsula, Barcelona, 1977. Actuellement il dirige la publication des *Ouvres* de Trotsky publiées par l'Institut Léon Trotsky et E.D.I. à Paris. 12 volumes sont déjà parus actuellement.

4. Pierre Broué : « La fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale » (interview), *Critique communiste*, Paris n° 25, 4<sup>e</sup> trimestre 1978, pp. 85-101.

Trotsky tenta un rapprochement avec le P.O.U.M., rapprochement dont il ne fut plus question de façon définitive au mois de février 1937, après que Nin eût participé au Conseil de la Généralité<sup>5</sup>. Ces étapes chronologiques de l'attitude de Trotsky existèrent effectivement et coïncidèrent sans doute avec une tentative de récupération politique. Mais il n'en est pas moins certain que, de la part de Nin et de la Gauche communiste espagnole, la rupture politique et organisationnelle avec Trotsky s'était produite durant le processus de formation du P.O.U.M.. Il faut se souvenir que ce fut en juillet 1935 que le Comité national de la Gauche communiste espagnole, écrivit une lettre au Secrétariat international dans laquelle il lui annonçait qu'il ne lui enverrait plus d'informations parce que, « étant donné votre incompréhension fondamentale des affaires espagnoles nous ne croyons pas que celles-ci (les informations) puissent vous être utiles »<sup>6</sup>.

En définitive, en dehors de tout volontarisme et de tout subjectivisme, le fait est que, depuis septembre 1935, le trotskysme international ne disposait plus dans l'état espagnol d'organisation spécifique; cette lacune représentait un échec important dans le projet politique international de Trotsky. Trotsky ne reconnut pas cependant à ce moment-là l'échec de sa politique vis-à-vis de l'Espagne. Le révolutionnaire russe, orgueilleux de ses directives, convaincu qu'il disposait des éléments scientifico-stratégiques nécessaires pour faire triompher la révolution prolétarienne dans l'Etat espagnol, observait, impuissant, comment sa politique n'avait pu se concrétiser sur le plan organisationnel. En l'absence d'une organisation politique propre, il essaya d'influer sur le P.O.U.M. par le biais du minuscule noyau des bolcheviks-léninistes espagnols qui avaient maintenu leur orthodoxie et leur fidélité au trotskysme, un petit noyau qui se vit renforcé par l'arrivée d'aides et de militants internationaux au début de la guerre d'Espagne.

L'impossibilité, dans les mois qui suivent, d'influencer le P.O.U.M. motivera l'hostilité manifeste de Trotsky contre ce parti. A partir du mois de février 1937, le P.O.U.M. se verra assailli par les critiques de Trotsky, quelles que soient ses activités — et même avant cette date. Cette activité sera l'objet de dures polémiques et Nin et Andrade — ses anciens camarades considérés maintenant comme irrécupérables par Trotsky — seront les principaux responsables de cette « politique de trahison » réalisée par le P.O.U.M. C'est ainsi que la frustration, l'échec politique, l'impuissance organisationnelle de Trotsky et du trotskysme comme projet politique en Espagne, se justifièrent historiquement à travers les erreurs des autres.

5. *Ibid.*

6. Cf. *Le Comité national de la Gauche communiste au Secrétariat international*, Barcelone, 21 juillet 1935 et Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*. Pour une étude des divergences entre Trotsky et la direction internationale avec Nin et la Gauche communiste nous renvoyons à notre livre *El movimiento trotskista en España (1930-1935)*, Ed. Peninsula, Barcelona, 1977, particulièrement pp.129-158 et 273-287.

Mais les positions soutenues par Trotsky en ce qui concerne le P.O.U.M. ne vont pas être suivies unanimement par tout le mouvement trotskyste et ses critiques — souvent qualifiées de sectaires — vont être à l'origine d'une vaste polémique internationale dans laquelle d'importantes personnalités du mouvement ouvrier européen, proches du mouvement trotskyste, d'importants dirigeants du trotskysme en Europe ou des militants internationaux qui avaient travaillé avec le P.O.U.M. durant les premiers mois de la guerre eurent non seulement des divergences avec Trotsky, mais, de plus soutinrent inconditionnellement le P.O.U.M. et sa politique : l'écrivain russo-français Victor Serge, le Hollandais Sneevliet, le Belge Vereeken et l'Italien Fosco sont quelques exemples assez significatifs.

### Les militants trotskystes pendant la guerre d'Espagne

Au début de la guerre civile espagnole, il n'existait plus aucun groupe trotskyste organisé. Les quelques militants qui, en 1935, avaient suivi les consignes de Trotsky et étaient entrés dans le P.S.O.E. n'avaient pas réussi à s'implanter parmi les bases socialistes radicalisées. De plus, Munis, le trotskyste hispano-mexicain qui avait milité auparavant au sein de la Gauche communiste était parti au Mexique en 1935 et ne revint en Espagne que quelques semaines après le début de la guerre civile.

Le déclenchement de la rébellion militaire et de la révolution allait cependant changer ce tableau et pousser les trotskystes à une restructuration organique qui leur permette d'intervenir politiquement, tant dans la guerre que dans les affaires politiques de l'arrière. En cette occasion, le parti choisi par les trotskystes pour réaliser son intervention fut, comme il a été dit, le P.O.U.M., surtout à Barcelone. Le 5 août 1936, quelques jours après la conférence pour la IV<sup>e</sup> Internationale qui s'était tenue à Paris du 29 au 31 juillet, arriva à Barcelone une délégation du Secrétariat international et du parti ouvrier internationaliste français (P.O.I.) dirigé par Jean Rous. Sa mission était de prendre contact avec le P.O.U.M., d'offrir toute l'aide internationale possible ; son but était de constituer un groupe bolchevik-léniniste<sup>7</sup>. Approximativement à la même date, venant de Suisse, arrivèrent à Madrid Moulin, qui s'en alla plus tard à Barcelone, ainsi que Paul et Clara Thalman ; peu de temps après arriva à Barcelone l'italien Adolfo Carlini<sup>8</sup>. Tous venaient en Espagne en qualité d'aides politiques, organisateurs et collaborateurs du P.O.U.M..

Les rapports entre les représentants internationaux et le P.O.U.M. furent d'abord cordiaux. Non seulement le P.O.U.M. accepta l'aide promise

7. Présentation de Broué au chapitre : « Trotsky et la guerre civile en Espagne » et Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 309-332.

8. *Ibid.* Cf. note 15, p. 72 (N.D.L.R.).

par les représentants trotskystes mais encore, au premier meeting qu'il tint après le début de la révolution, à Barcelone, le jour même de l'arrivée de la délégation trotskyste, il lut un salut de « l'organisation mondiale pour la IV<sup>e</sup> Internationale et en particulier du Parti ouvrier internationaliste et des Jeunesses socialistes révolutionnaires (section française) »<sup>9</sup>. Il semble aussi qu'on arriva à un accord pour publier dans *La Batalla* des articles de Trotsky<sup>10</sup>. La première analyse que Trotsky allait écrire sur la guerre civile fut publiée, certainement dans *La Batalla* de Barcelone, P.O.U.M. de Madrid et largement commentée dans *Combat* de Lleida<sup>11</sup>. A Madrid, Moulin, Paul et Clara Thalman travaillaient en étroite liaison avec le P.O.U.M., à la radio de ce parti<sup>12</sup>.

De nombreux volontaires internationaux étaient également arrivés pour s'enrôler dans les milices du P.O.U.M. Au début du mois d'août, un groupe de militants trotskystes se rendit sur le front d'Aragon ; incorporés dans la 1<sup>re</sup> colonne du P.O.U.M. dirigée par Grossi, du front, ils affirmèrent que « les colonnes du P.O.U.M. sont les plus disciplinées et formées de bons militants animés d'un esprit vraiment révolutionnaire »<sup>13</sup>. Quelques jours après, le P.O.U.M. organisa la Colonne internationale Lénine formée de 50 hommes (21 Italiens, 17 Français — parmi eux 7 Algériens — 3 Belges, 1 Portugais, 1 Suisse, 2 Allemands, 1 Tchèque, 1 Roumain et 2 Espagnols). Le bordiguiste italien Russo la commandait et le capitaine de la caserne Lénine, Sébastian, le secrétaire politique de la caserne, Mongol, et le secrétaire général des réfugiés anti-fascistes l'Italien Fosco<sup>14</sup>, la présidaient. S'il faut en croire la note d'information élaborée par les militants du P.O.I., vingt trois de ces militants internationaux étaient bolcheviks-léninistes<sup>15</sup> et la majorité d'entre eux étaient italiens<sup>16</sup>.

Les relations internationales du P.O.U.M. ne furent cependant pas limitées au groupe trotskyste ou bolchevik-léniniste. Le P.O.U.M. ne re-

9. *La Batalla*, n° 4, 6 août 1936.

10. Selon Broué dans la présentation mentionnée note 7.

11. *La Batalla*, n° 22, 27 août 1936 ; *P.O.U.M.*, n° 3, 3 septembre 1936 et *Combat*, n° 28, 27 août 1936.

12. Selon Broué dans la présentation mentionnée note 7.

13. La lettre, datée du 4 août 1936, envoyée du Front d'Aragon et signée par Pino, Robert, Milano, Serivat, Milico, Lionello et Guido fut publiée dans *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 8, 15 août 1936 et reproduite dans *La Batalla*, n° 14, 18 août 1936 sous le titre significatif suivant : « Les bolcheviks-léninistes, sur le chemin de Saragosse se dirigent vers le parti ».

14. La colonne allait être au front le 29 août 1936 et se manifesta dans le secteur de Ballestar. Cf. l'information donnée dans *La Batalla*, n° 25, 30 août 1936 et n° 39, 16 septembre 1936.

15. « Les événements d'Espagne et l'organisation » et Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 622-623.

16. *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 8, 15 août 1936.

fusa aucune aide internationale et, s'il privilégia ses contacts avec les organisations qui formaient le Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, le Bureau de Londres — auquel appartenait le P.O.U.M. — et de nombreux militants de l'Independent Labour Party anglais et du Sozialistische Arbeiterpartei (S.A.P.) allemand qui s'intégrèrent à ses milices, il accepta et maintint des relations cordiales avec l'aile gauche du parti socialiste français dirigée par Marceau Pivert et même l'Union internationale d'opposition communiste (I.V.K.O.) dirigée par l'Allemand Heinrich Brandler qui regroupait les communistes de droite. Peu de semaines après le début de la guerre civile, Brandler envoya une lettre au P.O.U.M. dans laquelle il écrivait : « Votre parti exerce le rôle d'un parti communiste car il donne aux masses combattantes de justes consignes et les porte à leur compréhension »<sup>17</sup>. Aussi bien Marceau Pivert que les dirigeants de l'I.L.P., MacNair et Fenner Brockway apparaissent souvent dans les pages de *La Batalla*<sup>18</sup>. Des membres éminents du groupe français de gauche non trotskyste, *Que faire?*, ainsi que l'Autrichien Kurt Landau et l'Argentin Hippolito Etchébéhère collaborèrent étroitement avec le P.O.U.M..

Au sein même du camp trotskyste et en marge de la discipline organisationnelle internationale, le Parti socialiste révolutionnaire hollandais (R.S.A.P.) affirma publiquement sa solidarité avec le P.O.U.M. en le considérant comme « l'avant-garde de la IV<sup>e</sup> Internationale » et comme l'organisation qui « nous a menés le plus près de sa réalisation »<sup>19</sup>. Sneevliet, le président de ce parti parla à Radio-P.O.U.M. de Barcelone le 14 octobre 1936<sup>20</sup> et, deux jours après publia un article dans *La Batalla* sur le rôle international de la guerre d'Espagne et en défense de la révolution socialiste<sup>21</sup>. Il faut signaler ici que les relations entre le P.O.U.M. et le R.S.A.P. ne cessèrent d'être extrêmement cordiales durant toute la guerre et que le parti hollandais et ce même Sneevliet se distinguèrent par leur défense du P.O.U.M. quand commencèrent les attaques de Trotsky et du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> contre ce parti.

Ainsi, la politique internationale du P.O.U.M. durant la guerre ne partit jamais de principes idéologiques orthodoxes, dogmatiques, et sa politique d'alliance s'adressa à tous les groupes, partis, organisations disposés à offrir l'aide indispensable pour faire face aux nécessités militaires, organisationnelles et politiques que la nouvelle situation avait créée ; ceci, des bordiguistes italiens jusqu'aux trotskystes français qui s'enrôlèrent dans les rangs du P.O.U.M., en passant par toutes les positions

17. *La Batalla*, n° 8, 11 août 1936.

18. Cf. entre autres *La Batalla*, n° 20, 25 août 1936.

19. *La Batalla*, n° 51, 30 septembre 1936.

20. *La Batalla*, n° 63, 14 octobre 1936.

21. Cf. Sneevliet : « La valeur de la lutte menée par la classe ouvrière espagnole. Démocratie réactionnaire et fascisme menaçant en Hollande. Vers une Révolution socialiste », *La Batalla*, n° 65, 16 octobre 1936.

politiques dissidentes de la gauche réformatrice et stalinienne qui existaient en Europe ; d'ailleurs dans leur presse apparurent des notes nécrologiques des combattants morts au front qui montraient bien la variété de leurs origines politiques<sup>22</sup>.

L'afflux d'étrangers à Barcelone créa cependant une série de problèmes organisationnels que la direction du P.O.U.M. ne put totalement régler : logement, nourriture, aide économique. Pour mener à bien cette tâche, le Comité exécutif du P.O.U.M. nomma l'Italien Fosco secrétaire général des réfugiés antifascistes. Fosco, pseudonyme de Nicola di Bartolomeo, avait été membre du Parti communiste d'Italie dès 1921 ; il avait vécu de nombreuses difficultés en Italie fasciste et fut expulsé du Parti communiste français en 1928, durant son exil en France ; il se rangea ensuite dans l'opposition trotskyste. En 1936, avant le début de la guerre, il arriva à Barcelone où il fut arrêté le 5 mai. Une campagne menée par la C.N.T. et le P.O.U.M. — Maurin en tant que député fit une interpellation aux Cortès — lui rendit la liberté, sans pour autant qu'il fût expulsé d'Espagne. Le 19 juillet il participa aux combats de Barcelone aux côtés des militants du P.O.U.M. et resta dans cette organisation à partir de cette date<sup>23</sup>. Andrade a écrit que la nomination de Fosco répondait à deux raisons principales : « Il était le premier qui, dès le début, s'était mis à la disposition du P.O.U.M. ; il était connu des camarades, bien avant d'appartenir au mouvement ; de plus, compte tenu de sa large expérience d'émigré politique à Paris, il connaissait très bien tous les groupes et sous-groupes oppositionnels existants et pouvait décider en meilleure connaissance de cause »<sup>24</sup>.

La tâche de Fosco ne fut en rien facile et très souvent surgirent des problèmes, non seulement d'ordre pratique mais surtout d'ordre politique, principalement avec les bolcheviks-léninistes et les représentants du S.I. de la IV<sup>e</sup> Internationale. En fait, Fosco était en relations, au sein du mouvement trotskyste international, avec le groupe dissident que Raymond Molinier et Pierre Frank avaient créé à Paris, le parti communiste internationaliste qui s'opposait au parti ouvrier internationaliste et au secrétariat international. Il est probable que Fosco voulait représenter la IV<sup>e</sup> Internationale auprès du P.O.U.M.<sup>25</sup> en face de la représentation officielle que dirigeait Jean Rous. Les tâches de Fosco au sein du P.O.U.M., les différentes positions et les méthodes de travail qu'il défendit face à Rous furent une source permanente de problèmes qui, évidemment,

22. Cf. entre autres *La Batalla*, n° 82, 5 novembre 1936 ; n° 141, 13 janvier 1937 : n° 196, 20 mars 1937.

23. Cf. l'autobiographie publiée par Fosco dans son rapport « Renseignements sur l'activité des b.l. en Espagne et leurs enseignements », in *Bulletin intérieur d'informations*, n° 2, 15 octobre 1938 publié par le Parti communiste internationaliste français.

24. Lettre de Andrade à Pélagi Pagès, Paris, novembre 1973.

25. *Ibid.*

affectèrent gravement ce même P.O.U.M. et les relations de ce parti avec le trotskysme international<sup>26</sup>.

### Les premières dissidences entre le P.O.U.M. et les trotskystes

Les relations entre le P.O.U.M. et les bolcheviks-léninistes furent d'abord cordiales. Trotsky avait écrit une lettre — qui ne parvint pas à destination — à Rous, dans laquelle il affirmait que, vis-à-vis de Nin, Andrade et les autres « il serait criminel de se laisser guider, maintenant, dans la grande bataille, par des réminiscences de la période précédente »<sup>27</sup>. Mais il ne se passa que peu de temps avant que les conflits ne commencent.

Immédiatement après l'arrivée de la délégation internationale à Barcelone fut entreprise la réorganisation des trotskystes espagnols et dès le début du mois d'août un groupe bolchevik-léniniste était constitué<sup>28</sup>. La collaboration que ce groupe était prêt à offrir au P.O.U.M. s'accompagnait cependant d'un intérêt tout spécial: influencer autant que possible la politique du P.O.U.M. pour essayer de transformer ce dernier en parti révolutionnaire. A la fin du mois de juillet 1936, *La Lutte ouvrière*, le journal du parti ouvrier internationaliste français publia un article dans lequel, après avoir critiqué le P.O.U.M. pour avoir signé le programme du Front populaire et ne pas avoir proposé de consignes révolutionnaires durant les premiers mois de la révolution, il lançait un appel à « forger en Espagne le parti bolchevique qui sera guide de l'admirable héroïsme du prolétariat espagnol et qui saura le conduire à la victoire définitive<sup>29</sup> ». Quinze jours plus tard, le même journal publiait un article dans lequel il affirmait qu'il fallait donner au prolétariat espagnol la perspective de la révolution en Espagne, en France, en Belgique, etc. et que seul le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale pouvait le faire. Les considérations relatives au P.O.U.M. ne pouvaient être plus concluantes: « Malheureusement, à cause de ses dirigeants, le P.O.U.M. ne se dégage pas encore de ses tares nationalistes petites-bourgeoises et ne se situe pas d'une manière nette et irréductible sur le terrain de la nouvelle Internationale, la Quatrième. L'entêtement bureaucratique de quelques dirigeants centristes peut ainsi devenir nuisible à l'égard de la révolution espagnole, parfaitement possible si se forge un vrai parti bolchevik »<sup>30</sup>.

26. Les divergences entre Fosco et Rous reposaient essentiellement sur la nature du travail à réaliser au sein du P.O.U.M. Le rapport rédigé par Fosco en octobre 1938 et cité note 23 est particulièrement intéressant sur cette question.

27. Cf. Trotsky: *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 348-352. La lettre était signée du 16 août 1936.

28. « Les événements d'Espagne et l'organisation » et Trotsky, *op. cit.*, pp. 622-623.

29. Cf. « Le P.O.U.M. dans le combat », *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 6, 31 juillet 1936.

30. « *La Lutte ouvrière* à Barcelone. Le pouvoir ouvrier s'établit », *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 8, 15 août 1936.

A la mi-septembre encore, l'accusation de « centrisme » du P.O.U.M. s'accompagnait de la confiance en l'influence des trotskystes dans ses rangs<sup>31</sup>. De son côté, le premier rapport que Moulin allait écrire de Madrid, le 24 août 1936, était rempli de critiques portant sur la politique menée par le P.O.U.M., le fait qu'il ait accepté de siéger au Conseil économique de Catalogne, ses liaisons avec le Bureau de Londres, le fait qu'il ait laissé parler Marceau Pivert à un meeting, etc.<sup>32</sup>

Les trotskystes tentèrent donc de s'introduire au sein du P.O.U.M. et de pousser à la transformation de ce parti dans le sens voulu par les directives de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>33</sup>. C'est cette tâche que s'efforcèrent de remplir les dirigeants internationaux. Fosco, d'après le rapport qu'il publia en 1938<sup>34</sup>, décrit ses tentatives pour créer, en liaison avec Rous, une fraction bolchevik-léniniste au sein du P.O.U.M., une fraction à laquelle auraient appartenu d'anciens membres de la Gauche communiste comme Nin, Andrade et Molins i Fàbrega. Il n'est pas besoin d'ajouter que ces tentatives échouèrent lamentablement, non seulement à cause des divergences qui, rapidement, surgirent entre Rous et Fosco. Avant que ceux-ci ne rompent leurs relations et commencent leurs polémiques, Molins, lors d'une réunion avec les trotskystes refusa toute proposition qui engagerait Nin, Andrade ou lui-même à former une fraction contre ceux que Fosco décrit dans son rapport comme la « fraction centre-droite du P.O.U.M., Gorkin, Bonet, Arquer, Rovira, etc. »<sup>35</sup>.

Les raisons de ce refus étaient claires: « Nous nous rendîmes rapidement compte — a écrit Andrade — de sa finalité et de ses objectifs et nous nous distancions totalement d'eux et de leur menées fractionnelles que nous condamnions catégoriquement. Notre fidélité au parti et à sa discipline étaient absolus — même si nous pouvions parfois défendre des positions différentes de celles qui prévalaient — positions adoptées de façon tout à fait démocratiques »<sup>36</sup>.

Le rôle de Fosco dans ces remous fractionnels ne fut point clair du tout. Dans son rapport, il affirme qu'à partir des responsabilités qu'il avait au sein du P.O.U.M., il avait mené à bien dès le début un travail fractionnel; ce travail avait donné de bons résultats jusqu'à l'arrivée de la

31. « Les partis ouvriers en Catalogne. La position du P.O.U.M. », *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 12, 19 septembre 1936.

32. Les deux lettres de Moulin, envoyées de Madrid, ont été publiées in Trotsky, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 615-621.

33. Cf. le programme des trotskystes publié sous le titre « Pour une politique bolchevik-léniniste en Espagne », dans *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 14, 10 octobre 1936. Il s'agit d'extraits d'une étude sur la situation espagnole réalisée par le Service de presse du Secrétariat international.

34. Cf. notes 23 et 26.

35. Cf. Fosco: « Renseignements sur l'activité des b.l. en Espagne et leurs enseignements », *op. cit.*.

36. Lettre de Juan Andrade à Pélagi Pagès, Paris, novembre 1973.

délégation officielle de la IV<sup>e</sup> Internationale et des pratiques sectaires de cette dernière vis-à-vis du P.O.U.M. Quand, après le refus des dirigeants de l'ancienne Gauche communiste, Rous commença sa campagne contre Fosco, ce dernier se trouva dans une situation extrêmement délicate au sein du P.O.U.M., et selon ce qu'il affirme, refusa une invitation de Nin, Andrade — et même de Gorkin — d'entrer au P.O.U.M. :

« J'aurais pu entrer dans le P.O.U.M. avec une perspective politique b.l. en même temps qu'une fraction internationale de la IV<sup>e</sup> Internationale mais jamais personnellement; mais que je ne suivrai pas le S.I. parce qu'il avait de fausses positions sur une série de problèmes de la révolution et que le P.O.U.M. ne pouvait, sans une fraction bolchevik-léniniste, que jouer un rôle opportuniste et contre-révolutionnaire »<sup>37</sup>.

Cependant Andrade s'interroge au sujet de quelques affirmations du rapport de Fosco et principalement en ce qui concerne les « tâches fractionnelles » dont il parle si souvent dans son rapport. « J'ai l'impression a-t-il écrit, que du moins, au début, il a eu une attitude relativement légale envers notre parti. Le fait de connaître assez bien la situation espagnole y contribuait, ce qui lui permettait de mieux comprendre la politique suivie par le P.O.U.M. »<sup>38</sup>. Le fait que, dans son rapport rédigé à Paris à la fin de 1938, Fosco surestime ses tâches fractionnelles est peut-être dû, selon Andrade, à sa volonté de se réconcilier avec le S.I. et avec Trotsky lui-même.

Mais, de toutes façons, les relations amicales entre les trotskystes et le P.O.U.M. commencèrent à se détériorer à la fin du mois d'août et au début de septembre 1936. La suppression des critiques faites par Trotsky à Pivert dans un article que publia *La Batalla*, le refus du P.O.U.M. à ce que fut déployé un drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale à l'enterrement d'un militant international mort au front furent des symboles explicites de cette nouvelle situation<sup>39</sup>. Comme le fut la lettre que Trotsky écrivit au secrétariat international, lettre qui fut publiée dans *La Lutte ouvrière* française dans laquelle il critiquait ouvertement Nin, parlant du « crime » qu'il avait commis en signant le programme du Front populaire<sup>40</sup>. Au début du mois de septembre, les délégués du P.O.I. et du S.I. furent expulsés du

37. Cf. Fosco « Renseignements... » *op. cit.*

38. Lettre de Juan Andrade à Pélagi Pagès, Paris, novembre 1973.

39. Effectivement, il semble que dans la version que publia *La Batalla*, le 27 août, du premier article de Trotsky, les critiques concernant Pivert furent supprimées. Cf. les remarques faites par Broué in Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 344-345. Sur la mort et l'enterrement du militant trotskyste français Robert de Fauconnet, cf. *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 12, 19 septembre 1936 et la référence de Broué in Trotsky, *op. cit.* p. 315.

40. Il s'agit de la lettre écrite le 27 juillet 1936 qui fut publiée dans *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 8, 15 août 1936. L'on peut consulter également Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 335-338.

local du P.O.U.M. à cause du travail fractionnel qu'ils étaient en train de réaliser, et à partir de cette date, Barcelone fut sans direction politique internationale. Après la dissolution de la Colonne internationale Lénine, lorsque commença le processus de militarisation des milices en Catalogne, les relations empirèrent encore et de nombreux combattants trotskystes abandonnèrent le front et les milices du P.O.U.M.<sup>41</sup>. Le 30 octobre le groupe bolchevik-léniniste de Barcelone sollicita formellement son entrée au P.O.U.M. — entrée que Nin conditionna à une entrée individuelle et non en tant que groupe ainsi qu'à un abandon de l'organisation « bolchevik-léniniste », l'appartenance au P.O.U.M. étant incompatible avec une autre organisation. Nin demanda également aux bolcheviks-léninistes qu'ils fassent une déclaration publique par laquelle ils se dissociaient de la campagne de calomnies et de diffamation qu'avait commencée la IV<sup>e</sup> Internationale et qu'ils renoncent à tout travail de fraction à l'intérieur du parti<sup>42</sup>. Ces conditions ne furent évidemment pas acceptées par les trotskystes espagnols.

Quand fut connue la réponse de Nin — le 13 novembre — une série de faits qui marquèrent le début des critiques des trotskystes contre le P.O.U.M. s'était produite : son entrée au Conseil de la Généralité (septembre) et la tenue en Octobre, à Bruxelles, d'une conférence internationale des organisations qui constituaient le Bureau de Londres. Le P.O.U.M. fut représenté à cette conférence par Gorkin<sup>43</sup>. Ce fut lors d'une réunion du Comité central du parti socialiste révolutionnaire belge, le 29 novembre 1936, que l'Allemand Erwin Wolf — qui avait été secrétaire de Trotsky en Norvège et qui fut envoyé en Espagne à la fin de mai 1937 comme représentant du Secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale et assassiné par le G.P.U.<sup>44</sup> — attaqua la politique du P.O.U.M. et affirma la nécessité de dénoncer ouvertement et publiquement ses dirigeants<sup>45</sup>. Peu de temps après, en janvier 1937, cette position apparut officiellement dans les résolutions prises par la Conférence tenue à Amsterdam par le bureau élargi du Centre pour la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>46</sup>. Auparavant s'était tenue la conférence nationale du P.O.I. français à laquelle participèrent Rous et Moulin qui venaient d'Espagne; à cette réunion, furent maintes fois employées les qualifications de « centristes » et de « traîtres » vis-à-vis du P.O.U.M.<sup>47</sup>. Et au mois de février, Trotsky,

41. Cf. la lettre de Andrade à Pagès, Paris, novembre 1973.

42. Cf. la Lettre aux b.l. de Barcelone et Trotsky, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, p. 726.

43. L'on peut consulter les résolutions du congrès de Bruxelles in *La Révolution espagnole*, n° 10, 18 novembre 1936.

44. En ce qui concerne la biographie d'Erwin Wolf, cf. « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* (Paris), n° 1, janvier 1979, pp. 61-85.

45. Cf. Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 659-660.

46. *Idem*, pp. 661-674.

47. *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 28, 8 janvier 1937.

pour la première fois, fit une déclaration, de México, dans laquelle il critiquait ouvertement le P.O.U.M. pour être entré au Conseil de la Généralité<sup>48</sup>.

### L'évolution des divergences entre le P.O.U.M. et les trotskystes

A cause du poids historique des débats il est bien difficile mais cependant nécessaire, je le crois, de voir historiquement de façon objective l'évolution des divergences qui s'élevèrent à partir de ce moment entre le P.O.U.M. et les trotskystes. Quand on parle d'une évaluation objective historique de l'évolution des divergences, cela ne veut pas dire que l'on se contente de rappeler les éléments de la discussion ou les accusations mutuelles que s'envoyèrent les uns et les autres. Les arguments de la discussion sont déjà suffisamment connus et, en procédant ainsi, il serait difficile d'éviter les passions politiques. Au contraire, je crois qu'il est nécessaire de distinguer les diverses phases d'évolution des divergences, de voir les implications qu'elles comportent pour les relations entre le P.O.U.M. et les trotskystes espagnols et, en même temps, d'analyser leurs conséquences internationales au sein du mouvement trotskyste qui se trouvait à la veille de tenir la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans un premier temps, nous avons relevé la majorité des éléments qui ont marqué cette période. Il en reste cependant un important : si la majorité du mouvement trotskyste avait condamné la politique du P.O.U.M., il existait malgré tout des divergences significatives : à la conférence d'Amsterdam de janvier 1937, déjà mentionnée, Sneevliet du R.S.A.P. hollandais, Vereeken du parti socialiste révolutionnaire belge et Victor Serge, en tant que membre du Secrétariat international firent des réserves importantes envers la ligne officielle défendue par Rous et plus tard par Trotsky. De son côté, Vereeken, bien qu'ayant exprimé ses divergences sur la question de l'entrée du P.O.U.M. dans la Généralité et bien qu'ayant émis un certain nombre de critiques envers ce parti, dénonça malgré tout les « bêtises » commises par les trotskystes à Barcelone ; à propos du travail fractionnel au sein du P.O.U.M. il proposa l'entrée au sein de ce parti dans le cadre de la démocratie ouvrière. Il faut dire ici, qu'à cette réunion internationale, Vereeken se trouva d'accord avec les résolutions adoptées à la quasi-unanimité à une réunion du Comité central du parti socialiste révolutionnaire belge qui s'était tenue à Bruxelles les 28 et 29 novembre 1936.<sup>49</sup>

En ce qui concerne Sneevliet et le R.S.A.P. hollandais, non seulement ils

48. Cf. Trotsky, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 355-359.

49. Cf. les discussions et les résolutions du Comité central du parti socialiste révolutionnaire belge ainsi que « Les problèmes de la révolution espagnole, le P.O.U.M., le Bureau de Londres et nous » in *Bulletin intérieur* publié par le parti socialiste révolutionnaire, n° 1, décembre 1936, pp. 5-19.

critiquèrent la politique suivie par Trotsky et le secrétariat international envers le P.O.U.M. mais encore ils montrèrent leur solidarité totale avec les directives suivies par ce parti. De son côté, Serge releva l'erreur commise par Trotsky de vouloir appliquer au processus révolutionnaire espagnol les mêmes schémas de réalisation que ceux de la révolution russe, ce qui ne pouvait qu'empêcher totalement de comprendre la politique du P.O.U.M. — surtout quand ce parti entra au Conseil de la Généralité. Serge affirmait sans réserves que le bilan de cette collaboration gouvernementale avait été très positif<sup>50</sup>.

A partir du moment où, du Mexique, Trotsky reprit à nouveau la polémique contre le P.O.U.M. en février 1937, une situation très contradictoire marquée cependant par une détérioration progressive des relations entre ce parti et les trotskystes s'instaura. Cette déclaration de Trotsky à l'agence Havas, effectivement, fut durement contestée par le P.O.U.M. dans un article de *La Batalla* du 25 mars qui accusait Trotsky de manquer d'informations, de lancer des accusations en évidente contradiction avec la réalité et de substituer un raisonnement purement logique à l'examen des faits<sup>51</sup>. C'était, comme le signale Broué, le début d'une polémique publique qui ne s'arrêta plus<sup>52</sup>. A partir de cette date, les critiques et les accusations de Trotsky furent souvent contestées dans *La Batalla* et la presse du P.O.U.M.<sup>53</sup>.

A l'intransigeance de Trotsky envers le P.O.U.M., durant cette étape qui s'acheva aux journées de mai 1937, correspondit la politique menée alors par le groupe bolchevik-léniniste espagnol. Réorganisés en novembre 1936, après le refus du P.O.U.M. de les accepter en son sein en tant que fraction, les trotskystes espagnols se trouvèrent aux prises avec de nombreuses difficultés pour développer leur influence. Leur structure organisationnelle était certainement des plus réduites : selon une lettre des militants français Fournier et Loeiullet, datée de Barcelone du 9 mars 1937, l'organisation reposait sur deux groupes : le premier à Barcelone, se composait de cinq à six militants qui faisaient un travail public de diffusion de brochures ; le second, au front d'Aragon (à Quincena) était un

50. Les diverses interventions de Vereeken, Sneevliet et Serge à la conférence d'Amsterdam se trouvent in Trotsky, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 661-674.

51. Cf. « A propos d'une déclaration de Trotsky sur le P.O.U.M. », *La Batalla*, n° 200, 25 mars 1937.

52. Cf. Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, p. 355.

53. Parmi les réponses du P.O.U.M. à Trotsky, il faut citer surtout les articles de Spectator (Kurt Landau) : « Sur la question du trotskysme », *La Batalla*, n° 222, 20 avril 1937 et de Gorkin : « Ni staliniens ni trotskystes », *La Batalla*, n° 224, 22 avril 1937 ainsi que « Le trotskysme et le P.O.U.M. », *La Batalla*, n° 226, 24 avril 1937. Nin ne répondit qu'une seule fois directement aux articles de Trotsky, après les journées de mai, et encore dans une publication étrangère : il s'agit de l'article « Le problème des organes du pouvoir dans la Révolution espagnole », *Juillet* (Barcelone-Paris), n° 1, juin 1937, pp. 18-21. L'article était daté du 19 mai 1937 à Barcelone.

groupe international. La majorité de ses membres était entrée au P.O.U.M. Depuis le début de l'année ils éditaient aussi leur bulletin ronéoté et, au mois d'avril apparut leur organe de presse imprimé *La Voz Leninista*<sup>54</sup>.

Que les relations entre ce groupe et le P.O.U.M. aient largement empiré, de nombreux faits le montrent. A l'accusation portée par un militant bolchevik-léniniste selon laquelle les dirigeants du P.O.U.M. au front de Huesca refusaient de constituer des comités élus et voulaient supprimer l'activité des commissaires politiques révolutionnaires<sup>55</sup>, s'ajouta l'expulsion des milices du P.O.U.M. — également sur le front de Huesca — du combattant international Herbert Lenz (Kempinski) pour cause de « travail fractionnel trotskyste dans nos sections du front de Huesca »<sup>56</sup>. La protestation contre cette exclusion que *La Lutte ouvrière* française publia sous le titre : « Le P.O.U.M. va-t-il reprendre la répression contre les "trotskystes" ? » accusait la direction de la Jeunesse communiste ibérique — responsable de l'expulsion — d'utiliser des méthodes stalinienne<sup>57</sup>.

Pendant que se succédaient accusations et contre-accusations au front, le Comité de la section bolchevik-léniniste d'Espagne écrivait une lettre ouverte au Comité exécutif du P.O.U.M. dans laquelle, pour la seconde fois, il demandait la possibilité d'entrer dans le P.O.U.M. en tant que fraction<sup>58</sup>. Cependant les jugements, les considérations portées sur le P.O.U.M. en cette circonstance, étaient très sévères. Non seulement les dirigeants du P.O.U.M. étaient accusés d'avoir refusé de créer un parti révolutionnaire en empêchant l'entrée des bolcheviks-léninistes mais encore le P.O.U.M. se voyait accusé de confusionnisme opportuniste et « d'erreurs fondamentales qui fermaient la voie à la révolution ». Dans le dernier paragraphe de cette lettre, les menaces de lutte contre le P.O.U.M. ne pouvaient être plus explicites : « Nous autres, déclarons publiquement que si le P.O.U.M. renonce à suivre consciemment le chemin de la différenciation idéologique en acceptant l'entrée des bolcheviks-léninistes il apparaîtra comme un puissant obstacle à la formation du parti prolétarien contre lequel il sera nécessaire de lutter sans relâche<sup>59</sup>. Les jugements et commentaires sur le P.O.U.M. que commençaient à publier dans la presse les bolcheviks-léninistes espagnols étaient tout à fait semblables<sup>60</sup>.

54. Le premier *Boletín de la sección bolchevique-leninista de España* (IVa Internacional) que nous avons pu consulter est le n° 2, daté de février 1937. Le 5 avril 1937 a paru le n° 1 de *La Voz leninista*, « organo de la Sección Bolchevique-leninista de España (por la IVa Internacional) ». Le 10 avril 1937 parut publiquement à Barcelone un *Bulletin* français de la section bolchevik-léniniste d'Espagne pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

55. Selon *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 39, 9 avril 1937.

56. Cf. la notice d'exclusion in *Juventud comunista*, 1<sup>er</sup> avril 1937.

57. *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 40, 16 avril 1937.

58. *La Voz Leninista*, n° 1, 16 avril 1937.

59. *Ibidem*.

60. Cf. le numéro de presse bolchevik-léniniste cité dans la note 54.

Il convient cependant de dire ici que, durant ces mois-là, dans la presse trotskyste européenne, les attaques contre le P.O.U.M. s'accompagnèrent parfois d'allusions à sa défense dans le but de lutter contre la répression à laquelle il commença à être soumis de la part du stalinisme à partir du moment où il fut exclu de la Généralité. *La Lutte ouvrière* française s'était manifestée en ces termes<sup>61</sup> et *La Voz Leninista* prit également la défense du P.O.U.M. quand *La Batalla* fut suspendue par ordre gouvernemental<sup>62</sup>.

En ce qui concerne la polémique internationale, il ne s'était pas produit de modifications notables : Victor Serge abandonna définitivement la IV<sup>e</sup> Internationale pour adhérer au P.O.U.M. alors que Vereeken en Belgique continuait à défendre ce parti — ce qui explique les critiques faites par Trotsky à *La Lutte ouvrière* belge<sup>63</sup> ; de Hollande, la Conférence nationale du R.S.A.P. qui se tint au début du mois d'avril 1937, envoya un salut au P.O.U.M. dans lequel il admirait sa « politique énergique et courageuse pour la réalisation des objectifs du prolétariat mondial » en même temps qu'il rendait hommage « aux héros du socialisme qui avaient rencontré la mort dans la lutte » et trouvait « dans votre amitié pour nous une source de force et de sacrifice pour le travail de notre parti »<sup>64</sup>. Il faut dire ici que sur le plan international, au début de mai, le Comité exécutif du P.O.U.M. dénonça la politique suivie par le S.A.P. allemand — un des principaux partis du Bureau de Londres mais qui était entré en crise — et marqua ses distances avec ce parti qu'il accusait d'être influencé par le stalinisme, de propager la politique de Front populaire et de suivre les directives du VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste<sup>65</sup>.

La dernière étape de la guerre qui commença après les journées de mai 1937 avec la répression contre le P.O.U.M. — qui culmine avec l'assassinat de Nin et la dissolution du parti — et avec le recul progressif des conquêtes révolutionnaires fut caractérisée par la rupture définitive entre le P.O.U.M. et le mouvement trotskyste, rupture qui affecta également ce mouvement et entraîna le départ de la section hollandaise et du Belge Vereeken peu de mois avant que ne se tienne à Paris la Conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en septembre 1938.

C'est certainement durant cette période que Trotsky écrivit ses articles les plus violents contre la politique suivie par le P.O.U.M. durant la

61. « Défendons le P.O.U.M. » *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 35, 12 mars 1937.

62. *La Voz Leninista*, n° 1, 5 avril 1937.

63. L'on peut connaître la position de Serge à partir des écrits publiés par Michel Dreyfus in V. Serge, L. Trotsky : *La lutte contre le stalinisme*, Paris, Maspéro, 1977. La lettre de Serge à Léon Sédov, envoyée le 21 janvier 1937 est particulièrement intéressante (cf. pp. 157-159). En ce qui concerne les critiques faites par Trotsky au P.S.R. belge, cf. Trotsky, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 366-370.

64. *La Batalla*, n° 209, 4 avril 1937.

65. « Resolución del Comité Ejecutivo del P.O.U.M. sobre la política del S.A.P. », *La Batalla*, n° 232, 1<sup>er</sup> mai 1937.



guerre civile<sup>66</sup> et, comme en contrepartie, c'est également après les journées de mai que le P.O.U.M. fit le plus d'efforts pour se différencier du trotskysme tant au niveau idéologique que sur le terrain politico-pratique. Il est assez significatif que le P.O.U.M. ait publié l'article écrit par Trotsky à l'occasion de l'assassinat de Nin sous le titre « Trotsky dément notre trotskysme »<sup>67</sup> et que, à la fin de l'année 1937 encore, *La Batalla* clandestine ait publié des fragments de l'édition anglaise du Bulletin international pour la IV<sup>e</sup> Internationale de juillet 1937 consacré entièrement à la question espagnole et au P.O.U.M. dans lequel apparaissait de façon claire et sans ambages la position officielle que la IV<sup>e</sup> Internationale avait eue vis-à-vis du P.O.U.M.<sup>68</sup> Evidemment ce sont surtout les éléments de critique qui s'en détachaient.

Les critiques trotskystes contre le P.O.U.M. s'aggravèrent à la fin de la guerre et quand la défaite finale fut plus que consommée si bien que les organes de presse des deux partis français — tant *La Vérité* qui reprit sa publication comme revue théorique du Parti communiste internationaliste en janvier 1938 que *La Lutte ouvrière* du parti ouvrier internationaliste — en vinrent à traiter de questions internes au P.O.U.M., parlant de la décomposition de ce parti et accusant d'illégalité son Comité exécutif<sup>69</sup>. Ces accusations furent l'objet d'une dure réplique du P.O.U.M., réplique dans laquelle on menaçait de rompre toute relation de camaraderie avec les trotskystes au cas où ceux-ci maintiendraient leurs accusations<sup>70</sup>. Il faut également rappeler que les dénonciations initiales contre la répression à laquelle était soumise le P.O.U.M. et la solidarité avec ce parti se transforma au bout de quelques mois en dénonciations contre l'emprisonnement de militants trotskystes à Barcelone alors même qu'était passé sous silence le procès auquel était soumis le Comité exécutif du P.O.U.M. en octobre 1938<sup>71</sup>.

66. Il s'agit des articles « La vérification des idées et des individus à travers l'expérience de la Révolution espagnole » (24 août 1937), « Les ultra-gauches en général et les incurables en particulier. Quelques considérations théoriques » (28 septembre 1937), « Leçons d'Espagne, dernier avertissement », (17 décembre 1937), et « Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? », août 1940. L'on peut consulter tous ces articles in Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 413-428, 443-451, 471-501 et 555-570.

67. *La Batalla* (clandestine), n° 10, 25 septembre 1937.

68. *La Batalla* (clandestine), n° 20, 11 décembre 1937.

69. Parmi les articles publiés dans *La Vérité*, nous retiendrons : « La cause de la débâcle d'Espagne : absence du parti révolutionnaire dans la guerre civile », n° 3, 15 mars 1939 ; « Après la défaite. Un manifeste du P.O.U.M. aux travailleurs espagnols », n° 3, 15 mars 1939 ; « Le P.O.U.M. et l'expérience de la guerre civile d'Espagne », n° 4, 5 mai 1939 et les brèves notes « Un nouveau centre antitrotskyste » ainsi que « La décomposition du P.O.U.M. commence », n° 5, 1<sup>er</sup> juillet 1939. Voir également *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 114, 24 mars 1939. La brochure de Jean Rous sur l'Espagne, « Espagne 1936-Espagne 1939, La Révolution assassinée » est datée du 15 février 1939.

70. Cf. la « Résolution du Comité central élargi du P.O.U.M. au sujet des attaques calomnieuses des trotskystes », in *Jun 36*, 29 mars 1939.

71. Durant les mois de juin, juillet et août *La Lutte ouvrière* française publia de nom-

Cela se produisit à la fin de la guerre quand, déjà, il n'était plus possible d'éviter le pire. Auparavant, cependant, s'étaient succédés une série de faits assez significatifs tel que la note de protestation qu'une dizaine de militants trotskystes, combattants sur le front d'Aragon, avaient publiée peu après les journées de mai contre la direction du P.O.U.M. qualifiée de petite bourgeoise et bureaucratique parce qu'elle avait écarté ce groupe du front sous prétexte qu'il y faisait de la propagande trotskyste<sup>72</sup>. Ou bien le refus que la fameuse « gauche du P.O.U.M. » de Barcelone — suivant la caractérisation de *La Voz Leninista* — et la section de Madrid de ce parti considérée comme pro-trotskyste, en rapports avec les « Amis de Durruti », avaient fait une proposition de la section bolchevik-léniniste espagnole de signer en commun un manifeste contre la répression<sup>73</sup>.

Les relations internationales s'étaient également aggravées. En mai 1937, Vereeken publia un article dans *La Lutte ouvrière* belge dans lequel il critiquait durement Trotsky, le Secrétariat international et la section trotskyste française pour son « attitude sectaire et néfaste » envers le P.O.U.M.<sup>74</sup> Le P.S.R. belge modifiera cependant rapidement sa politique envers la révolution espagnole et le P.O.U.M. lorsque à une réunion de son Comité central du 19 et 20 juin il approuva à la majorité une résolution qui adoptait les critiques trotskystes fondamentales<sup>75</sup>. Mais ce changement d'attitude officielle ne signifiait pas cependant que la polémique était close et Vereeken, bien qu'en minorité, continua à maintenir ses positions. En août 1937, Trotsky écrivit une dure réplique contre le dirigeant trotskyste belge<sup>76</sup> qui fut contestée par ce dernier dans un important document qui signifiait sa sortie officielle du trotskysme<sup>77</sup>. Effectivement Vereeken abandonna le P.S.R. belge en octobre 1937 alors que la section hollandaise, le R.S.A.P. animé par Sneevliet rompit toute relation avec le

breuses notes contre la répression que subissait le P.O.U.M. A partir du mois de mai 1938 les notes contre « le procès de Moscou à Barcelone » concernèrent le procès intenté aux militants trotskystes. Voir surtout le n° 77, 5 mai 1938 ; n° 78, 12 mai 1938 ; n° 101, 2 décembre 1938 et n° 102, 16 décembre 1938.

72. *La Lutte ouvrière* (Paris), n° 49, 17 juin 1937.

73. *La Voz Leninista*, n° 2, 23 août 1937.

74. Vereeken : « Pour une politique juste à l'égard de la Révolution espagnole et du P.O.U.M. », *La Lutte ouvrière* (Bruxelles), n° 21, 22 mai 1937.

75. Cf. la résolution de la majorité — et également de la minorité — approuvée par le Comité central du P.S.R. belge in *La Lutte ouvrière*, 3 juillet 1937, sous le titre : « Notre politique à l'égard de la Révolution espagnole et du P.O.U.M. ».

76. Il s'agit de l'article : « La vérification des idées et des individus à travers l'expérience de la Révolution espagnole » in Trotsky : *La Révolution espagnole (1930-1940)*, pp. 413-428.

77. « La vérification des idées, des idées, des moyens et des méthodes pour faire triompher les idées à travers l'expérience de la révolution espagnole », *Bulletin intérieur* du parti socialiste révolutionnaire belge, n° 9, novembre 1937.

Secrétariat international en janvier 1938 et que la Hollande ne fut pas représentée à la Conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>78</sup>.

La guerre d'Espagne, l'attitude de Trotsky et du trotskysme officiel entraînent donc un certain désarroi, assez important, au sein du mouvement trotskyste, désarroi qui à la veille d'événements aussi importants que le furent la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'assassinat de Trotsky lui-même et le début de la Seconde guerre mondiale contribua à aggraver la crise du mouvement trotskyste lui-même. Comme je l'ai déjà dit dans une autre occasion<sup>79</sup> et comme j'ai voulu le démontrer dans ces pages, l'inexistence réelle d'une influence trotskyste durant la guerre d'Espagne fut d'abord le résultat d'attitudes spécifiques, de méthodes de travail, d'un personnalisme excessif et du zèle politique de Trotsky dans les polémiques publiques. La section française sur laquelle reposait fondamentalement la responsabilité de la direction internationale depuis le début des années trente se ressentit particulièrement des méthodes qui furent utilisées pour résoudre les problèmes politiques.

Déjà, du vivant de Trotsky, deux sections abandonnèrent totalement le mouvement trotskyste : l'espagnole et la hollandaise ; de nombreuses personnalités suivirent aussi ce chemin, à titre individuel. Puis quand le charisme et la personnalité immense de Trotsky vinrent à manquer, le désarroi s'approfondit ; non seulement, un cycle de scissions qui ne s'est pas encore terminé, commença mais encore d'importants dirigeants trotskystes qui, en certaines occasions s'étaient signalés par leur dogmatisme abandonnèrent le mouvement ; c'est ce qui arriva avec le français Jean Rous. La politique et l'attitude des trotskystes durant la guerre civile doit se comprendre, je pense, à partir de cette perspective de l'évolution du mouvement trotskyste, d'un moment qui depuis le début des années trente allait en cherchant les formes organisationnelles les plus idoines pour rendre possible le redressement du mouvement ouvrier international en un moment historique marqué par la crise du capitalisme, par la montée du fascisme et dans le camp ouvrier par la faillite révolutionnaire du socialisme — dont le rôle dans la crise révolutionnaire qui avait suivi la première guerre mondiale avait été décisif — enfin par la chute progressive des espérances qu'avait ouvertes en de larges fractions du mouvement ouvrier la Russie d'octobre 1917. En ce contexte la révolution espagnole

78. Effectivement la section hollandaise ne figure par parmi les organisations représentées à la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale ; cf. « La conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale », *Cahiers Léon Trotsky* (Paris), n° 1, janvier 1979, pp. 7-57. Après la fondation officielle de la IV<sup>e</sup> en 1938, le R.S.A.P. hollandais subit de dures critiques du mouvement trotskyste à cause de l'appui qu'il avait apporté au P.O.U.M. durant la guerre ; cf. *Bulletin intérieur international*, édité par le Secrétariat pour la Quatrième Internationale, n° 3, début mai 1939.

79. Voir mon livre *El movimiento trotskista en Espana (1930-1935)*, Ed. Peninsula, Barcelone, 1977.

allait ouvrir de nouvelles possibilités, faire naître de nouvelles espérances. Son importance internationale exigeait que toutes les forces politiques et sociales se prononcent dans un sens ou un autre. Le mouvement trotskyste — avec Trotsky à sa tête — allait le faire mais ne parvint pas à définir son programme ni l'alternative qu'il représentait. Il allait payer, je crois, ses erreurs de l'étape antérieure dans laquelle le redressement eût été possible s'il s'était accompagné d'une volonté de regroupement de tous les groupes et partis d'opposition qui étaient apparus à la fin des années vingt en Europe, Amérique et Asie. Mais pour diriger un tel regroupement il aurait fallu adopter des critères larges et des formes de travail plus souples. Telle fut l'erreur fondamentale de la direction du mouvement trotskyste, une erreur qui, d'une certaine manière, allait conditionner son relatif échec historique. Déjà, quand en 1938, la IV<sup>e</sup> Internationale fut officiellement créée, l'on était très loin d'atteindre les objectifs que le trotskysme lui-même poursuivait.

Jean Cavignac

## Les Trotskystes espagnols dans la tourmente (1937-1940)<sup>1</sup>

La partie fermée des archives Trotsky conservée à la Houghton Library de Harvard (Cambridge, Massachusetts, U.S.A.) est ouverte aux chercheurs depuis le 2 janvier 1980. Déjà, les chercheurs français de l'Institut Léon Trotsky ont fait des découvertes. Pour notre part, un séjour à Cambridge en mai dernier nous a permis de prendre contact avec ces archives. Laissant aux chercheurs de l'I.L.T. le domaine du mouvement trotskyste international et français, nous avons recherché les documents sur le petit noyau des trotskystes espagnols qui, autour de Munis, ont refusé de s'aligner sur les positions du P.O.U.M. et maintenu en Espagne le flambeau de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le trotskysme espagnol a un historien en la personne de M. Pelai Pagès, auteur de *El Movimiento trotskista en España 1930-1935*, paru en 1977. Cette même année paraissait en Espagne une réédition du livre de Munis, *Jalones de derrota, promesa de victoria. Critica y teoria de la revolucion española*<sup>2</sup>. Mais le premier ouvrage s'arrête à la formation du P.O.U.M. en 1935 et le second revêt un caractère plus théorique qu'historique et les renseignements qu'il donne sur le « groupe bolchevik-léniniste » d'Espagne évitent, pour des raisons aisées à comprendre, les précisions de caractère organisationnel. Les principaux documents que nous avons trouvés à Cambridge sont :

- une lettre de Munis à Trotsky d'avril 1937;
- une lettre du même à Rudolf Klement de décembre 1937;
- deux rapports de Munis sur le groupe bolchevik-léniniste d'Espagne, d'août 1939 et d'avril 1940, le second étant déjà connu.

1. Reproduit avec l'autorisation du *Bulletin* de l'Institut aquitain d'études sociales, n° 135, 1<sup>er</sup> semestre 1980.

2. *Jalons de déroutte, promesse de victoire*, Bilbao, ed. Cero, gr.in-8°, 517 p. coll « Por un nuevo saber ».

Ces documents nous renseignent sur une période encore mal connue de l'histoire de la section espagnole du mouvement trotskyste.

On sait qu'à l'automne 1935 se constitua le P.O.U.M., à partir du Bloque Obrero y Campesino de Maurín, « organisation centriste purement catalane » aux yeux de Munis, et de l'Izquierda comunista de España, la Gauche communiste, fondée en 1930 sur les positions de l'Opposition de gauche ; mais qui, rapidement, devait prendre ses distances avec le secrétariat international des bolcheviks-léninistes. Dans cette fusion, la Gauche communiste perdit son programme, ses propres contours, et, comme on dit en physique, « prit la forme du récipient »<sup>3</sup>.

L'attitude du P.O.U.M. vis-à-vis du Front populaire : « Pour obtenir avec certitude un député, le P.O.U.M. sacrifia les lois sociales qui règlent la lutte des classes à la loi électorale »<sup>4</sup>, devait donner raison à ceux qui, comme Munis, décidaient de rester fidèles aux positions révolutionnaires internationalistes.

## A Barcelone

Dès après l'échec du soulèvement des généraux, de juillet 1936, et la montée révolutionnaire qui l'accompagne, les trotskystes envisagent concrètement leur attitude vis-à-vis du P.O.U.M. qu'ils ne peuvent ignorer : après un contact entre le P.O.U.M. et les représentants du secrétariat international, Rous et Fosco, ce dernier bolchevik-léniniste italien et un des éléments dirigeants du comité unique des réfugiés antifascistes de Barcelone, la question de l'entrisme au P.O.U.M. est posée : Fosco, qui écrit le 8 août 1936 au secrétariat international, préconise de créer une fraction b.l. au sein du P.O.U.M.<sup>5</sup> Parallèlement — entre le 7 et le 15 août — le groupe b.l. est constitué, ainsi qu'une « colonne Lénine » à majorité b.l. qui comprend 21 militants b.l. Cette colonne sera bientôt dissoute — entre le 7 septembre et la mi-octobre — et certains b.l. demandent leur entrée individuelle dans le P.O.U.M. ; ils sont minoritaires et, de plus, dans une lettre adressée à Jaime Fernández, Adolfo Carlini, Lionello Guido et autres, Nin répond le 13 novembre que cette entrée ne pourrait se faire qu'en répudiant publiquement la IV<sup>e</sup> Internationale, ce qui équivaut à une fin de non-recevoir. Au sein du petit groupe, les partisans de la fraction l'emportent et les b.l. espagnols demandent en avril 1937 leur entrée au P.O.U.M. en tant que fraction, ce qui, bien sûr, ne sera pas accepté<sup>6</sup>.

3. Munis, *op. cit.*, p. 218.

4. *Ibidem*, p. 247.

5. Houghton Library, bMS Russ 13-1, 14516 ; cf. Trotsky, *La Révolution espagnole*, éd. Broué, Paris, Ed. de Minuit, in-8°, 780 p., Fosco « Mon rôle à Barcelone en septembre 1936 », pp. 624-628, et « Note d'information pour les militants du P.O.I. ».

6. *Ibidem*, pp. 696-697.

La lettre de Munis à Trotsky du 22 avril précise la position adoptée par les b.l. : si la majorité des militants se retrouveront au P.O.U.M., le groupe gardera son indépendance organisationnelle, de façon à maintenir sa ligne politique propre, à ne pas être à la merci d'une riposte bureaucratique des dirigeants du P.O.U.M. et aussi à maintenir la possibilité d'un travail politique en direction d'autres tendances comme les anarchistes. Dans les faits, la fraction b.l. au sein du P.O.U.M. ne pourra être qu'« illégale ».

À la veille des journées de mai de Barcelone, les b.l. espagnols se voient, à leur échelle, ouvrir des perspectives non négligeables ; au noyau d'étrangers venus aider Munis est venu s'agréger un nombre double ou triple d'Espagnols ; les b.l. comptent quatre groupes (environ 25 militants) : un à Barcelone et trois au front ; ils ont gagné à leurs positions de comité local de la section de Madrid du P.O.U.M. Ils disposent depuis le 5 avril d'un organe de presse, *La Voz leninista* (La Voix de Lénine) et ont un travail politique régulier en direction des « éléments les plus conscients du P.O.U.M. et des anarchistes ». Ils se préparent à intervenir au congrès du P.O.U.M. prévu pour le 8 mai 1937.

Mais les événements vont en décider autrement, ou plutôt la contre-révolution qui, « ayant accompli un travail préparatoire, juge venu le moment de passer de l'offensive verbale à l'offensive armée »<sup>7</sup>.

Il n'est pas de notre propos de retracer les journées de mai à Barcelone ; on sait que l'insurrection du prolétariat de Barcelone échoua face à la « réaction stalino-capitaliste » (l'expression est de Munis) faute d'une direction politique, car la C.N.T. et le P.O.U.M. appelèrent au démantèlement des barricades. Seuls se trouvèrent du côté des insurgés la section bolchevik-léniniste d'Espagne et les « Amis de Durruti », groupe anarchiste : Seuls, les deux groupes déjà cités, la section b.l. d'Espagne et les Amis de Durruti se placèrent intégralement du côté du prolétariat pendant les journées de mai. Aucune de ces organisations n'avait participé, de près ou de loin, au début du mouvement. Mais toutes deux l'appuyèrent énergiquement dès le premier instant et s'efforcèrent de lui donner cohésion et objectifs politiques. Le premier jour de la lutte, l'organisation trotskyste imprima le tract suivant, qui obtint une large audience sur les barricades où même les ouvriers cénétistes le distribuaient :

### VIVE L'OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE !

Pas de compromis. Désarmement de la Garde nationale républicaine (garde civile) et de la Garde d'Assaut réactionnaires. Le moment est décisif. La prochaine fois, ce sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries qui ne travaillent pas pour la guerre. Seul le pouvoir du prolétariat peut assurer la victoire militaire.

### ARMEMENT TOTAL DE LA CLASSE OUVRIERE !

7. Munis, *op. cit.*, pp. 360-361.

VIVE L'UNITE D'ACTION CNT-FAI-POUM!  
VIVE LE FRONT REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT!  
DANS LES ATELIERS, LES USINES, SUR LES BARRICADES:  
COMITES DE DEFENSE REVOLUTIONNAIRE!

La section b.l. d'Espagne  
(pour la IV<sup>e</sup> Internationale)<sup>8</sup>

Peu après les événements, *La Voz leninista*, déjà dans l'illégalité, analysait ainsi les journées de mai :

« Mai est le résultat de la politique de Front populaire pratiquée à l'unisson par toutes les organisations et tous les partis depuis juillet 1936. Sur le terrain de la société, il n'y a pas place pour deux pouvoirs, sinon le temps indispensable pour que l'un domine l'autre. En mai, le pouvoir bourgeois était déjà suffisamment fort pour éliminer le facteur ouvrier du pouvoir, et ce fut ce qu'il tenta et réussit en bonne partie ».

Et Munis ajoute :

« En effet, la provocation stalinienne ne fut que l'accident qui fit déborder la patience du prolétariat. N'ayant pas réussi à se constituer en pouvoir unique, le pouvoir dispersé du prolétariat issu des journées de juillet fut peu à peu détruit par le pouvoir capitaliste renaissant chez les leaders ouvriers »<sup>9</sup>.

La répression ne tarda pas à s'abattre sur les anarchistes, les poumistes et le petit groupe trotskyste : le 14 juillet 1937, le représentant du secrétariat international b.l., Erwin Wolf (arrivé en mai et qui allait disparaître en août ainsi que Hans Freund dit Moulin) écrivait au S.I. une « lettre de Barcelone »<sup>10</sup> : après avoir évoqué les nouveaux riches qui se dorent sur les plages pendant que les pauvres gens connaissent les restrictions, Wolf décrit le recul de la popularité des anarchistes au sein du prolétariat de la capitale catalane :

« Les anarchistes ne suscitent plus l'enthousiasme : la phraséologie anarchoréformiste de *nobleza* et de *sacrificios* est trop usée »

Il poursuit en évoquant la répression :

« La répression est en Catalogne bien pire que dans le reste du pays. Le procès des dirigeants du P.O.U.M. traîne. Dans ce pays où la voix du peuple n'est pas encore étouffée autant qu'en Russie, la méthode Vychinsky est difficile à appliquer ».

C'est aussi à la répression qu'est consacré l'essentiel de la lettre de

8. *Ibidem*, pp. 369-370. Un tract du 19 juillet 1937 reprend le thème de l'unité d'action révolutionnaire entre la C.N.T.-F.A.I. et le P.O.U.M. (Cf. Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne*).

9. Munis, *op. cit.*, p. 371.

10. Houghton Library, bMS Russ. 13-1, 1517.

Munis à R. Klement, datée de Barcelone le 29 décembre 1937 : il décrit la partie de cache-cache tragique que jouent les trotskystes avec les autorités pour retrouver la trace d'Erwin Wolf. Cependant les trotskystes poursuivent leur activité politique dans l'illégalité : *La Voz leninista* continue à paraître<sup>11</sup> et des tracts sont collés dans les quartiers ouvriers et même distribués dans des manifestations officielles comme celle qui a lieu en l'honneur de la prise de Teruel effectuée le 7 janvier 1938. Le travail s'effectue également en direction des brigades internationales et particulièrement en direction des militants allemands du S.A.P. Mais ce travail s'effectue dans des conditions particulièrement précaires (Munis et ses camarades se plaignent au S.I. de l'isolement où ils se trouvent) ; le climat est celui de l'hystérie antitrotskyste où les staliniens appellent à la répression contre eux quand ce n'est pas au meurtre pur et simple :

« *Treball* et d'autres journaux du parti de la police russe en arrivèrent à conseiller à leurs partisans l'assassinat des trotskystes en quelque lieu qu'ils les rencontrent et ils désignaient comme trotskystes non seulement les vrais trotskystes et le P.O.U.M., mais aussi toutes les troupes de la gauche anarchiste, à commencer par les Amis de Durruti et les meilleurs groupes socialistes. C'était la proclamation de la loi du "lynch" contre les révolutionnaires. La jeunesse stalinienne de Barcelone où s'étaient réfugiés de nombreux *señoritos* catholiques et fascistes, distribua un tract appelant à l'assassinat des trotskystes »<sup>12</sup>.

Munis ne devait pas tarder à connaître lui-même les prisons républicaines et le Tribunal de Haute Trahison et d'Espionnage n° 1, ainsi que ses camarades Fernández et Carlini. Concha Gramonte, qui a rédigé son « Ebauche biographique » à la fin de son livre (édition 1977), décrit ainsi la situation :

« Les prisons se vidaient des fascistes et des réactionnaires. Munis ne tardait pas à se retrouver dans l'une d'elles, avec les multiples sévices de la police inféodée au parti "communiste". Il fut soumis à un procès calqué sur les falsifications judi-

11. S'il faut en croire Munis, elle connaissait une large diffusion : « *El Amigo del Pueblo*, l'organe des Amis de Durruti, et *La Voz Leninista*, organe des trotskystes, étaient facilement diffusés à des dizaines de milliers d'exemplaires, en dépit du fait que quiconque aurait été trouvé avec un de ces périodiques en poche, aurait été condamné à dix ou trente ans ». Munis reconnaît cependant l'échec des révolutionnaires : « Ni les trotskystes ni les Amis de Durruti, faibles numériquement, sans organisation ni cadres nombreux, n'étaient à même de procurer la victoire. Le prolétariat sympathisait avec eux mais ne pouvait voir en eux aucune sécurité, parce qu'il ne suffit pas qu'une organisation ait une politique révolutionnaire pour emporter totalement l'adhésion des masses. Il a manqué également que cette organisation se montre capable de mettre ses idées en pratique, ce qui est impossible sans un vaste système organisationnel bien construit et décidé, dont ne disposaient ni les trotskystes ni les Amis de Durruti. Leurs organisations étaient décidées mais par trop minuscules. Pour cette raison, la révolution espagnole ne put être sauvée par les deux seules organisations qui lui étaient dévouées sans réserves » (*op. cit.* pp. 464-465).

12. *Ibidem*, p. 472.

ciaires de Moscou<sup>13</sup>; accusation: sabotage et espionnage au service de Franco, arrêts de travail et grèves à l'arrière pour faciliter la victoire fasciste, organisation de l'assassinat de Negrín, Comorera, la Pasionaria, de José Díaz, Prieto et, « à titre d'essai », assassinat effectif d'un capitaine russe<sup>14</sup>. Deuxième accusé: Jaime Fernández Rodríguez.

Jugement à huis clos, sans droit à la défense, à 15 jours de la date où était intervenu un juge instructeur dont l'instruction se borna à copier le rapport de police. Tribunal semi-militaire, demande de la peine de mort pour les deux premiers accusés. Une campagne internationale fit différer la venue de la cause devant le tribunal, de date en date jusqu'au début de janvier 1939. Un mois et demi avant, transféré au fort de Montjuich, quartier des condamnés à mort, cellule n° 3. Fuite au dernier moment et exode en France<sup>15</sup>.

La répression qui s'abattait sur les trotskystes et sur les révolutionnaires en général faisait dire à Javier Bueno, membre du P.C.E. depuis 1930 et journaliste auprès du B.I.T. à Genève, dans une lettre à Trotsky du 29 mars 1938:

« Aujourd'hui, les persécutions des travailleurs révolutionnaires sont égales à Barcelone à celles de Burgos; j'ose dire que si le gouvernement Prieto-Negrín l'emportait, les mitrailleuses se tourneraient contre le prolétariat pour le convaincre à jamais que ce n'est pas sa victoire et qu'il n'a rien à exiger<sup>16</sup>.

## L'exil

Après la prise de Barcelone par les franquistes (26 janvier 1939), sept militants trotskystes espagnols sur une trentaine parvinrent à gagner la France avec les réfugiés qui sont « accueillis » dans les camps de concentration du Roussillon. Le rapport de Munis (alors en liberté à Paris) à Trotsky du 18 août 1939 se plaint d'abord du peu de secours fourni par l'organisation internationale des b.l. devenue depuis septembre 1938 la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cependant les b.l. espagnols ont réussi à maintenir un groupe central de six membres. Le travail politique continue dans les camps, essentiellement toujours dans deux secteurs, le P.O.U.M., où la plupart des b.l. se trouvent encore, et le groupe anarchiste révolutionnaire des Amis de Durruti aux côtés desquels ils s'étaient trouvés pendant les journées de

13. Cf. René Revol, « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3.

14. Le capitaine russe en question était Léon Narvitch, un émigré blanc de Paris entré au service du G.P.U. qui tenta de s'infiltrer d'abord dans le P.O.U.M., puis dans le groupe bolchevik-léniniste avec un certain succès les deux fois. Il avait été abattu par un groupe d'action du P.O.U.M., mais ce furent les trotskystes qu'on accusa de ce meurtre.

15. Munis, *op. cit.*, p. 515. Carlini a écrit, sous sa véritable identité de Domenico Sedran, des « mémoires d'un révolutionnaire » qui ont été publiés dans *Critica Comunista* et seront publiés dans un numéro prochain des *Cahiers Léon Trotsky* (Note de la rédaction).

16. Houghton Library, BMS Rus 13-1, 397.

mai 1937. Un nouveau secteur d'intervention se dessine, celui des Jeunes-socialistes unifiées, mais en voie de désunification.

Cependant les trotskystes continuent à diriger l'essentiel de leurs efforts en direction du P.O.U.M. ébranlé par la « déroute »: Munis en constate l'éclatement en plusieurs fractions et prédit sa rapide décomposition.

Le travail de recrutement a été payant, puisque, du noyau initial de six militants émigrés, les trotskystes se retrouvent, six mois après, à 29, répartis en cinq cellules, une à Paris et les autres dans les camps. Au sein du P.O.U.M. ils ont gagné à leurs positions la fraction Rebull et une partie de la fraction Andrade (Solano)<sup>17</sup>. Ils influencent également les Amis de Durruti qui remettent en cause, à la lumière de l'échec de la révolution espagnole, le vieil apolitisme anarchiste. Au sein des Jeunesses socialistes unifiées où une fraction indépendante s'est constituée face aux partisans de Largo Caballero et aux staliniens, le principal dirigeant de cette tendance a adhéré au mouvement trotskyste.

Le bilan est donc positif, mais le manque de moyens financiers risque d'asphyxier le petit groupe. De plus, la situation des réfugiés espagnols est précaire: la dissolution des camps laisse le « choix » aux réfugiés entre l'embrigadement dans les compagnies de travail forcé et la livraison aux prisons et pelotons d'exécution de Franco. Une seule solution pour les trotskystes: s'évader des camps et partir pour le Mexique<sup>18</sup>.

On comprend que le rapport suivant de Munis, du 27 avril 1940, déjà connu<sup>19</sup>, soit beaucoup moins optimiste. Entre temps, la deuxième guerre mondiale a éclaté: les trotskystes sont dispersés, les uns encore dans les camps, d'autres dans des brigades de travail, quelques-uns en liberté, d'autres encore en exil en France, au Mexique ou à Saint-Domingue. Il est vrai que les autres formations politiques, en particulier le P.O.U.M., ne sont pas mieux loties, quand ce n'est pas pire.

Néanmoins, les trotskystes espagnols poursuivent leur travail: sur le plan théorique, discussions sur la guerre, le P.O.U.M., la nature de l'U.R.S.S.; sur le plan pratique, en direction du P.O.U.M. et des anarchistes révolutionnaires. Le petit groupe maintient ses contacts avec le secrétariat international et la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale par l'intermédiaire sans doute de Munis. Celui-ci ne désespère pas et s'efforce de réta-

17. José Rebull, frère du prestigieux vétéran David Rey, avait animé à Barcelone une opposition liée aux oehléristes. La fraction Andrade était considérée comme « centre gauche ».

18. Une liste d'Espagnols dont on demande à Trotsky d'intervenir au Mexique pour qu'un visa leur soit accordé, se trouve dans la collection-satellite Octavio Fernández de la Houghton Library. Parmi eux, des vétérans trotskystes comme Esteban Bilbao, de jeunes et récentes recrues comme l'ancien dirigeant de la J.C.I. de Barcelone, Sebastian García Millan et des militants du P.O.U.M. comme Rebull (Note de la rédaction).

19. In Trotsky, *op. cit.* n° 5, G. Munis « La situation en Espagne et les tâches des bolcheviks-léninistes » pp. 646-651.

blir les contacts avec les camarades restés à Madrid ou Barcelone, qui se trouvent dans des conditions très difficiles ; au cours d'un voyage clandestin en Espagne, il note les signes d'hostilité au régime de Franco (maquis des Asturies et d'Andalousie en particulier) et indique quel doit être l'objectif prochain des b.l. : « la création de noyaux d'activité illégale de la IV<sup>e</sup> Internationale » en Espagne.

\*

\*\*

En définitive, malgré leur nombre restreint et des circonstances externes très difficiles les obligeant dès leur constitution à un travail politique illégal et bientôt doublement illégal, les trotskystes ont réussi à faire entendre la voix de la IV<sup>e</sup> Internationale en Espagne et dans l'exil. Le soutien matériel de l'organisation internationale a été faible, malgré l'envoi de militants de la trempe de Wolf et de Moulin<sup>20</sup>. Ils ont cependant bénéficié de l'expérience personnelle de Munis, qui avait connu toute l'expérience politique de la Izquierda comunista et du mouvement trotskyste international. Cela explique les succès relatifs de ce petit groupe de militants, « à travers d'innombrables vicissitudes et difficultés ».

20. Sur Erwin Wolf, et particulièrement sa mission, voir pp. 75-84. Sur Hans David Freund, voir *Cahiers Léon Trotsky* n° 3.

Pierre Broué

## La mission de Wolf en Espagne

Au cours d'un article précédent consacré aux proches collaborateurs de Trotsky en exil<sup>1</sup>, j'ai évoqué la figure du Tchèque de langue allemande de Reichenberg (Liberec), Erwin Wolf, disparu au cours d'une mission au cours de laquelle il avait représenté le secrétariat international auprès des militants du Grupo bolchevique-leninista de Barcelone.

Il n'est pas question ici de revenir ni sur la personnalité de ce jeune et brillant intellectuel, ni sur le rôle qu'il avait joué au sein de la direction allemande en exil, auprès de Trotsky et dans le secrétariat international à Bruxelles. Il suffira de rappeler l'importance de la fonction qui était la sienne, le rôle qu'il jouait à la tête du Mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale et l'activité qu'il avait déployée pour la collecte des témoignages et des documents en vue de la contre-enquête sur les procès de Moscou. Ces activités en effet ne pouvaient manquer d'attirer sur sa personne l'attention des tueurs et de ceux qui les payaient et dirigeaient.

La question qui se pose d'emblée, même au lecteur non prévenu, est la suivante : pourquoi avoir envoyé en Espagne, à Barcelone même où opéraient à l'époque impunément — et on le savait — quelques-uns des plus grands spécialistes mondiaux d'assassinat du G.P.U., un homme aussi repéré que Wolf pour ses interventions dans la presse mondiale et aussi peu protégé par son environnement, puisqu'il était réfugié appartenant à une minorité nationale ? N'était-ce pas l'envoyer à la mort ?

### Les raisons de l'envoi de Wolf

Les papiers d'exil donnent à cette question le début de réponse qu'on espérait. La question de « l'envoi d'un délégué en Espagne » est soulevée

1. Pierre Broué, « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 1 janvier 1979 ; les pages 76 à 79 sont consacrées à Wolf.

à la réunion du S.I. du 5 janvier 1937 visiblement pas pour la première fois — les comptes rendus des mois précédents manquent — puisque quelqu'un, dans la discussion, mentionne « l'ancienne proposition ». Il apparaît qu'on avait auparavant désigné ce délégué, le Belge Ludovic [Georges Fux], mais que ce dernier renonce pour des raisons de santé et parce que son parti, le P.S.R., a besoin de lui. Trois noms sont alors mis en avant — apparemment ce n'est pas non plus la première fois — ceux de Martin [Leonetti], Julien [Blasco] et David Rousset<sup>2</sup>.

A sa réunion du 20 février, le S.I. ne peut que constater qu'il n'a pas reçu de réponse des camarades pressentis et il demande à Eugène [Walter Dauge], qui se rend à Paris, d'en parler avec Clart [Jean Rous]<sup>3</sup>. Mais la mission de Dauge échoue. On repart à zéro. Le 7 mars, le S.I. prend acte de trois refus, ceux de Julien, de Martin et d'Eugène lui-même, vraisemblablement sollicité dans l'intervalle. Il n'a pas de réponse de Rousset, mais le désigne et trace les grandes lignes de sa mission<sup>4</sup>.

Le 17 avril, le combat cesse, faute de combattants. Après Ludovic, Martin, Julien, Rousset refuse, « pour l'envoi duquel il ne s'est pas trouvé de majorité dans le C.C. français ». On écarte d'un commun accord l'idée d'envoyer Rous, « indispensable ». Pierre Naville insiste pour l'envoi d'un délégué du S.I. : « Si Moulin, le dirigeant effectif du groupe B.L. de Barcelone, s'est bien développé dans les derniers temps il manque toutefois d'expérience, il fait trop de gaffes et a des tendances ultragauchistes ». C'est alors qu'Erwin Wolf prend la parole, « se proposant pour y aller comme dernière solution pour trois mois environ »<sup>5</sup>. Il va l'annoncer par lettre à sa compagne, Hjørdis Knudsen, la fille des hôtes de Trotsky à Hønefoss : il ne lui dissimule pas qu'il s'est porté volontaire parce d'autres, plus adaptés à une telle mission, n'ont pas eu la possibilité de l'accepter. Le jeune homme est certain que sa compagne va le rejoindre et que sa présence lui sera précieuse. Il précise qu'il aura traversé les Pyrénées — clandestinement — pour le 1<sup>er</sup> mai<sup>6</sup>.

En fait, une information donnée au S.I. du 15 mai indique que Munis, qui rentre avec lui, et lui, n'ont pas pu franchir encore la frontière<sup>7</sup>.

Dans l'intervalle, il y a eu les « journées de mai 1937 » à Barcelone, l'explosion de colère ouvrière contre les staliniens, la ville couverte de barricades, les coups de feu, la trêve, mais aussi les premiers meurtres par le G.P.U., notamment l'assassinat des anarchistes italiens Barbieri et Berneri, ce dernier directeur de *Guerra di Classe*. Le danger s'est considéra-

2. Houghton Library, bMS Rus 13-1, 16506.

3. *Ibidem*, 16508.

4. *Ibidem*, 16509.

5. *Ibidem*, 16510.

6. « Fonds Wolf », archives Vereeken, Bruxelles.

7. Houghton Library, 16511.

blement aggravé. Le jeune militant ne doute pas cependant qu'il doive remplir son mandat et sa mission : nulle réunion du S.I. ne le rappelle pour consultation. Pour lui comme pour le S.I. il importe de régler au plus vite les problèmes du groupe espagnol, une tâche qui ne souffre aucun retard désormais.

## La situation du G.B.L. en Espagne

C'est une situation tragique que celle des B.L. en Espagne. L'entrée dans le P.O.U.M. de la Izquierda comunista en septembre 1935, consécutive au refus des propositions « entristes » de Trotsky, a distendu les relations. La signature du pacte électoral des gauches par Andrade au nom du P.O.U.M. a consacré la rupture, avec le fameux article de Trotsky sur « la trahison du Parti ouvrier espagnol ». Au cours des premiers mois de 1936, le S.I. s'est efforcé de renouer des liens épars : avec un groupe de jeunes militants de la J.S.U. de Madrid, recrutés par l'hispano-mexicain Munis, partisan de l'« entrisme », mais reparti au Mexique, avec le responsable du rayon de Madrid, le vétéran Luis García Palacios, qui se proclame toujours « trotskyste », comme la majorité d'ailleurs des militants du P.O.U.M. de la capitale, avec un militant du Levante, ancien dirigeant de la I.C.E., de Torrellano, Francisco Enguix qui collabore au S.I.P. dans les semaines qui précèdent l'insurrection.

Klement et Trotsky ont rêvé d'une « conférence espagnole » qui permettrait de nouer ensemble tous ces fils et de partir à la reconstruction de la section espagnole ; mais la guerre civile, la révolution, les ont pris de vitesse. Plusieurs des hommes sur lesquels ils comptaient (Enguix notamment) ont péri dans les combats de la première heure. On a pu envisager un instant une réconciliation avec le P.O.U.M. quand l'Italien Fosco se voyait confier la responsabilité des volontaires étrangers, quand Trotsky était invité à collaborer à *La Batalla* et qu'on rêvait de part et d'autre de l'accueillir en Catalogne. Mais ce rêve est passé ; malgré les efforts du conciliateur Rous qui a dirigé en août une mission du S.I., les relations se sont tendues à l'extrême et les Espagnols n'ont pas même reçu la lettre que Trotsky leur a adressée et qui a été confisquée par les services secrets italiens. Les récriminations ont repris de part et d'autre. Le groupe des trotskystes de Barcelone, en octobre, composé seulement d'étrangers, non espagnols, en majorité volontaires dans la colonne Lénine, a décidé de demander au P.O.U.M. de l'admettre en bloc dans ses rangs. Raffinement suprême, c'est Nin qui leur a personnellement répondu qu'on les admettrait un par un s'ils quittaient l'organisation pour la IV<sup>e</sup> Internationale et désavouaient les « calomnies » lancées par cette dernière et ses sections contre le P.O.U.M. Les camarades d'Espagne hésitent et con-



sultent le S.I. Le S.I., finalement, dans sa séance du 5 janvier, leur répond, par Wolf, qu'ils doivent, quand ils le peuvent, entrer dans le P.O.U.M. en tournant des conditions que l'on juge inacceptables<sup>8</sup>.

Quand le S.I. se réunit, le 7 mars, les choses sont plus claires. G. Munis est revenu du Mexique en Espagne et quelques camarades espagnols ont repris une activité avec lui. Jean Rous a reçu un rapport qu'il résume : « Le groupe de Barcelone, sa direction, avec Moulin, s'oriente vers la formation immédiate d'un nouveau parti, contre le P.O.U.M. et s'intitule «section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale». Le groupe du front, la base, s'oriente vers un travail de fraction dans le P.O.U.M.. En dehors de cela, il y a un petit groupe du P.C.I. (Molinier) qui poursuit un travail indépendant ». Le procès-verbal résume en ces termes discussions et conclusions :

« Les trois camarades présents sont d'avis que, dans la situation actuelle en Espagne et vu l'état de nos forces, il n'est pas possible de créer dans un bref délai, par un travail indépendant, le parti révolutionnaire. Ils recommandent donc au B.L. d'Espagne d'entrer sans accepter des conditions de capitulation dans le P.O.U.M., pour y œuvrer pour la IV<sup>e</sup> Internationale (pour que le P.O.U.M. ou une importante aile gauche se mette sur les positions de la IV<sup>e</sup>). Ceux des camarades qui ne sont pas admis, sauf à des conditions inacceptables, devront continuer la propagande publique pour la IV<sup>e</sup>, en exigeant leur intégration dans le P.O.U.M. et sans vouloir créer immédiatement un parti révolutionnaire en arrachant un à un les militants du P.O.U.M. Ils feront connaître la voix de la IV<sup>e</sup> publiquement en Espagne par un organe propre. Il faut en Espagne combattre la direction du P.O.U.M. sur le plan politique, mais pas encore rivaliser avec elle sur le plan des organisations indépendantes »<sup>9</sup>.

Mais c'est à la séance du 17 avril 1937 — celle où il est décidé d'envoyer Wolf à Barcelone — que sont donnés le plus d'éléments sur l'organisation trotskyste en Espagne, qui ont été apportés par Munis, venu d'Espagne, et sont donnés au S.I. par Pierre Naville.

La description qu'il fait de la situation est plutôt pessimiste : recul de la révolution, offensive victorieuse du stalinisme sur tous les terrains. Le P.O.U.M. a pratiquement été écrasé à Madrid où il avait compté 1000 militants : « reste un noyau de 100 camarades au grand maximum, qui sont presque entièrement B.L. Barcelone refuse de les soutenir. Ils travaillent dans l'illégalité, éditent un journal illégal, maintenant un petit local ». En Catalogne, les staliniens font des progrès sensibles. Le P.O.U.M. a de 20 à 25000 militants, mais *La Batalla*, à qui on refuse le papier, ne tire qu'à 20000. Le P.O.U.M. n'a plus de vie à la base, seuls ses dirigeants s'expriment dans le bulletin intérieur, il ne respecte pas son programme militaire et ne se préoccupe guère des questions ouvrières. L'axe de son programme tient dans son désir d'être réintégré dans le

8. *Ibidem*, 16506.

9. *Ibidem*, 16509.

gouvernement de la Généralité... à qui il suggère de convoquer le congrès des conseils ouvriers et paysans. Les forces trotskystes sont néanmoins très faibles : en-dehors de Madrid, il y a une vingtaine de camarades, en majorité espagnols, organisés sur le front de Huesca, quinze camarades à Barcelone même et quelques individus dispersés dans les milices anarchistes. *La Voz Leninista*, l'organe du groupe, tire à 2500 exemplaires. Le P.O.U.M. a exclu de ses rangs un militant allemand, K H. Lenz, ancien sapiste passé effectivement au G.B.L.

Naville propose la discussion avec les Espagnols sur trois points. Il pense d'abord que leur conception du « gouvernement ouvrier et paysan », auquel ils opposent la « dictature du prolétariat » est fautive. Il pense ensuite qu'ils sont orientés vers la formation d'un nouveau parti et ont rendu impossible leur admission au P.O.U.M. en présentant collectivement leur demande d'admission et en revendiquant le droit de constituer une fraction. Ils se trompent enfin lourdement quand ils reprochent au S.I. de défendre le P.O.U.M. contre les staliniens, sous prétexte que le P.O.U.M. les réprimerait, eux, de la même façon. Le S.I. est d'accord sur ces trois points et pour les rédiger dans une résolution interne : il est également d'accord pour que le groupe Fosco (« deux ou trois camarades, dit Naville, avec lesquels il a édité à la machine à écrire cinq exemplaires d'un journal, *El Soviet*, qu'il envoie à Molinier pour publication ») soit réadmis dans le groupe s'il en reconnaît la discipline<sup>10</sup>.

On apprend par le procès-verbal de la séance du S.I. du 15 mai — au moment où Wolf s'emploie encore apparemment à franchir les Pyrénées — le contenu de la résolution qu'il emporte pour tenter de convaincre les camarades d'Espagne sur leurs divergences avec le S.I. ; a) l'entrée dans le P.O.U.M. qu'il faut demander sans droits spéciaux, b) leur opposition formelle de la dictature du prolétariat au gouvernement ouvrier et paysan, c) le front révolutionnaire qui ne doit (pas) se faire par des combinaisons de sommet, mais reposer sur les comités reconstitués, d) leur mot d'ordre de « retrait des ministres anarchistes » qu'il faudrait remplacer par le mot d'ordre « A bas les ministres capitalistes ! ». Nous n'indiquerons pas ici l'analyse faite dans ce rapport de Jean Rous sur la signification des journées de mai puisqu'elle n'entrait pas dans les informations que détenait Wolf<sup>11</sup>.

### L'envoyé de la IV<sup>e</sup> en Espagne

Ce n'est pas douteux : Wolf connaissait parfaitement les risques qu'il courait en partant à Barcelone. On s'en rend compte à la façon dont il a

10. *Ibidem*, 16510.

11. *Ibidem*, 16511.

mis ses affaires en ordre, confiant notamment ses archives à un vieux militant qui ne les a restituées qu'involontairement, en mourant, trente ans plus tard, faisant dans de nombreuses lettres le point des problèmes en cours. La lettre qu'il adresse à Hjørdis est particulièrement claire à cet égard.

Nous avons trouvé à la Houghton Library plusieurs lettres personnelles de lui. Le 21 avril, de Bruxelles encore, il informe simplement Trotsky de la décision prise<sup>12</sup>. Le 9 mai, il lui écrit de Narbonne qu'il espère être à Barcelone le 12 et donne son point de vue sur les questions qu'il aura à régler avec le groupe espagnol qu'il juge effectivement « sectaire », tout en relevant cependant que son mot d'ordre de « Front révolutionnaire », qu'il partage d'ailleurs avec les jeunesses du P.O.U.M., n'est autre chose qu'un « Front populaire de gauche »<sup>13</sup>.

Le 22 juillet, de Barcelone, il écrit à Trotsky une lettre assez générale où il affirme que « malgré la défaite des journées de mai et la répression sans précédent, le prolétariat n'est pas brisé » et il décrit la manifestation de masse de la C.N.T.-F.A.I. à laquelle il vient d'assister et où Federica Montseny a affirmé que les dirigeants du P.O.U.M. ont été assassinés. Il suggère par ailleurs à Trotsky d'écrire au sujet de Cronstadt, ce qui est, dit-il, absolument nécessaire pour la discussion avec les anarchistes. « La vie ici, confesse-t-il, est épuisante », mais il ajoute que « par chance », il dispose de la « meilleure compagne de voyage » possible : Hjørdis est avec lui<sup>14</sup>.

C'est vraisemblablement vers la fin du mois de mai que Wolf est arrivé à Barcelone et c'est peu après que s'est tenue la première assemblée générale du groupe dont il rend compte dans une lettre datée du 6 juillet. Il a fait le compte des présents : 23 militants dont 17 Espagnols. Beaucoup d'étrangers sont repartis. Il y a une quinzaine de militants au front, aucune communication avec ceux de Madrid ; à Barcelone, il n'y a en permanence que 17 militants dont 5 étrangers, au total une dizaine d'actifs seulement. On n'a aucun contact avec le groupe de Fosco<sup>15</sup>.

Wolf analyse lucidement les causes de la faiblesse de ce groupe. D'abord la défection des dirigeants historiques comme Nin et Andrade, ensuite la faiblesse numérique du groupe qui nourrit sa décomposition. Il souligne aussi que le S.I. a hésité, que les prises de position des Belges et des Hollandais ont été utilisées par les dirigeants du P.O.U.M., qu'il n'y a eu de la part des trotskystes internationaux qu'une aide matérielle insuffisante. A tout cela, il ne peut rien. Il peut en revanche tenter de convaincre le G.B.L. espagnol de ce dont il est convaincu personnellement, le sectarisme de sa politique.

Il l'explique dans sa lettre-rapport du 6 juillet. Il ne fallait pas, comme

12. *Ibidem*, 6012.

13. *Ibidem*, 6015.

14. *Ibidem*, 6016.

15. *Ibidem*, 17311.

l'a fait le G.B.L., se contenter d'opposer à « la politique permanente de capitulation du P.O.U.M. » une simple « dénonciation », une « critique abstraite » et même erronée. Il pense que la seule politique valable dans ces circonstances eût été la recherche de tous les moyens pour « pousser le P.O.U.M. vers un front unique d'action avec la C.N.T.-F.A.I. ». Au lieu de cela, dit-il, le G.B.L. a concentré toute sa propagande autour du mot d'ordre de « Front révolutionnaire » sans en définir jamais ni le contenu ni les limites<sup>16</sup>.

A l'assemblée générale du 12 juin encore, Wolf se trouve complètement isolé, soutenu par un seul camarade, quand il s'oppose à la poursuite de la même politique de « front révolutionnaire » auquel le groupe veut assigner des tâches et des mots d'ordre aussi généraux que « Lutte implacable contre l'armistice », « Lutte contre la dégénérescence de la guerre civile en guerre impérialiste » ou encore « Lutte contre la politique de la S.D.N. ». Pire encore, la majorité du groupe, abordant les conditions qu'elle pose ou voudrait poser, met en avant l'exigence de « retrait définitif des ministres anarchistes » du gouvernement. Ce n'est qu'au terme de la discussion que la majorité consent finalement l'abandon de cette condition, qu'elle qualifie pourtant d'« ultimatum justifié ». Il y a également désaccord sur les « comités », que le G.B.L. veut constituer sur un programme politique minimal en six ou sept points, sans leur assigner d'action pratique, ni « soviets » ni « groupes de parti ». Ce n'est, écrit Wolf, que sous la pression des événements, que, quelques jours plus tard, le groupe accepte la rédaction d'un tract appelant à un « front unique P.O.U.M.-C.N.T.-F.A.I. » sur un certain nombre de points précis, sans recherche d'un impossible programme commun<sup>17</sup>. Nous ne connaissons de ce tract que des extraits.

En ce qui concerne le P.O.U.M., la position de Wolf est nette et s'exprime sans ambiguïté dans un article qu'il rédige le 4 juillet 1937 et titre « La fin du P.O.U.M. »<sup>18</sup>. Le P.O.U.M., estime-t-il, est détruit en tant qu'organisation, réduit à quelques individualités (deux membres de la direction) ou groupes sans moyens d'action, sans influence ni compréhension de la situation. Cette déroute, affirme-t-il, est la conséquence directe de la ligne politique du P.O.U.M., de sa participation au gouvernement et à la destruction des organismes de pouvoir révolutionnaires de l'été 1936, du comité central des milices aux comités locaux. Elle est aussi la conséquence de l'aveuglement et de l'incompréhension par les dirigeants du P.O.U.M. du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, ce qui explique qu'ils se soient énergiquement défendus d'être des « trotskystes », comme si des démentis de cette nature pouvaient leur valoir la grâce des tueurs ! Il souligne enfin le suivisme dont ont fait preuve, selon lui, les dirigeants du

16. *Ibidem*.

17. *Ibidem*.

18. *Ibidem*, 17370.

P.O.U.M. à l'égard de la C.N.T. dont ils ont cru qu'elle les protégerait alors qu'elle n'a fait, elle, que reculer et capituler sans cesse devant les exigences des stalinien. Wolf s'étonne de la résistance favorable au P.O.U.M. que son analyse a rencontrée de la part des militants du G.B.L. : certains ont opposé à son texte sur « La fin du P.O.U.M. » une analyse qu'ils résumaient dans le mot d'ordre de « Reconstruction du P.O.U.M. sur une base saine », et d'autres se sont insurgés parce que la « Lettre ouverte aux membres du P.O.U.M. » contenait des critiques politiques contre sa direction.

Wolf essaie donc en définitive de persuader ses camarades du G.B.L. de la nécessité première d'un programme d'action — dont il a rédigé un projet — mais aussi de celle d'un tournant tactique. Le G.B.L., explique-t-il, s'est tourné jusqu'à présent presque exclusivement vers le P.O.U.M. Les résultats ont été médiocres, et, récemment, les éléments qui représentent la gauche du P.O.U.M. — ce qu'il en reste — ont refusé une réunion commune. Il en est de même pour le groupe « dissident » d'anarchistes qui s'intitulent « Amis de Durruti » avec lesquels, on le sait, Moulin avait réussi à promouvoir une collaboration limitée au cours des journées de mai : eux aussi ont refusé une réunion en vue d'une action commune, « pas seulement parce que nous leur paraissions trop faibles », écrit Wolf, « mais parce qu'ils sont toujours sous l'influence de la monstrueuse campagne contre le trotskysme ».

Le problème est de se tourner vers les ouvriers anarchistes. Sur ce plan, Wolf donne de précieuses indications, écrivant : « Nous pouvons dire que, sans la sympathie des ouvriers anars, nous n'existerions plus. Nous imprimons nos tracts chez les anars, nous avons la protection des ouvriers cénétistes quand nous distribuons des tracts et nous trouvons l'aide pratique dont je ne veux pas parler ici — toujours de la part des membres de la C.N.T.-F.A.I. ou des J.J.L.L.. Il y a pas mal de jeunes anars qui sont disposés à distribuer et même à coller les tracts, ce qui n'est pas sans danger, bien entendu. Mais des liaisons officielles ? Non, on n'en veut pas ».

La situation a radicalement changé et il faut modifier dorénavant toute l'orientation. Plus question désormais de pousser le P.O.U.M. à l'action et de lui consacrer toutes ses forces : il ne reste plus que quelques centaines de militants illégaux du P.O.U.M., difficilement trouvables, à l'activité réduite. Il y a au contraire des milliers d'ouvriers révolutionnaires dans les locaux et surtout dans ceux des syndicats anarchistes : pour entrer en contact avec eux, il suffit d'être syndiqué et d'avoir une activité syndicale, mais ce n'est malheureusement pas le cas de la majorité des membres du G.B.L., une situation qu'il faut changer en adoptant une résolution sur « le travail syndical ».

Wolf conclut qu'il faut éditer un journal dont l'objectif sera la clarification des questions posées par le développement économique. Mais pour un journal, il faut de l'argent, et c'est ce qu'il réclame dans son rapport du 6 juillet : envoi, d'urgence, d'argent et de matériel politique, de

préférence en castillan (comme la *IVa Internacional* mexicaine, par exemple, dont les 100 exemplaires reçus ont été vendus sur-le-champ)<sup>19</sup>.

## Dernières impressions

Le dernier texte émanant de Wolf qui se trouve dans les papiers d'exil est une lettre de Barcelone datée du 14 juillet, visiblement destinée à devenir un article puisqu'elle est titrée précisément « Lettre de Barcelone »<sup>20</sup>, curieusement rédigée en français avec des citations en castillan, non traduites : tableau de la rue à Barcelone où la bourgeoisie relève la tête, quelques informations sur la répression, extraits d'une intervention de Mariano Vázquez, de la C.N.T., dénonçant dans *Castilla Libre* l'opération menée contre le P.O.U.M.. Il note : « Si la C.N.T. employait toujours un tel langage, si ce discours avait été publié dans toute la grande presse cénétiste et si cette organisation anarcho-syndicaliste encore puissante passait aux actes, il n'y aurait pas de danger. Mais c'est rare que la C.N.T. fasse un appel courageux aux masses et, dans les coulisses de la scène politique, les stalinien, avec leurs manœuvres, sont de beaucoup les plus forts ».

Note de pessimisme ? Incontestablement, Wolf réalise que les conditions n'existent pas qui permettraient de lutter victorieusement contre la contre-révolution stalinienne en marche. Evoquant en quelques phrases le deuxième congrès des écrivains antifascistes auquel il a assisté et où il a entendu jouer *La Marseillaise* et *God Save the King*, il s'exclame — et c'est sur cette exclamation que se termine sa lettre : « Quelle canaille se cache derrière le mot "antifascisme" ! Ce n'est nulle part aussi clair qu'en Espagne ».

Le 19 juillet d'ailleurs, la section bolchevique-léniniste espagnole publie un tract dont Wolf a sans doute été le rédacteur : à la fois manifeste et programme d'action, dont la presse trotskyste mondiale va reproduire de larges extraits. Il paraît en France dans *La Lutte ouvrière* du 6 août 1937, avec des extraits de la « Lettre de Barcelone » citée plus haut et, à sa suite, des extraits d'une lettre datée du 21 juillet insistant sur le perfectionnement des méthodes répressives introduit récemment en particulier à Barcelone à l'initiative des services russes. Dès cette époque, Wolf avait sans doute compris que le piège était en train de se refermer sur lui.

## La fin de la mission de Wolf

Il est probable qu'à cette date Wolf commençait à préparer son retour : sa mission de trois mois touchait à sa fin, il avait fait ce qu'il devait faire et

19. *Ibidem*, 17311.

20. *Ibidem*, 17312.

demeurer plus longtemps était encourir des risques inutiles. Son départ était d'autant plus nécessaire qu'il venait d'apprendre que le petit journal qui lui servait jusqu'à présent de mince couverture légale pour son séjour de « journaliste », le Britannique *Spanish News*, venait de disparaître. Wolf et sa femme avaient fixé leur départ au 31 juillet.

Le 27, il fut arrêté, à la terrasse du café La Rambla, amené à la police pour interrogatoire, mais relâché le lendemain, sans que les enquêteurs aient découvert qu'il s'agissait du secrétaire de Trotsky, ce qu'ils découvrirent peu après l'avoir relâché. Le jour prévu pour son départ, il reçut un nouveau message de l'homme avec qui il avait été arrêté, un journaliste qu'il avait connu à Barcelone, le Dr Georges Tioli, qui était lié à une camarade d'enfance de Hjørdis et servait de « boîte aux lettres » depuis quelques semaines. Il alla à ce rendez-vous et y fut arrêté. C'était cette fois définitif et sans retour : jamais sa compagne ne parvint à tirer des autorités espagnoles une seule information le concernant.

Comme on sait, le militant suisse Paul Thalman apprit fortuitement sa présence dans la prison privée de la Puerta del Angel où il était lui-même détenu début août. La légation d'Espagne à Prague annonça officiellement à sa sœur, citoyenne tchécoslovaque aussi, que, selon les informations qui lui avaient été fournies par le directeur de la Sûreté, Wolf avait été remis en liberté le 13 septembre. Il ne devait jamais reparaitre et le mystère ne s'est jamais dissipé à son sujet. C'est à peu près à la même époque, en janvier 1938, que les informations recueillies « officiellement » par un député socialiste français indiquaient que Wolf était « détenu » et ... accusé d'avoir pris part aux journées de mai ; par ailleurs une dépêche de presse se faisait l'écho de rumeurs persistantes à Moscou selon lesquelles il avait été fusillé à Moscou, en même temps que l'ancien consul général Antonov-Ovseenko, à l'issue d'un procès à huis clos. Les efforts désespérés de Hjørdis pour obtenir d'autres informations devaient demeurer vains. Le sort précis d'Erwin Wolf n'a jamais été connu bien qu'il soit évident qu'il fut liquidé par le G.P.U. Le responsable allemand du G.B.L., Freund-Moulin connu, on le sait, le même destin.

Plus heureux, Munis, Carlini et les autres B.L. du groupe espagnol, bien qu'inculpés d'avoir assassiné un agent du G.P.U.<sup>21</sup> échappèrent finalement à leurs assassins. L'émotion provoquée par l'assassinat de Wolf ne dépassa pas la frontière de son organisation.

21. Cf. note 14, page 72.

## Deux lettres de G. Munis

### Lettre de Munis à Trotsky<sup>1</sup>

Paris, 22 avril 1937

Estimé camarade,

A travers d'innombrables vicissitudes et difficultés, la voix de la IV<sup>e</sup> Internationale a réapparu en Espagne.

Nous avons envoyé des exemplaires de *La Voz Leninista*, premier numéro de notre organe, dont nous voulons assurer la publication régulière bimensuelle, à diverses adresses de l'organisation mexicaine et au destinataire de cette lettre.

Notre travail, commencé par des camarades de divers pays venus combattre en Espagne et par G. Munis, vieux militant de la Izquierda comunista, s'est heurté dès l'abord à tous les obstacles imaginables de la part de la direction du P.O.U.M., auxquels s'ajoutent ceux inhérents à la domination du Front populaire dans une situation de guerre. Nous aurions aimé, sans doute, organiser plusieurs groupes et entreprendre un travail régulier.

Aujourd'hui, le nombre des Espagnols est le double sinon le triple des étrangers et nous avons acquis une personnalité parmi les militants du P.O.U.M. et les éléments les plus conscients de l'anarchie.

Etant donné la situation générale de la lutte des classes en Espagne et les caractéristiques politiques du P.O.U.M., un des problèmes les plus ardues et qui devait être discuté, était la tactique à adopter vis-à-vis de celui-ci.

A Barcelone, siège de notre travail, la discussion a été très longue et a fait apparaître deux tendances essentielles. Une qui proposait l'entrée dans

1. Houghton Library, bMS Rus 13-1, 3450, traduite du castillan par J. Cavignac.

le P.O.U.M., y compris à titre individuel et l'autre qui l'admettrait seulement comme garantie d'un travail fractionnel et en conservant de toute façon un noyau extérieur indépendant.

La première des tendances appuyait sa position sur l'impossibilité que la bureaucratie puisse octroyer le droit de fraction et la nécessité de se lier à la base à toute force. Mais elle faisait abstraction des conditions générales du mouvement ouvrier, de l'urgence de la situation et oubliait surtout que l'entrée individuelle donnerait à la bureaucratie du P.O.U.M. de nombreuses occasions de disperser un groupe gênant. Cette méthode a été mise en pratique contre les propres militants du P.O.U.M. qui possédaient un plus grand esprit critique. En réalité, cette tendance faisait confiance à la possibilité d'une régénération à partir des « forces internes » (Nin-Andrade). Le R.S.A.P. faisait aussi confiance aux forces internes. Les militants qu'il a actuellement à Barcelone sont les plus acharnés du P.O.U.M. contre les bolcheviks-léninistes.

La seconde position, qui l'a emporté, considérait principalement la montée générale de la réaction conduite par le stalinisme, face à laquelle la direction du P.O.U.M., incapable de prendre l'initiative d'une rectification honnête, et, au fond, ni même de donner libre cours à la discussion politique, se verrait forcée de démanteler toute action cohérente que pourraient déployer les b.l. en son sein. D'autre part, il y a la possibilité de réaliser un bon travail d'assimilation parmi les anarchistes, qui serait totalement perdu avec l'entrée sans garantie, à moins que le temps laissé par les événements pour pouvoir organiser un travail fractionnel illégal ne permette une compensation.

Récemment, le C.E. s'est attelé à la tâche de démanteler sa section de Madrid, qui, comme vous le savez, constitue l'aile gauche du P.O.U.M. ; elle a souffert les plus rudes attaques et est dans les meilleurs termes politiques avec les nôtres. Si l'on ajoute à cela la situation qui, en aucune manière, ne nous autorisait à entreprendre un travail intérieur de plusieurs mois, l'indépendance organisationnelle se présentait comme la meilleure manière pour pouvoir canaliser vers nous les éléments les plus conscients du P.O.U.M. et de l'anarchisme. Ce nonobstant, la majorité de nos militants travaillent à l'intérieur de ce parti.

A titre d'information, je dois dire que la section b.l. d'Espagne est constituée de quatre groupes, trois au front et un à Barcelone ; ajoutons quelques camarades isolés dans les provinces et le comité local de la section de Madrid (*du P.O.U.M.*) qui, à l'exception d'un membre est en accord total avec nous.

Nous estimons que nous avons comme tâche primordiale la préparation du congrès du P.O.U.M. Le C.E. est disposé à manœuvrer et hâter la préparation pour le 8 mai, y compris avec l'intention de manœuvrer pour éliminer les camarades de Madrid. Il est probable qu'il se calmera sous la

pression de la base de Barcelone. En ce cas, disposant d'un temps très précis, nous pourrions réaliser un bon travail.

Nous attendons votre opinion sur ce problème, ainsi que la critique de notre travail par le canal de l'organisation française que je rencontrerai dans quelques jours.

Je n'ai pas besoin de vous dire l'importance qu'aura la publication dans *La Voz Leninista* de tout travail que vous pourriez faire sur la révolution espagnole.

Je vous salue cordialement.

Paris, 22 avril 1937

G. Munis.

Pour les envois d'imprimés, lettres et originaux de peu d'importance, vous pouvez utiliser l'adresse suivante : Julio Herrera,  
Vall Honrat 23, 2<sup>e</sup> gauche  
Barcelone<sup>2</sup>

### Lettre de Munis à Klement

(Barcelone, 29 décembre 1937)<sup>3</sup>

Cher camarade,

Ce n'est qu'avec un grand retard que j'ai reçu ta lettre datée du 4 novembre. J'ai dû pour répondre attendre le temps nécessaire pour obtenir quelques informations — cela ne se fait que trop lentement — sur l'affaire Erwin Wolf — les renseignements de ma dernière et avant-dernière lettre avaient été fournis par la commission juridique de la C.N.T. qui s'est occupée d'Erwin Wolf comme de tous les camarades. Un camarade à nous est allé au tribunal n° 13 pour demander des nouvelles, mais il a été soumis par « plusieurs individus » à un dangereux interrogatoire, l'obligeant à abandonner sa démarche. Dernièrement, les mêmes avocats de la Commission Juridique n'ont trouvé pas une seule trace d'Erwin Wolf dans la jugée n° 13. Il faut souligner que cette commission n'est pas du tout ordonnée et qu'à présent les avocats eux-mêmes voient cette démarche enrayée par l'autorité judiciaire. D'un autre côté, au consulat tchécoslovaque, on nous informe qu'Erwin Wolf se trouve à la prison cellulaire de Barcelone, « sexta galeria » (galerie 6). Ils n'ont pas voulu nous donner d'autres précisions. Cela coïncide tout à fait avec les rensei-

2. Ce post-scriptum est ajouté à la main.

3. *Ibidem*, 5114, écrit en français.

gnements obtenus par un Chef des Gardes d'Assaut, lequel ajoute que Wolf attend son expulsion. Le Chef des Gardes d'Assaut a obtenu indirectement des nouvelles, mais les avocats n'ont pu trouver dans la prison aucun Erwin Wolf et dans les dossiers anthropométriques de la « sexta galeria », il ne reste que les données d'un certain Robin Wolf, emprisonné dans les mêmes jours avec Erwin Wolf et relâché le 15 septembre<sup>4</sup>. Cela pourrait être une confusion avec la prononciation espagnole, et beaucoup plus facile est la confusion intentionnelle. Prière de nous envoyer une photo d'Erwin Wolf, pour que les avocats puissent la vérifier avec celle de Robin Wolf. Pourtant, les démarches des avocats ne sont pas définitives. Dans la prison de Barcelone, il y a maintenant des quartiers auxquels l'accès est complètement interdit aux avocats. Le consulat aurait pu peut-être localiser Wolf dans un de ces quartiers. Vous pourriez peut-être le savoir par les députés social-démocrates qui se sont intéressés. La commission McGovern qui avait le nom de Wolf n'a pu non plus le trouver à la prison<sup>5</sup>.

Maintenant vient de se constituer chez les anarchistes une commission à laquelle on accorde une certaine tolérance pour faire des recherches dans les « tchékas » des staliniens. Nous lui avons donné la description physique de Wolf et de Hans Freund (Moulin), de qui on n'a pas la moindre trace depuis sa disparition. Mais il ne faut faire aucune confiance à cette commission. Sa constitution obéit aux derniers pourparlers entre les anarchistes et les staliniens en vue d'un remaniement ministériel. La presse n'a presque rien dit, mais les anarchistes demandent la libération des emprisonnés et les staliniens exigent la persécution des trotskystes. Un certain nombre d'anarchistes a été relâché sans que pour cela cesse l'emprisonnement des autres.

L'admiral<sup>6</sup> se trouve en effet en liberté. Landau<sup>7</sup>, après avoir été arrêté chez lui par plusieurs « inconnus », on le trouve pas. Les Poumistes le donnent déjà pour assassiné.

Pour ce qui est de Tioli<sup>8</sup>, je ne peux pas te donner de réponse. Je ne le connaissais presque pas. Par ce que j'ai vu et d'après l'impression d'autres camarades, il n'était qu'un journaliste avec des sympathies brumeuses

4. L'homme emprisonné sous le nom de Robin Wolf était un volontaire américain du nom de Wolf Kupinsky, dont le nom militant, dans la fraction trotskyste, était Harry Milton. Il réussit, lui, à quitter l'Espagne.

5. Le député de l'I.L.P. John McGovern (1886-1968) avait dirigé une commission d'enquête en Espagne qui avait recherché dans les prisons les antifascistes détenus.

6. Le jeune socialiste français Gaston L'admiral, qui appartenait à la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. avait été arrêté pendant plusieurs semaines.

7. Ancien de l'Opposition de gauche, Kurt Landau (1903-1937), militant communiste autrichien, était devenu un des responsables du P.O.U.M. Il ne reparut jamais.

8. Tout le monde s'interrogeait sur le rôle joué par Tioli dans l'arrestation de Wolf. Trotsky avait imprudemment affirmé qu'il tenait de W. Held l'information selon laquelle Tioli était un agent du G.P.U. Or Held n'avait pas écrit cela.

pour le mouvement ouvrier. D'autre part, il faisait des combinaisons avec les devises. Ce fut avec lui qu'Erwin Wolf a été emprisonné la première fois au café de « La Rambla », parce qu'on le croyait impliqué dans l'affaire Velman, c'est-à-dire l'affaire d'argent où Tioli était mêlé.

Je t'envoie une liste des emprisonnés étrangers; espagnols, il y en a 15 000. Les plus importants d'entre eux sont ceux du P.O.U.M.. En outre d'Andrade, etc. trois membres du C[omité] L[ocal] de Madrid ont été arrêtés ici: Eduardo Mauricio, Rodríguez et Grimes<sup>9</sup>; ce dernier adhère aux b.l. La plupart des emprisonnés se trouvaient à la disposition du Ministère de l'Intérieur, sauf les leaders du P.O.U.M., qui attendent un procès qui n'arrive jamais.

Il y a aussi le groupe de 25 anarchistes qui ont résisté aux gardes d'assaut, les armes à la main, dans le local du « Comité de Defensa » en septembre. Ils seront jugés par le Tribunal de Haute Trahison et d'Espionnage qui vient de se constituer. Le procureur demande la peine de mort pour tous les 25 camarades qui se sont rendus aux Gardes d'assaut sur la pression directe du Comité régional de la C.N.T. Impossible de donner plus de détails « véridiques et vérifiés ». Dans la situation actuelle, on n'arrive jamais à vérifier le moindre détail. Par une autre voie, je t'envoie deux documents: une information de notre dernier travail et un document critique diffusé parmi nos militants comme une sorte de Bulletin Intérieur. Par Marseille, j'ai fait un second envoi de *La Voz Leninista* (50 ex.) et par la poste un numéro d'un supplément à *La Voz* et quatre tracts différents collés dans les quartiers ouvriers, dans quelques fabriques, et distribués à la manifestation officielle lors de la prise de Teruel. L'argent est bien arrivé, mais on ne peut plus utiliser cette méthode. Bientôt je vous enverrai d'autres indications pour le faire. Pas un seul imprimé n'est arrivé. Nous n'avons pas de photo de Schilbach. Je n'arrive pas à comprendre quelle est cette adresse de M.R. où tu aurais envoyé les imprimés. Je n'ai donné aucune adresse avec de telles initiales. De qui s'agit-il? Pour les imprimés, n'utilisez que ces trois adresses: ... Pour les lettres cf. l'adresse antérieure.

Nous nous trouvons dans un isolement presque absolu. Seuls quelques numéros de *La Lutte* française arrivaient à nos mains par la voie des anarchistes. Il nous faut la presse française, belge, anglaise, mexicaine, allemande. Envoyez presse et livres principaux en langue allemande. Nous avons gagné une influence considérable chez les internationaux, mais ils n'ont pas de militants formés. Une partie provient du S.A.P.<sup>10</sup> On

9. Eduardo Mauricio était un militant andalou; il devait ultérieurement rejoindre les B.L. En revanche Enrique Rodríguez Arroyo, un maçon qui venait de la Izquierda comunista, resta au P.O.U.M.

10. Il s'agit du Sozialistische Arbeiterpartei constitué en 1932 par une scission à gauche de la social-démocratie et renforcé par l'apport d'une minorité de l'opposition de droite alle-

pourrait payer les livres si cela est nécessaire. Mais envoyez-les en petits colis aux adresses indiquées. Envoie aussi les imprimés qui étaient dans mes valises. Garde les manuscrits et les photos.

Je n'ai envoyé aucune lettre aux camarades français, ni anodine, ni substantielle. Seulement un petit billet à N[aville] pour lui présenter un sympathisant à nous de la colonne internationale qui vient de nous rendre des excellents services.

Sur la gauche du P.O.U.M., j'en parle dans l'information que vous verrez. On a donné à cette question une ampleur qu'elle n'a jamais eue<sup>11</sup>.

Avant la conférence internationale, nous voulons avoir notre première conférence nationale, ainsi donc il y aura pour celle-là tous les matériels destinés à celle-ci.

Pardonne-moi mon français, camarade, c'est pour moi un double effort.

Mes salutation fraternelles.

Barcelone,  
le 29 décembre 1937

Munis

mande avec J. Walcher. Le S.A.P. avait pris position en 1933 pour la nouvelle Internationale, mais depuis il s'était aligné sur le Front populaire et son représentant en Espagne, le jeune Willy Brandt était souvent accusé d'excès de complaisance pour le stalinisme. Mais la brèche ainsi ouverte par le tournant du S.A.P. était favorable aux b.l.

11. Munis considérait que l'opposition qui s'était formée à Barcelone autour de Rebull et de la cellule 92 était une opposition « centriste de gauche » abusivement appelée « de gauche » et pensait que son importance avait été considérablement exagérée.

Javier Maestro

## La campagne anti-trotskyiste du P.C.E. (1926-1938) \*

La lutte idéologique du P.C.E. contre l'Opposition de gauche suivit en Espagne des directives identiques à celles que l'Internationale communiste transmettait à tous les partis communistes. (Avec deux caractères supplémentaires, toutefois, l'indigence théorique, limitation intrinsèque du communisme espagnol, et le rachitisme d'organisation imposé par les conditions de la clandestinité).

### En affûtant les armes...

Bullejos et son équipe se trouvèrent placés en 1926 à la tête du parti communiste espagnol. Il s'agissait d'une direction cooptée par l'I.C. et plus portée à rechercher la bienveillance de la bureaucratie soviétique qu'à satisfaire les aspirations de ses propres militants, sans parler de celles du prolétariat espagnol.

C'est ainsi que les fréquentes luttes internes du P.C.E. se développèrent, à partir de 1926, dans un cadre réduit aux rivalités personnelles, lesquelles ont été enrobées *a posteriori* d'un langage idéologique convenable.

Cela s'exprime clairement dans les articles de *La Antorcha*<sup>1</sup> à travers ses appels constants, en pleine période de « bolchevisation », à la discipline « léniniste », au « parti de fer » face aux tendances à l'éclatement et à l'autonomie de l'*Agrupación* de Madrid et de la Fédération de Catalogne et des Baléares. C'est en 1926 que commencent les exclusions qui amèneront, en 1931, le P.C.E. à une crise interne profonde artificiellement close par l'exclusion des dirigeants « traîtres » et « contre-révolutionnaires » : la « troïka » Bullejos-Adame-Trilla.

\* traduit du castillan par Carmen Garnier.

1. Organe bi-mensuel du P.C.E., légal jusqu'en 1928.

Aucun de ces dirigeants, sauf, occasionnellement, Gabriel León Trilla, n'est accusé de « trotskysme ». Il s'agissait de purges internes provoquées par l'incapacité de la direction du P.C.E. à comprendre le processus politique espagnol avant et après le 14 avril 1931.[...]

C'est seulement vers la fin de 1926 qu'apparaissent dans les colonnes de *La Antorcha* des références à l'Opposition de gauche d'U.R.S.S. sous la forme d'une série d'articles de Jan Sten au titre significatif de « Léninisme ou trotskysme? »<sup>2</sup>.

Les articles de J. Sten inaugurent en Espagne, avec deux ans de retard, l'attaque contre les pratiques fractionnelles des opposants russes en signalant que « le passage au trotskysme en 1925 de l'Opposition représentée par Zinoviev et Kamenev montre clairement la nécessité d'une large discussion et d'un éclaircissement des divergences existantes entre la majorité du P.C. russe et l'Opposition ».

Après un rapide bilan rétrospectif de l'activité « erronée » des dirigeants les plus connus de l'Opposition, l'auteur reconnaît que la question qui soude le bloc de l'Opposition est bien la négation de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays. L'Opposition est comparée à « un bloc de toutes les fractions et groupes qui se sont dressés déjà clairement contre Lénine », glissant vers des positions mencheviques et utilisant des arguments qui revenaient à de « simples répétitions social-démocrates ». Qui plus est, et pour qu'aucun doute ne soit permis, l'auteur ajoute que ceux qui nieront la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays « remettent en question la légitimité de la révolution d'Octobre »<sup>3</sup>.

Au début de l'année 1927 les articles de *La Antorcha* deviennent de plus en plus incisifs allant jusqu'à impulser une lutte opiniâtre contre l'Opposition en même temps qu'ils apportent les preuves et les raisonnements à utiliser contre les oppositionnels par les militants du P.C.E., désorientés, mais en tout cas disposés à entreprendre une telle lutte idéologique pour le plus grand bien de l'unité du parti « léniniste ».

Vers la fin de 1927, avec l'aggravation de la lutte contre l'Opposition en U.R.S.S., *La Antorcha* publie une nouvelle série d'articles, cette fois-ci signés par J. Staline lui-même, sous le titre didactique : « L'opposition trotskyste avant et après »<sup>4</sup>, dans lesquels sont condensés les arguments que le stalinisme rabâchera par la suite contre le « trotskysme » : conception menchevique et anti-léniniste du parti, théorie apparemment « gauchiste » mais dans le fond clairement opportuniste sur la « révolution permanente », mépris de la paysannerie, etc.

2. Au début de la lutte ouverte en U.R.S.S., contre l'Opposition, Staline intitula sa réponse : « Trotskysme ou Léninisme » ; Zinoviev : « Bolchevisme ou trotskysme » ; et Kamenev : « Léninisme ou trotskysme ».

3. *La Antorcha*, 31 décembre 1926 et numéros suivants.

4. *La Antorcha*, 2, 9, 23 et 30 décembre 1927.

*La Antorcha*, en plus des articles cités, rend compte de l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du C.C. du P.C.U.S., de l'exclusion de Trotsky du C.E. de l'I.C. et, enfin, de l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du P.C.U.S. Cette information fut donnée sans commentaire pour « faire face aux rumeurs insensées » de la presse bourgeoise. Malheureusement, l'interdiction de *La Antorcha* à partir de 1928 ne permet pas de connaître les profils publics qu'aurait acquis la campagne anti-trotskyste du P.C.E. et c'est une lacune irréparable car les années 1928-1931 seront décisives.

## La logique ultra-gauche

Avant d'analyser les aspects les plus marquants de la lutte anti-trotskyste du P.C.E. en période républicaine il convient de rappeler que l'I.C., durant l'été 1928, prit un tournant ultra-gauche dans le double espoir de contrecarrer d'une part les éléments déstabilisateurs internes qu'une prolongation de la NEP eût introduit dans la nouvelle réalité sociale de l'U.R.S.S. et, d'autre part, pour couper l'herbe sous les pieds des oppositionnels en empruntant en partie leurs propositions. Cependant, le contenu de ce tournant ultra-gauche, appelé aussi « troisième période », n'était qu'une caricature de l'alternative de gauche proposée par l'Opposition en U.R.S.S. L'I.C. fit connaître *urbi et orbi* sa nouvelle orientation enracinée sur une ligne « classe contre classe ». On affirme que seuls les P.C. rattachés à l'I.C. représentent les intérêts historiques du prolétariat. D'après une telle logique, les socialistes devenaient des « social-fascistes », les anarchistes, des « anarcho-fascistes ». Le front unique que l'I.C. impulsait maintenant avec enthousiasme devait se réaliser « à la base », c'est-à-dire avec la base socialiste et anarcho-syndicaliste, mais en marge et contre leurs directions respectives. Les P.C. devaient se transformer en partis de masse capables d'impulser la création de soviets et, une fois la majorité conquise, entreprendre une insurrection armée selon le modèle de la Révolution russe. L'instauration de la République en Espagne était vue par l'I.C. comme un événement « insignifiant » en même temps que le P.C.E. appelait les ouvriers et les paysans à créer des soviets et à instaurer un gouvernement ouvrier et paysan alors même qu'il vociférait « A bas la république bourgeoise ».

Le sectarisme, ajouté à l'incompréhension du processus démocratique bourgeois qui provoqua l'instauration de la République, fut un poids que le P.C.E. traîna jusqu'en 1934 ce qui explique sa stagnation politique et organisationnelle.

On trouve un bon exemple de cette attitude sectaire dans l'article « Les socialistes louent Trotsky », publié par *Mundo Rojo* le 21 janvier 1932 :

« L'idéologie du menchevik Trotsky est l'idéologie de l'ennemi de classe : celle du capitalisme moribond, celle de la contre-révolution. C'est la logique de la



bourgeoisie désespérée qui prétend sauver la bourgeoisie, aider la contre-révolution, écraser le prolétariat révolutionnaire »<sup>5</sup>.

Ces invectives furibondes coïncidaient avec la formation en Espagne, en 1930, du premier noyau nettement trotskyste: l'Opposition Communiste de Gauche Espagnole, dont un des principaux animateurs était Andrés Nin, dirigeant de la C.N.T., secrétaire de l'Internationale syndicale rouge et étroitement lié aux luttes des opposants russes pendant son séjour en U.R.S.S. (1921-1930). Peu de temps après, vers 1932, l'Opposition Communiste de Gauche Espagnole comptait près d'un millier de militants. Parallèlement la Fédération de la Catalogne et des Baléares s'était définitivement séparée du P.C.E. en 1930 et, sous la direction d'un autre membre de la C.N.T., Joaquín Maurín<sup>6</sup>, fut créée en Catalogne l'organisation de masses Bloc Obrero i Camperol, liée à la précédente et qui réussit à évincer le P.C. catalan de Catalogne. Même si à l'occasion, le P.C.E. traitait Maurín de « trotskysant » il est certain que tant le P.C.E. que l'O.C.E. espéraient le gagner à leurs positions respectives étant donnée sa condition de « centriste ».

Cependant Maurín se trouvait plus en accord avec un communisme de droite — boukhariniste — et avec l'idée nationaliste révolutionnaire selon laquelle le catalanisme serait le détonateur de la « seconde révolution » en Espagne après la tentative démocratique bourgeoise de 1931.

Sur le plan international, Trotsky, dès son exil en Turquie, multipliait les contacts entre les oppositionnels avec la tenue à Paris en 1930 de la réunion constituante de l'Opposition de Gauche Internationale, dont la mission était encore de demeurer en tant que « fraction bolchevique-léniniste » au sein de l'I.C. et de ses sections nationales dans l'attente de leur « redressement ».

## L'apport de Bullejos

• Vers la fin de 1931 Bullejos terminait la rédaction du livre *Le Parti*

5. *Mundo Rojo*, 21 janvier 1932.

6. *Juventud Roja*, organe de la Jeunesse Communiste, du 15 juillet 1931 reprend l'intéressante résolution de l'Union Nationale des Jeunesses Communistes d'Espagne sur l'expulsion de Maurín : « Sa duplicité, bien que d'accord par le vote dans l'I.C., en pratique il combattait la ligne politique et faisait un travail de sape pour affaiblir la cohésion du P.C.E., sa conception petite-bourgeoise de la révolution démocratique et son activité contre-révolutionnaire, son trotskysme camouflé, toute sa conduite dans le mouvement révolutionnaire exigent cette mesure d'expulsion, le dénonçant devant toute la classe ouvrière comme un renégat du communisme, comme un agent de plus de transmission de l'influence bourgeoise dans les rangs révolutionnaires ».

Cependant, *Mundo Obrero* du 10 décembre 1931 proposa la tenue d'une Conférence d'unité avec le B.O.C. qui, logiquement, fut refusée par Maurín au nom de son organisation.

*Communiste et le trotskysme*<sup>7</sup>, qui fut la première contribution importante du P.C.E. pour aborder le trotskysme. La revue théorique du P.C.E. *Bolchevismo* n° 2 de mai 1932, salua avec enthousiasme la publication de ce livre.

L'œuvre de Bullejos peut être considérée comme la principale publication anti-trotskyste du P.C.E. Elle est dédiée au « Camarade Staline, organisateur de la victoire du prolétariat » :

« Nous allons mettre à découvert ici la véritable face des trotskystes, lesquels se nomment à tort communistes et même léninistes, alors qu'ils ne sont, en réalité, qu'une tendance social-démocrate contre-révolutionnaire »<sup>8</sup>.

Le trotskysme est encore considéré comme une *tendance social-démocrate du mouvement ouvrier* bien que contre-révolutionnaire. Bullejos fait allusion au « gauchisme » formel des trotskystes, aux calomnies qu'ils déversent contre l'I.C. lorsqu'ils qualifient sa politique de « centriste », etc. :

« En réalité la position du trotskysme est une position de "droite" et de "centre", une position opportuniste qui essaie de freiner le mouvement révolutionnaire, qui a tendance à la conciliation avec l'ennemi et qui adopte une façade "gauchiste" à seule fin de rendre plus acceptable par les masses sa marchandise politique détériorée pour mieux les tromper »<sup>9</sup>.

Le chapitre suivant du livre de Bullejos concerne ce qui devint par la suite le cheval de bataille entre staliniens et trotskystes: la question, gouvernement ouvrier et paysan ou dictature du prolétariat. Pour le P.C.E. qui prônait en Espagne la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, cette orientation revenait à conquérir l'hégémonie dans la révolution démocratique populaire et, une fois accomplies les tâches propres à cette étape, le moment serait arrivé de la transformer en révolution prolétarienne socialiste. En revanche, les trotskystes, selon Bullejos, identifiaient le Gouvernement ouvrier et paysan avec le Kuomintang.

Quand les trotskystes demandent: « Si le Gouvernement ouvrier et paysan n'est pas identique au Kuomintang, en quoi consiste alors la différence qu'ils établissent avec la dictature du prolétariat? », cette question embarrasse Bullejos qui se voit dans l'obligation d'avouer que:

« Même si cette question semble logique et fondée quant à sa formulation de par sa valeur théorique elle ne vaut pas mieux que la célèbre question de Fersen<sup>10</sup> qui demandait pourquoi ne pas s'attaquer à tous les ennemis en même temps (...) Le trotskysme oublie que les classes authentiques, réelles, sont plus vivantes que

7. José Bullejos: *Le PC et le trotskysme*. Ed. Mundo Obrero, Madrid, 1932, 152 pages.

8. *Ibidem*, page 13.

9. *Ibidem*, p. 20-21.

10. Fersen, pseudonyme de Luis Fernández Sendón, appartenait à la C.E. de l'O.C.E.

leur reflet abstrait dans la tête des trotskystes. (...) Ceux-ci ne luttent pas pour la révolution ; ils la contemplent, la jugent, en font de la philosophie à bon marché, opèrent exclusivement avec des abstractions »<sup>11</sup>.

La pauvreté de la réponse ne fait que souligner les limitations théoriques de Bullejos, car le centre du différend entre les partisans de l'une ou de l'autre de ces formules algébriques du pouvoir ne réside pas tant entre ceux qui « attaquent tous les ennemis en même temps » et ceux qui disent « divise et tu vaincras » qu'en la caractérisation que l'on ferait de la paysannerie en tant que force sociale et de sa capacité à exercer l'indépendance politique.

Les chapitres suivants de cette œuvre sont consacrés à des thèmes moins hasardeux. En premier lieu, l'auteur examine la tactique des trotskystes dans la révolution espagnole. Il considère que leur mot d'ordre « tout le pouvoir aux socialistes » est funeste, entre autres raisons parce que la moitié du mouvement ouvrier espagnol milite à la C.N.T., ouvertement hostile aux socialistes, et, d'autre part, parce que le « crétinisme parlementaire » de Trotsky exagère « de façon inadmissible l'importance des Cortes dans la vie politique du pays » ; pour Bullejos le rôle du parti révolutionnaire consiste à aider les masses à « en finir radicalement avec les illusions parlementaires, et non à les ressusciter avec des propositions telles que celle d'élire des Cortes plus démocratiques »<sup>12</sup>.

En ce qui concerne le principe d'autodétermination des nationalités, que les trotskystes défendent, Bullejos ne considère pas que ce soit une façon d'« organiser un mouvement d'émancipation nationale, mais seulement (une façon) de défendre le démocratisme » moyennant « le suffrage universel, égalitaire, direct et secret des régions intéressées pour qu'elles puissent définir leur destin »<sup>13</sup>.

En deuxième lieu, il critique la lutte des trotskystes contre l'U.R.S.S. lorsqu'ils caractérisent l'Etat soviétique de bureaucratie, lorsqu'ils nient la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays par-dessus les lois du marché mondial et lorsqu'ils vitupèrent Staline sans pitié.

En troisième lieu, dans le chapitre intitulé « Les trotskystes et l'unité du parti », Bullejos affirme que les trotskystes aident l'ennemi de classe lorsqu'ils disent que « la campagne de Front Unique dirigée par le Parti contient “mensonges et tromperies”, qu'elle cache “la politique de la démagogie unitaire et de la pratique de division”, qu'elle défend, non l'intérêt du prolétariat, mais “l'intérêt particulier d'un parti politique déterminé” »<sup>14</sup>. Cette campagne insidieuse contre le P.C.E., a, selon

11. José Bullejos, *op. cit.*, p. 35-40.

12. *Ibidem*, p. 47-52.

13. *Ibidem*, p. 56-57.

14. *Ibidem*, p. 88.

Bullejos, son origine dans la conception anti-léniniste du parti qu'ont les trotskystes ; paraphrasant Staline — dont « les idées sont basées sur les enseignements de Lénine » Bullejos ajoute :

« Les trotskystes ont une conception du parti entièrement différente de celle que le léninisme nous enseigne. Cette différence peut s'exprimer brièvement en disant que les trotskystes sont partisans de l'existence à l'intérieur du Parti de différentes fractions avec des plates-formes politiques différentes et avec une organisation indépendante, tandis que la conception léniniste refuse une telle prétention de façon catégorique »<sup>15</sup>.

En effet, cette affirmation vient donner une réponse à la conception du parti révolutionnaire exposée dans *El Soviet* n° 1, organe de l'O.I.E., dans les termes suivants :

« Sans cesser de lutter obstinément pour doter le parti de cette base nous ne nous lasserons pas de démontrer aux ouvriers révolutionnaires que cette base est parfaitement compatible avec l'existence d'un parti unifié dans lequel ait cours la plus large démocratie interne »<sup>16</sup>.

Pour Bullejos, une telle déclaration mettait en évidence que :

« Les trotskystes représentent un parti indépendant du nôtre et ils veulent détruire notre Parti en y entrant (...) Le parti communiste doit être le parti unique et uni du prolétariat »<sup>17</sup>.

La conclusion ne peut être qu'un chapitre consacré à « Trotskysme et menchevisme » dans lequel on ressuscite toutes les divergences entre Lénine et Trotsky depuis 1903-1917 au sein de la social-démocratie russe.

« L'une des ressources démagogiques des trotskystes consiste à déformer la vérité historique pour présenter Trotsky comme le “successeur naturel de Lénine”, affirmant que Trotsky s'est toujours trouvé plus près de Lénine que le parti bolchevique lui-même (...) (cependant) le trotskysme est une tendance politique étrangère et hostile au léninisme. Le trotskysme est une espèce de menchevisme, aux antipodes du bolchevisme (...) L'ouvrier révolutionnaire comprendra aisément que l'esprit de conciliation vis-à-vis du menchevisme dont Trotsky a toujours fait preuve, et qu'il conserve toujours, n'est pas un phénomène dû au hasard mais il reflète fidèlement la parenté qui existe entre toute son idéologie et l'idéologie de la social-démocratie. En revanche, la lutte implacable soutenue par le léninisme contre le menchevisme, tant sur le terrain de l'organisation que sur celui de l'idéologie, reflète l'abîme existant entre le léninisme en tant que seule ligne révolutionnaire du prolétariat, et le menchevisme, agent de la bourgeoisie. (...) »<sup>18</sup>

15. *Ibidem*, p. 90.

16. *Ibidem*, p. 90-91.

17. *Ibidem*, p. 91.

18. Bullejos, J. : *op. cit.*, p. 103 et 131.

L'épilogue offre des lignes réconfortantes à ceux des militants du P.C.E. qui soupçonnaient que le trotskysme puisse être une tendance politique plus importante que ne le disaient leurs dirigeants, si l'on en jugeait à la grosseur du livre de Bullejos — 152 pages. Bullejos rassure ses lecteurs :

« Si nous avons porté le premier coup aux trotskystes, ce n'est pas, évidemment, parce qu'ils possèdent une quelconque force réelle sur le pays, car il est du domaine public qu'ils sont loin d'exercer la moindre influence sur les masses (mais parce qu'ils sont apparemment) le groupe le plus proche du parti »<sup>19</sup>.

Et c'est pourquoi il conclut :

« La tâche d'en finir avec cette division doit être menée à bien sans conciliation avec l'idéologie et la direction officielle de l'anarchisme, du socialisme, ou du pseudo-communisme, mais en les combattant, en les détruisant et en libérant les masses de leur influence »<sup>20</sup>.

### L'anti-trotskysme comme condition

Encore en phase gauchiste, le P.C.E., pendant les années 1932-1933, publia deux brochures intéressantes. *Le passage de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste*<sup>21</sup>, fut publiée à la suite des critiques formulées au P.C.E. par le responsable de l'I.C. pour les pays latins, Manuilsky, qui fait une incursion historique pour faire ressortir les profitables enseignements que l'on peut extraire du parti bolchevique en tant que modèle de parti révolutionnaire. Ici les références à Trotsky sont de rigueur. On peut lire que la théorie de la « révolution permanente » n'a rien en commun avec ce que Marx et Lénine ont dit sur la révolution ininterrompue :

« Trotsky ne croyait pas dans les possibilités révolutionnaires du mouvement paysan (...) »

Trotsky, en opposition à Lénine, considérait la révolution russe comme *intérieurement impuissante et condamnée*, le lendemain même de la victoire (...) si le prolétariat de l'Europe occidentale ne conquerrait pas le pouvoir immédiatement et ne prêtait pas immédiatement son appui "d'état" à la révolution russe »<sup>22</sup>.

Le rédacteur de la brochure ne s'étonne plus que la théorie de la révolution permanente ait amené Trotsky « sur le terrain de la contre-

19. *Ibidem*, p. 134.

20. *Ibidem*, p. 139.

21. *La transformation de la révolution démocratique-bourgeoise en révolution socialiste*, brochure des éditions Edeya, s.f., 32 p.

22. *Ibidem*, p. 15.

révolution, dans lequel il se trouve aujourd'hui si à son aise ». Le paragraphe se termine par un appel aux ouvriers espagnols pour qu'ils s'informent de « l'évolution honteuse du renégat Trotsky », dont l'objectif consiste à désorganiser par tous les moyens le mouvement communiste en Espagne<sup>23</sup>.

L'autre brochure, *Les renégats du communisme: le « Bloc Ouvrier et Paysan »*, les trotskystes<sup>24</sup> revêt un plus grand intérêt du point de vue qui nous occupe. Il commence par une diatribe contre tous ceux qui ne luttent pas contre les « social-fascistes » et les « anarcho-fascistes », les considérant comme de « petits-bourgeois » au service de la contre-révolution.

Il est intéressant de reproduire les arguments que brasse le P.C.E. lorsqu'il critique l'orientation trotskyste d'« impulser les socialistes vers le pouvoir » :

« (...) Les social-fascistes espagnols se sont toujours appuyés et continuent à le faire, sur une base parlementaire bourgeoise, ils font partie du gouvernement du bloc bourgeois-latifundiste, ils sont éternellement responsables des actions de ce gouvernement. "Pousser les socialistes au pouvoir" dans la situation actuelle de l'Espagne ne contribue pas à démasquer les socialistes, mais au contraire, à vivifier les illusions sur le révolutionnarisme des socialistes. Il est très important de signaler que, dans la conception trotskyste, la ligne qui consiste à pousser les socialistes au pouvoir est intimement liée à un indubitable crétinisme parlementaire qui révèle clairement le caractère traître du trotskysme »<sup>25</sup>.

Peut-être la jonglerie la plus fallacieuse de la brochure est-elle l'identification qu'elle s'efforce d'établir entre les partisans de Maurin et de Trotsky lorsqu'elle déclare que :

« Ils "agissent" séparément les uns des autres. Ils vont jusqu'à se rejeter réciproquement. Entre eux existent, c'est certain, des différences sérieuses. Mais ils sont d'accord sur le fondamental (...): l'attaque calomniatrice et traîtresse envers l'I.C. et sa section espagnole (...); il existe de fait un bloc entre maurinistes et trotskystes »<sup>26</sup>.

Plus loin le texte explique le point d'accord entre les deux : la critique qu'ils avancent contre la formule du pouvoir « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » et lorsqu'ils situent la révolution espagnole en « période descendante »<sup>27</sup>.

23. *Ibidem*, p. 16.

24. *Les renégats du communisme: « le Bloc Ouvrier et Paysan » de Maurin, les trotskystes*. Ed. Edeya, s.f., 56 pages.

25. *Ibidem*, p. 18.

26. *Ibidem*, p. 23.

27. *Ibidem*, p. 23.

## Des « Alliances Ouvrières » au Front populaire anti-fasciste

Les années qui suivent 1933 sont marquées par de grands changements. Sur le plan international la défaite du prolétariat allemand en 1933 et le triomphe du national-socialisme qui s'en suivit en Allemagne fut déterminant par rapport au changement d'orientation de l'Opposition de Gauche Internationale. Trotsky conclut à la faillite de l'I.C. et décida d'impulser un mouvement pour la fondation d'une nouvelle Internationale. En Espagne, l'O.C.E. se transforma en Gauche Communiste Espagnole (I.C.E.) en même temps que les relations avec Trotsky devenaient plus rares.

Simultanément, tant en Espagne que dans les autres pays européens, le triomphe et le danger d'extension du fascisme créaient un processus de radicalisation du mouvement ouvrier et aussi au sein des partis socialistes. En Espagne cette radicalisation coïncidait avec la défaite de la gauche face au bloc électoral droitier CEDA en novembre 1933, changement qui explique le bilan négatif que le P.S.O.E. se hâtait de tirer de sa précédente participation ministérielle et, en ce qui concerne la tendance de Largo Caballero — majoritaire dans l'U.G.T., la plus nombreuse dans le P.S.O.E. et ayant l'hégémonie dans les J.J.S.S.. Ils y écartaient même la possibilité du passage pacifique de la République bourgeoise à l'état socialiste. Malgré cela, tant l'I.C. que le P.C.E. s'obstinaient dans la poursuite de leur ligne et mettaient plus d'un an à réagir face à la nouvelle situation internationale. Le P.C.E. ne prit la décision de participer aux Alliances Ouvrières, concrétisation du front unique, qu'en dernière minute, fin septembre 1934, peu de temps avant l'insurrection asturienne d'octobre. Ce changement tardif est attribué en général au fait que l'I.C. permit qu'en France et en Espagne soit tentée une approche communiste des autres organisations ouvrières avant que le VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. n'approuva, l'été 1935, le nouveau visage, cette fois-ci droitier, en faveur de la constitution de fronts populaires avec les forces démocratiques-bourgeoises pour combattre la menace fasciste.

## Les trotskystes, agents fascistes

La trêve idéologique ne mit pas longtemps à se briser. Et de quelle façon ! Après le soulèvement de Franco et l'éclatement de la guerre civile, la campagne anti-trotskyiste atteint alors une ampleur insoupçonnée. D'une part, le début des procès de Moscou en août 1936 fut un stimulant important, même si ces procès n'eurent pas un très grand écho en Espagne en raison des circonstances exceptionnelles créées par la guerre civile. D'autre part, les opérations militaires dans le camp républicain étaient

doublées, entre juillet 1936 et mai 1937, d'une révolution sociale qui, dans une large mesure, privait l'Etat et l'Armée républicains de leurs fonctions. Les organes de « double pouvoir » — comités, gouvernement et milices ouvrières — mettaient en question les alliances du Front populaire et la politique de non-intervention à laquelle l'U.R.S.S. était attachée afin de s'assurer l'entente avec les démocraties occidentales face au fascisme. L'U.R.S.S. dès l'automne 1936 insistait sur la nécessité d'éliminer toutes les organisations espagnoles qui ne respectaient pas le cadre de l'Etat bourgeois. Les appels étaient clairement dirigés contre le P.O.U.M. et les anarcho-syndicalistes, mais aussi contre les partisans de Largo Caballero. Avec ces données en main, la virulence de la campagne anti-trotskyiste avait un objectif clair : faire en Espagne des procès semblables à ceux de Moscou.

Le discours de Comorera, secrétaire général du P.C. catalan, prononcé au Gran Price de Barcelone le 20 décembre 1936 et reproduit dans la brochure du P.C.E. *Notre situation politique actuelle*<sup>28</sup>, inclut un aparté important sur le document que le P.S.U.C.-U.G.T. de Catalogne remit de façon officielle à la C.N.T.-F.A.I., dans lequel on proposait « une épuration gouvernementale » car :

« l'expérience menée pendant deux mois et demi nous avait convaincu qu'un Conseil ne peut aller de l'avant si dans son sein, abusant de la situation et de la loyauté des autres, s'infiltrent des démagogues irresponsables que l'on peut qualifier fréquemment d'après leurs interventions d'agents provocateurs (...) Nous exigeons que nul représentant de la fraction trotskyste, qui s'est emparé d'un mouvement responsable sans l'avoir créé, ne fasse partie du nouveau conseil (...) car cette fraction trotskyste a mené de façon systématique une politique de division. La conduite du groupe trotskyste (...) au moment précis où l'Allemagne et le Japon signaient un pacte d'alliance (...) injuste et systématique de notre Internationale (...) qui s'ajoutait ainsi à l'action internationale du fascisme, qui se fait fort d'affirmer, de découvrir, de révéler et de dénoncer que nous sommes une succursale de Moscou, que nous sommes une colonie soviétique (...) »<sup>29</sup>.

Cette première attaque est dirigée contre Andrés Nin, conseiller de justice à la Generalidad, et contre le P.O.U.M.. Il est facile de constater comment la caractérisation que l'on fait du trotskysme a changé. Dorénavant il ne sera même plus considéré comme une tendance du mouvement ouvrier, mais seulement comme la « cinquième colonne » du fascisme. La circulaire interne publiée au début de 1937 par le P.C.E., écrite par Staline lui-même est intitulée : *Préparation politique et épuration de nos cadres*

28. Sesé-Barrio-Comorera : *Notre situation politique actuelle* Ed. du Parti Socialiste Unificat, s.f., 21 pages.

29. *Ibidem*, p.15.

dans la lutte contre les saboteurs trotskystes<sup>30</sup>. Il s'agit du rapport présenté par Staline à la réunion plénière du C.C. du P.C.U.S. le 3 mars 1937. Le rapport fait ressortir que le trotskysme n'est plus ce qu'il était il y a sept ou huit ans. *Il n'est plus un courant politique de la classe ouvrière*, il est devenu « une bande cynique et sans principe de saboteurs, d'agents terroristes... et d'assassins, qui agissent selon les instructions qu'ils reçoivent des Etats étrangers ». Selon cette métamorphose,

« (...) La procédure à suivre contre le trotskysme actuel n'est plus la vieille méthode de discussion, mais celle qui conduit à leur extirpation et écrasement »<sup>31</sup>.

Ces indications serviront de base à la préparation de la II<sup>e</sup> Conférence du P.C.E. qui eut lieu en 1937. En effet, le projet de thèses politiques comporte un appendice: « la lutte contre le trotskysme »<sup>32</sup>. Le document souligne la caractérisation que le secrétaire général du P.C.E., José Díaz, fait du trotskysme:

« (...) Les ennemis les plus acharnés de notre cause, agents directs de Franco dans nos rangs (...) Notre parti doit comprendre qu'il est de son devoir en cette occasion de veiller à contrer les projets de l'ennemi, à renforcer la surveillance contre le trotskysme, à montrer largement aux masses des combattants et à l'arrière garde le rôle provocateur et contre-révolutionnaire du P.O.U.M.... »<sup>33</sup>

Après avoir signalé que le trotskysme tient le rôle d'agent provocateur de l'impérialisme à l'échelle mondiale, il rappelle que ses activités sont spécialement intenses dans les pays où la montée révolutionnaire est la plus forte (U.R.S.S., Espagne, France et Chine). Le document se lamente de ce qu'il y ait encore des gens qui pensent que le trotskysme constitue un courant politique du mouvement ouvrier. Pire encore:

« Certains anarchistes et socialistes s'obstinent à vouloir le prouver. Ils arrivent même à dire que tous les crimes imputés aux trotskystes ne sont que des inventions des communistes qui ne pardonnent pas à ceux qui ont renié l'I.C. Ils s'agit là d'une fausse appréciation qu'il faut combattre avec grande énergie (...) Les trotskystes sont les ennemis mortels du Front Populaire et de l'unité d'action de la classe ouvrière »<sup>34</sup>.

Puis le document parle du « putsch » de Barcelone en mai 1937 que, selon lui, tant le P.O.U.M. que des secteurs incontrôlés de la C.N.T.,

30. Staline, J.: *Préparation politique et épuration de nos cadres dans la lutte contre les saboteurs trotskystes*. Edité par le Comité Provincial de Madrid, Secrétariat de Agit-Prop, 1937, 32 pages.

31. *Ibidem*, p. 11, 22-33.

32. La lutte contre le trotskysme. Adjonction à la thèse politique qui doit servir de base de discussion à la II<sup>e</sup> conférence. Texte dactylographié.

33. *Ibidem*, p. 1-2.

34. *Ibidem*, p. 3.

entreprirent contre l'ordre établi. Derrière le « putsch » il y avait un plan machiavélique que le document décrit de la façon suivante:

« Au moment culminant de l'offensive factieuse dans le Nord, au mois de mai, le P.O.U.M. déclencha le « putsch » contre-révolutionnaire en Catalogne (...) Le P.O.U.M. a cependant des défenseurs parmi lesquels on remarque Largo Caballero (...) non seulement ils n'ont pas condamné le P.O.U.M. mais ils le défendent chaque jour avec plus de passion (...) Il est nécessaire de vérifier les antécédents et la conduite de ceux des militants sur lesquels retomberait quelque doute, si minime soit-il, et si cela se confirme, les exclure immédiatement des rangs du Parti »<sup>35</sup>.

### Procès de Moscou en Espagne?

La « chasse aux sorcières » concernait, comme on le voit, toutes les tendances du camp républicain. Ce document fut écrit immédiatement après la répression contre le P.O.U.M. (on décréta son illégalité, on arrêta son Comité Exécutif et Andrés Nin disparut). Le même document est encore plus explicite lorsqu'il déclare qu'« il existe des preuves irréfutables que le P.O.U.M. prépara et développa le soulèvement en accord avec des agents de la Gestapo et de l'OVRA italienne »<sup>36</sup>. Les preuves de la « trahison » trotskyste en Espagne contiennent des éléments d'analyse tout aussi fantaisistes mais offrent au moins des versions différentes sur les connexions entre le fascisme et le trotskysme, spécialement « évidentes » après les événements de mai 1937. Avant les événements de mai, à l'occasion de la Conférence Nationale des Jeunesses Socialistes Unifiées, à Valence, en avril 1937, le secrétaire de la J.S.U., Santiago Carrillo, prononça les paroles suivantes, reproduites dans la brochure du P.C.E., « En marche vers la victoire »<sup>37</sup>:

« (...) Nous luttons pour la République démocratique, nous n'avons pas honte de le dire. Nous, face au fascisme et aux envahisseurs, nous ne luttons pas maintenant pour la révolution socialiste (...) Pourquoi, camarades, lorsque nous disons cela les éléments trotskystes nous accusent d'avoir abandonné la politique de classe? Pourquoi les éléments trotskystes nous accusent-ils d'être une fraction de plus de la démocratie petite-bourgeoise? Parce que les éléments trotskystes savent bien, en tant qu'agents du fascisme, qu'une autre politique que celle-ci nous amènerait à la catastrophe; parce que les éléments trotskystes savent bien que dès lors que nous avançons le mot d'ordre de révolution sociale, nous ferions la politique de Franco et de Mola »<sup>38</sup>.

35. *Ibidem*, p. 3, 4 et 10.

36. *Ibidem*, p. 4.

37. Santiago Carrillo: *En marche vers la victoire*. Ed. Obrera Guerra, Valence, 71 pages.

38. *Ibidem*, p. 10.

Santiago Carrillo non seulement connaissait le mouvement trotskyste mais encore en 1934, avant sa conversion au stalinisme, ce fut lui, avec Federico Melchor, qui parlait le plus courageusement à l'intérieur des J.J.S.S. pour la création d'une IV<sup>e</sup> Internationale, allant jusqu'à proposer cette année même que l'I.C.E. entre au P.S.O.E. comme Trotsky le suggérerait.

Quelques mois plus tard, en mai 1937, le discours prononcé par Santiago Carrillo au Comité National des J.S.U. de Valence (reproduit dans la brochure *Nous sommes l'organisation de la Jeunesse*<sup>39</sup> comportait ces affirmations :

« Depuis la Conférence Nationale de Valence tous les ennemis de notre unité, venant des camps les plus divers, ont apprêté leur artillerie contre notre Fédération (...) Qui sont ceux qui forment ce front, fournissent les armes idéologiques pour la lutte contre notre unité, fournissant les matériaux que nos ennemis ne sont pas capables de chercher tous seuls ? Ce sont les trotskystes, les agents du fascisme. Nous n'avons pas perdu un seul instant pour démasquer le travail des trotskystes et leur caractère (...) Dans quel sens ont-ils fourni les armes idéologiques aux ennemis de l'unité ? Voici : notre conférence a été la liquidation de l'esprit révolutionnaire de la J.S.U., notre ligne est une ligne réformiste et petite-bourgeoise, nos dirigeants (...) sont les dirigeants contre-révolutionnaires de la jeunesse espagnole et nous sommes les chefs de la contre-révolution (...) Il faut dire que nous n'avons pas critiqué le trotskysme qu'en paroles, que nous n'avons pas fait que d'exposer les caractéristiques du trotskysme, mais dans nos actes, nous avons travaillé à écraser le trotskysme et nous pouvons montrer l'accord de la Junte de Défense de Madrid, qui dit comment le P.O.U.M. travaillait avec l'ennemi, et cela fut transposé dans la pratique par le camarade Cazorlá, Conseiller d'Ordre Public à la Junte Déléguée à la Défense de Madrid, révoqué de ces fonctions de façon peu claire, lequel, d'une main ferme et résolue, rejeta sous terre l'organisation du P.O.U.M. et de la Jeunesse Communiste Ibérique »<sup>40</sup>.

Ce texte montre bien que Carrillo était au courant des occupations de la Junte Déléguée à l'Ordre public de Madrid, directement ou indirectement en rapport avec l'assassinat d'Andrés Nin. Cette intoxication anti-trotskyiste est justifiée par Carrillo dans un autre passage de son discours :

« La campagne contre notre "réformisme" n'est pas sincère, comme vous le voyez, car elle est le produit de l'œuvre des provocateurs, elle est le produit de ceux qui ont organisé le "putsch" contre la République en Catalogne. Nous nous trouvons face à un phénomène qui n'est pas nouveau, que nous connaissons tous pour l'avoir déjà vu en d'autres circonstances et dans d'autres pays : la contre-révolution et les éléments les plus faibles et les moins révolutionnaires, dans une période révolutionnaire comme celle d'aujourd'hui, prennent un masque

39. Santiago Carrillo : *Nous sommes l'organisation de la jeunesse. Face aux ennemis de l'unité notre bilan de travail. Dans la I.F.S. nous lutterons pour l'unité.* Ed. J.S.U., s.f., 62 pages.

40. *Ibidem*, p. 12.

révolutionnaire pour pouvoir lutter d'une façon plus efficace contre la révolution qu'à visage découvert (...)»<sup>41</sup>.

Mikhail Koltzov, correspondant de la *Pravda*, contribua aussi à cette campagne avec la brochure *Preuves de la trahison trotskyste*<sup>42</sup>, où il rend compte de la libération de Nin par les agents de Gestapo — une version très répandue par le P.C.E. à une époque — d'actes de sabotage, d'anti-parlementarisme contre-révolutionnaire, d'entente avec les fascistes, de refus de l'Armée Républicaine, etc., « attitudes toutes du P.O.U.M. par lesquelles il prouve clairement sa nature contre-révolutionnaire ». L'auteur affirme que de telles attitudes apparaissent déjà dans les années antérieures précédentes. Ainsi, par exemple, Nin eut en 1935 des conversations secrètes avec Gil Robles et, déjà, en pleine guerre civile, au siège du P.O.U.M. on peut trouver une lettre chiffrée de Franco à Nin.

André Marty, membre du P.C.F. et commissaire général des Brigades Internationales se mêla aussi à la campagne dans des termes semblables dans son écrit : *Espagne... où se joue le destin de l'Europe*, Edeya, s.f., 47 pages.

En 1938 furent publiées d'autres brochures anti-trotskyistes. Parmi celles-ci le livre de Max Rieger, *Espionnage en Espagne*<sup>43</sup>, avec une préface de José Bergamin et un appendice documentaire. Dans le prologue, José Bergamin présente le livre en disant :

« (...) Le lecteur attentif et averti tirera par lui-même les conséquences. Des vérités qui, par leur évidence réelle ne sont pas susceptibles de déformation ou de transformation mensongères. Même pas par la plume magique et trompeuse du séducteur Trotsky, tête visible de ses organisations d'espionnage et de falsification révolutionnaire répandues partout, au service du fascisme international »<sup>44</sup>.

Le livre peut se diviser en deux parties. L'une essaye d'apporter les preuves concernant le travail « politique », ouvert, contre le Front Populaire, contre l'Armée régulière et contre la discipline. L'autre fournit des preuves en rapport avec l'activité secrète du P.O.U.M., pour la plupart des documents apocryphes et des déclarations imaginaires sur le réseau d'espionnage trotskyste. Laissant de côté la deuxième partie qui relève de la science-fiction nous nous en tiendrons aux preuves sur l'activité politique du P.O.U.M.. L'auteur démontre que le « révolutionnarisme » du P.O.U.M. était la meilleure façon de briser l'unité du camp républicain, soit par la

41. *Ibidem*, p. 14.

42. Koltzov, M. : *Preuves de la trahison trotskyste*. Ed. Secrétariat de la Propagande de la C.E. des J.S.U., Barcelone, s.f., 13 pages.

43. Rieger, Max : *Espionnage en Espagne*. Ed. Unidad, Madrid-Barcelone, 1938, 239 pages. Selon Victor Alba, dans *Le P.C. en Espagne*, p. 224, Max Rieger n'existait pas et il suppose, soupçonne que Wenceslao Roces participa avec les traducteurs, Lucienne et Arturo Perucho, à la rédaction de ce livre.

44. *Ibidem*, p. 13.

démoralisation dans les fronts ou à l'arrière garde (« mensonges » sur l'armistice, opposition à l'Armée Républicaine, etc.)

Nous nous arrêterons, enfin, à l'exposé que font deux dirigeants distingués du P.C.E. en 1937. L'une des brochures appartient à Francisco Anton, membre du bureau Politique du P.C.E., dont le rapport prononcé à l'assemblée plénière du C.C. du P.C.E. le 13 novembre 1937 à Valence fut reproduit intégralement sous le titre : *Le trotskysme ennemi acharné du Front populaire*<sup>45</sup> où l'on lit entre autres :

« Nous voyons aujourd'hui que le P.C. avait raison. Aujourd'hui, on comprend qu'il n'est pas dû au hasard que Largo Caballero ait opposé une forte résistance au châtement des coupables du soulèvement de Mai en Catalogne et qu'il défende aujourd'hui le P.O.U.M. (...) Il n'est pas possible de permettre plus longtemps que les trotskystes, premiers responsables du soulèvement de Catalogne, puissent encore être une menace sans que la justice tombe inexorablement sur eux (...) Ce sont les compères de Nin, d'Andrade et compagnie ; ce sont les trotskystes de tous les pays (...) ceux qui (...) s'introduisent dans les milieux ouvriers et dans les cercles socialistes et intellectuels de France, d'Angleterre, des Etats Unis, etc. disant malhonnêtement que le « gouvernement de Front populaire qu'il y a en Espagne aujourd'hui n'est pas un gouvernement de Front populaire, mais un gouvernement contre-révolutionnaire », qui poursuit les « révolutionnaires » tels que Nin et que, par conséquent, le prolétariat et les antifascistes du monde entier ne doivent pas aider ce gouvernement ni la République espagnole »<sup>46</sup>.

Francisco Anton exige les mesures suivantes :

« (...) Il appartient à tous les antifascistes de leur fermer toutes les possibilités d'action, de les expulser de là où ils se trouvent encore embusqués et de les rendre aux Tribunaux du Peuple, pour que ceux-ci avec toute vigueur agissent avec eux comme nos soldats le font avec l'ennemi sur les fronts de bataille (...) Il est évident que les communistes ont leur place à l'avant-garde de ce combat. Jusqu'à présent — nous pouvons le dire fièrement — ce fut grâce au travail dévoué et constant de notre parti pour expliquer devant les masses le véritable caractère contrerévolutionnaire et au service des fascistes des trotskystes, que l'on a pu réussir à développer parmi les travailleurs et les antifascistes, en général, un sentiment croissant de haine et une exigence de châtement envers cette bande d'espions, de saboteurs et de criminels. »<sup>47</sup>.

« Il me reste à dire que nous avons le devoir imprescriptible de faire du trotskysme un procès public, de masses, car celles-ci se chargeront de lui régler son compte sans perte de temps »<sup>48</sup>.

La dernière brochure, *Guerre à la provocation!*<sup>49</sup> appartient à

45. Anton, Francisco : *Le trotskysme ennemi acharné du Front Populaire*. Ed. du P.C.E., Madrid-Barcelone, 1938, 39 pages.

46. *Ibidem*, p. 25-27.

47. *Ibidem*, p. 28.

48. *Ibidem*, p. 37-38.

49. Girón, Domingo : *Guerre à la provocation!* Ed. du P.C.E., Commission Provinciale de Agit-Prop, Albacete, s.f., 16 pages.

Domingo Girón. Comme tous les écrits de ce genre, les références aux procès de Moscou sont de rigueur en tant que preuves du caractère contre-révolutionnaire du trotskysme. En arrivant à l'Espagne, elle apporte les données suivantes : déjà, en 1934, en pleine répression du gouvernement Lerroux-Gil Robles, le trotskysme se montra opposé à l'unité d'action de la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale en appui du peuple espagnol, décidant en échange de la création d'une IV<sup>e</sup> Internationale divisionniste ; devant les tentatives d'unité syndicale U.G.T.-C.N.T. le P.O.U.M. créa la Fédération Syndicale d'Unification Ouvrière, aussi à caractère divisionniste ; lorsqu'en octobre 1934, on fixa les bases de l'unité des organisations de jeunesse, le P.O.U.M. créa la Jeunesse Communiste Ibérique ; puis vint la lutte du trotskysme contre le mot d'ordre de Front populaire du VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. La défense que fait Girón du Front populaire est intéressante. Il dit :

« Camarades, le mot d'ordre de révolution prolétarienne du trotskysme comporte ni plus ni moins que la désagrégation du Front populaire ; il signifie que les larges masses démocratiques du Front populaire ne se considèrent pas comme représentées dans leurs intérêts ; le mot d'ordre de révolution prolétarienne du trotskysme en Espagne coïncide avec les manifestations fascistes internationales qui veulent qu'en Espagne on ne lutte pas pour la République Démocratique mais au contraire que l'on est en train de faire la révolution communiste (...) Cette coïncidence a un objectif international : que les démocraties internationales voient qu'en Espagne on ne défend pas la République mais qu'on lutte pour quelque chose qui va plus loin et qu'elles retirent leur aide à l'Espagne (...) Lorsque le peuple soviétique jugea dans un procès magnifique les éléments terroristes qui attentaient contre le pays soviétique, le fascisme international se leva pour défendre ces traîtres et le P.O.U.M. aussi en Espagne poussa des hauts cris pour dire que, en Russie, en U.R.S.S., il n'y avait aucune forme de démocratie et que l'on y jugeait comme des criminels les hommes qui luttaient pour les principes révolutionnaires. Vous voyez bien comment le fascisme international et le P.O.U.M. prenaient la défense du trotskysme, ces agents armés au sein de la classe ouvrière »<sup>50</sup>.

Pour conclure, il nous semble intéressant de comparer la campagne anti-trotskyste du P.C.E. de ces années à la querelle de ces deux seigneurs italiens — telles qu'elle nous a été rappelée par un homme politique de notre siècle, à propos des batailles politiques espagnoles — qui se sont battus pour élucider lequel des deux poètes, l'Arioste ou le Tasse, était le meilleur : blessés tous les deux au combat, ils avouèrent sur le point de mourir, qu'ils ne les avaient jamais lus, ni l'un ni l'autre. Trotsky disait en avril 1939, peu avant son assassinat par le G.P.U. :

« Nous sommes comme ces hommes qui essayent d'escalader une montagne et sur laquelle s'effondrent sans arrêt des avalanches de pierres et de neige ».

50. *Ibidem*, p. 10-11 et 14-15.

Francisco Manuel Aranda

## Les amis de Durruti

On connaît généralement l'existence du groupe *Los Amigos de Durruti* à travers leur intervention dans les journées de mai 1937 à Barcelone. Ils furent en effet les seuls, avec le groupe bolchevik-léniniste de *La Voz Leninista*, à soutenir inconditionnellement les ouvriers insurgés, à combattre ensuite le cessez-le-feu et appeler à la poursuite du mouvement. Né peu avant l'insurrection cependant, le groupe fut aussitôt frappé par la double répression du gouvernement et de l'appareil de la C.N.T.-F.A.I. et disparut sans laisser d'autre trace que son hebdomadaire, *El Amigo del Pueblo*, dont une collection a été conservée à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Ce n'est qu'en 1978 que deux jeunes historiens lui ont consacré un intéressant petit dossier<sup>1</sup>.

La première information concernant la formation du groupe paraît dans le journal de la colonne Durruti<sup>2</sup>, *Frente*, du 8 mars sous la forme d'un appel à adhérer afin de rassembler ceux qui veulent que la « révolution espagnole se compénètre de la sève révolutionnaire de Durruti » — le militant anarchiste tombé devant Madrid en novembre 1936. Dans une interview publiée dans le quotidien du soir de Barcelone, *La Noche*, le 24 mars, l'un des fondateurs du groupe, Pablo Ruíz, parle notamment du noyau initial constitué dans le secteur du front de Gelsa autour de miliciens anarchistes qui refusaient d'accepter la « militarisation des milices » et furent autorisés à quitter la colonne.

1. Frank Mintz & Miguel Peciña, *Los Amigos de Durruti, los trotsquistas y los sucesos de Mayo*, Ed. Campo Abierto, Madrid, 1978. Rappelons que les « journées de mai » commencent le 3, avec l'attaque de la police contre l'immeuble de la Telefonica contrôlé par les miliciens de la C.N.T. et se terminent le 7 avec un cessez-le-feu conclu entre toutes les organisations.

2. Buenaventura Durruti, prestigieux militant faïste et porte-drapeau de la C.N.T. avait été l'un des organisateurs de la résistance au soulèvement militaire à Barcelone le 19 juillet. Puis il avait reconquis l'Aragon à la tête d'une colonne de miliciens à qui l'on donna son nom. Il avait été tué en novembre devant Madrid.



C'est à la même époque que commence à s'exprimer dans *La Noche* la position du groupe, sous la signature de certains de ses membres. Dans un premier temps se succèdent des articles de Jaime Balius, un ancien étudiant en médecine, paralytique, catalaniste récemment converti à l'anarcho-syndicalisme. Le 2 mars, sous le titre : « Attention, travailleurs. Plus un pas en arrière ! », il parle de « concessions excessives » de la part de la C.N.T.-F.A.I., d'« attaques contre les conquêtes révolutionnaires », établit un parallèle entre les soviets russes de 1917 et les comités et patrouilles de contrôle aujourd'hui menacés. Le 12 mars, commentant des déclarations au *Temps* de Largo Caballero, il parle de « contre révolution en marche ». Le 23, il appelle la C.N.T. et la F.A.I. à mesurer la responsabilité qui est la leur en Catalogne au moment où la révolution est menacée par la petite bourgeoisie et « les partis ». Le 14 avril, dans le même journal, Francisco Pellicer trace un véritable programme immédiat d'action de salut public.

Le premier meeting de *Los Amigos de Durruti* se tient à Barcelone le 19 avril, sous la présidence de Romero, avec comme orateurs Francisco Pellicer, Pablo Ruíz, Jaime Balius, Francisco Carreño. Pellicer développe la question du ravitaillement et Balius affirme : « La guerre et la révolution sont intimement unies et il faut les gagner ensemble »<sup>3</sup>. Le 1<sup>er</sup> mai — quarante huit heures avant la provocation du stalinien Rodríguez Salas qui va provoquer la colère des ouvriers et le début des « journées » — le groupe tient son second meeting au théâtre Goya de Barcelone, sous la présidence de De Pablo. On projette un film sur le 19 juillet 1936, sujet que développe ensuite Jaime Balius. Liberto Callejas et Francisco Carreño évoquent la personnalité et l'action militante de Durruti. Surtout les orateurs dénoncent les « préparatifs contre-révolutionnaires » des partis « petits bourgeois » comme le P.S.U.C. et le caractère menaçant de la manifestation de force à laquelle il s'est livré à l'occasion de l'enterrement de son dirigeant Roldán Cortada.

## Pendant les journées de Mai

C'est le lendemain de ce meeting que tout commence avec la tentative du « conseiller » psuquiste Rodríguez Salas d'enlever aux miliciens cénétistes le contrôle de l'immeuble de la Telefonica. Les travailleurs alertés ripostent aussitôt. La grève se généralise. Le lendemain, Barcelone est couverte de barricades tenues par des ouvriers en armes. « Magnifique mouvement ouvrier révolutionnaire spontané qui manquait d'une orientation concrète et précise », vont écrire les dirigeants du groupe. Leur premier tract, signé « C.N.T.-F.A.I., groupe *Los Amigos de Durruti* » appelle les travailleurs à « exiger » avec eux une Junte révolutionnaire, l'exé-

3. *La Vanguardia*, 20 avril 1937.

cution des coupables de l'agression, la dissolution des unités qui y ont pris part et des partis qui ont agressé la classe ouvrière, la socialisation de l'économie. Il conclut en ces termes :

« Nous ne céderons pas la rue. La révolution avant tout. Nous saluons les camarades du P.O.U.M. qui ont fraternisé avec nous dans la rue.

VIVE LA REVOLUTION SOCIALE!  
A BAS LA CONTRE-REVOLUTION! »<sup>4</sup>

Le 5 mai, un communiqué des comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I.<sup>5</sup>, radiodiffusé le jour même, puis reproduit dans la presse, désavoue le tract dont il qualifie le contenu d'« intolérable », laisse entendre que *Los Amigos de Durruti* peuvent « faire le jeu de manœuvres douteuses ou peut-être de manœuvres de provocateurs authentiques ». Il affirme que les organisations représentatives étant entrées dans le gouvernement, il faut obéir à ce dernier.

*Los Amigos de Durruti* ripostent par un « manifeste » qui semble avoir été distribué sur les barricades le 8 ou le 9 mai. Il qualifie l'agression de la Telefonica de « provocation de la contre-révolution », de début de « l'attaque des forces contre-révolutionnaires contre la classe ouvrière », « du P.S.U.C., de l'Estat Catala, de la Esquerra Republicana et des corps armés payés par la Généralité, ... comptant sur l'appui officieux, sinon officiel, de la Généralité de Catalogne et du gouvernement de Valence ». Pourtant le groupe dissident ne réduit pas l'initiative ouvrière du 3 mai, non plus que celle du 19 juillet, à une simple riposte dépourvue de tout contenu propre. Il affirme : « Nous vivons un moment de dépassement de l'étape petite-bourgeoise. Le combat livré par le prolétariat catalan se polarise dans un désir d'aller de l'avant qui doit consister dans l'établissement d'une prédominance ouvrière à 100 % ».

Pour eux, ce sont les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I., qui viennent de s'employer de toutes leurs forces à obtenir une trêve, c'est-à-dire à obliger les travailleurs de Barcelone à abandonner sans combat leurs positions de force, qui viennent ainsi de commettre une énorme trahison, « par incapacité et couardise ». Pourtant rien n'est perdu et la trêve ne signifie pas la défaite, même si on a manqué d'intelligence et de direction. Les ouvriers doivent garder leurs armes.

Avec la trêve, *Los Amigos de Durruti* comprennent qu'ils doivent en revenir à une forme d'action moins directe : c'est le sens de la fondation de leur journal *El Amigo del Pueblo* (L'Ami du Peuple), un hebdomadaire qui s'efforce d'atteindre la masse des ouvriers cénétistes.

4. *La Noche*, 3 mai 1937.

5. Le « manifeste » de *Los Amigos de Durruti* va relever le fait que ce communiqué n'est signé ni du secrétaire de la fédération locale des groupes, ni du comité ou de la fédération locale des jeunesses libertaires.

## Les lendemains de mai

C'est désormais à travers ce journal qu'il faut suivre l'évolution du groupe. Dans sa présentation, dans son premier numéro, il parle de l'« amour » et de la « tendresse » qu'il éprouve pour la C.N.T. et la F.A.I., mais aussi de la « mission » qui est la sienne de combattre leurs « interprétations préjudiciables et néfastes ».

La source des difficultés est que les travailleurs espagnols n'ont « pas encore dépassé l'étape Kerensky »<sup>6</sup>. Les occasions n'ont pourtant pas manqué d'établir « une situation ouvrière 100% ». Dans les journées de juillet, on a reculé par peur des conséquences sur le terrain international et, faute de vision et de sens révolutionnaire, on a remis les rênes du pouvoir à la contre-révolution. L'occasion était précieuse. Qui pouvait s'opposer à ce que C.N.T. et F.A.I. s'imposent sur le terrain catalan ? Il rappelle que, quelques semaines après, la C.N.T. a été sollicitée d'entrer dans le gouvernement et qu'un plénum des régionales s'est prononcé pour une « Junte nationale » et des « juntas régionales de défense », décision qui n'a pas été respectée et a été remplacée par une collaboration sans garanties au gouvernement de la Généralité comme au gouvernement central.

L'attitude du journal manifeste clairement que le groupe est sur la défensive. Son premier numéro se plaint littéralement des attaques lancées contre lui par « notre cher quotidien *Solidaridad Obrera* », mais aussi par *La Noche*. Il écrit : « On veut nous discréditer aux yeux du prolétariat. On veut nous supprimer. C'est pourquoi on nous traite d'agents provocateurs et de contre-révolutionnaires ». Dans le même numéro, Jaime Balius parle de l'attitude « déconcertante » de *Solidaridad Obrera* sur ce point. Il rappelle que la majorité du groupe est formée d'anciens combattants du front, dénonce le « réformisme » qui a envahi l'organisation confédérale et écrit : « La révolution espagnole exige que le réformisme soit exclu des organisations ouvrières ». Un accord est conclu avec les comités de la C.N.T. et de la F.A.I. et, dans le numéro 3, le groupe « rectifie » sa déclaration concernant la « trahison » des dirigeants, qui doit être comprise comme une conséquence de leur incapacité, en aucun cas comme résultat d'un choix délibéré de leur part. Le 22 juin encore, dans le numéro 4, c'est encore Balius qui demande aux comités régionaux C.N.T. et F.A.I. de rectifier ce qu'ils ont dit concernant les « provocateurs » et rappelle l'ac-

6. Nous avons noté précédemment une référence aux soviets en tant que forme ouvrière de pouvoir. Nous trouvons ici une allusion tout à fait « bolchevique » à la révolution russe dans laquelle, rappelons-le, les bolcheviks, à travers l'insurrection d'Octobre, ont mis fin à « l'étape Kerensky », c'est-à-dire la dualité de pouvoir entre les soviets et le gouvernement. C'est sans doute sur de telles remarques que s'appuyaient les accusations de « marxisme » lancées dans les milieux anarchistes contre le groupe. C'est probablement surtout l'une des indications les plus solides de l'influence de militants trotskystes, en l'occurrence Moulin. De telles phrases valent tous les « protocoles secrets » !

cord intervenu. Il se défend, non sans adresse, contre l'accusation d'être « un marxiste », proteste contre le fait qu'on lui reproche d'être d'origine bourgeoise, d'avoir appartenu à un parti petit bourgeois, etc. Mais dans le même numéro paraît aussi la nouvelle de l'arrestation de Balius à la suite de ses articles. *Los Amigos de Durruti* n'ont plus longtemps à vivre.

En fait, la répression déclenchée avec le gouvernement du Dr Negrín et la division du travail entre la police officielle et les « tchékas » stalinien-nes inféodées directement au G.P.U. ne laissent guère de chances de survie à un groupe de ce type, après la destruction du P.O.U.M. et les assassinats retentissants de plusieurs militants libertaires hostiles à la collaboration de classe des dirigeants confédéraux, comme Camillo Berneri ou Alfredo Martínez. *Los Amigos de Durruti* disparaissent si bien qu'à notre connaissance aucun des siens — plusieurs ont survécu — n'a éprouvé le besoin de faire le point sur l'action passée de ce groupe, condition sans doute d'une réconciliation avec la famille confédérale.

Assez paradoxalement, Frantz Mink et Miguel Peciña ont tiré argument de ce silence des anarchistes dissidents pour affirmer que c'est « sans aucun fondement » que Pierre Broué, dans *La Révolution espagnole* de Trotsky, mentionne la collaboration secrète entre les trotskystes du G.B.L. et le groupe de *Los Amigos de Durruti*<sup>7</sup>. Tous les témoignages des militants trotskystes — donnés sur le coup, dans lettres et rapports, ou après coup, comme souvenir — coïncident pourtant sur ce point, l'étroite association des deux groupes, à la fin d'avril et au début de mai, à travers l'action de l'intéressante personnalité qu'était le jeune allemand Hans, David Freund connu en Espagne sous le nom de Moulin<sup>8</sup>. Déjà lié en Suisse aux milieux libertaires, convaincu qu'il n'existait qu'un moyen de construire en Espagne la direction révolutionnaire : à travers la conquête de responsables anarchistes, pour aller à la masse cénétiste, Moulin s'attacha systématiquement pendant cette période aux éléments dirigeants de *Los Amigos de Durruti*, les poussant et les encourageant dans leurs initiatives, notamment pendant les journées. On sait que Moulin, cible du G.P.U., fut arrêté, puis assassiné : il nous paraît difficile de ne pas tenir compte de ce fait pour expliquer la discrétion, sur le sujet de leurs relations trotskystes, des rédacteurs d'*El Amigo del Pueblo* à qui il n'est pas interdit de faire l'honneur de supposer qu'ils avaient de toute façon compris à quelle époque ils vivaient et qui était prêt à les abattre.

7. Mintz & Peciña, *op. cit.*, p. 43. Les *Cahiers Léon Trotsky* ont recensé un travail de M. Peciña qui ne se montrait pas aussi pointilleux sur les sources et il faut se féliciter de ce souci nouveau chez lui. Rappelons en passant qu'il reproduit encore une erreur, depuis longtemps corrigée, de Pierre Broué, en faisant de « Moulin » un polonais nommé Winter, et indiquons-lui que « le militant nommé Rémy » s'appelait Georges Chéron.

8. Il serait trop long d'énumérer ici l'ensemble des documents d'archives qui établissent indiscutablement cette collaboration. Le témoignage le plus complet se trouve dans le livre de Clara et Paul Thalman (*Revolution für Freiheit*, pp. 189 sq.).

## Un épisode significatif

Les auteurs du dossier sur le groupe, sans pour autant le proclamer, ne dissimulent pas que leurs sympathies vont plutôt à la C.N.T. de façon générale, mais que grandes sont les réticences que leur inspire sa politique de collaboration de classes pendant la guerre civile. Ils indiquent même dans leur introduction que le groupe *Los Amigos de Durruti* était, selon eux, celui qui « représentait le mieux les aspirations de la base pendant les faits de mai »<sup>9</sup>, ce qui est très probablement exact.

Mais cette simple constatation soulève un problème bien plus important. Le soulèvement ouvrier de mai était indiscutablement le prolongement de celui qui, le 19 juillet en Catalogne, avait écrasé le soulèvement militaire, à savoir une révolution d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent. La politique des dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I., les dirigeants traditionnels de la classe ouvrière en Catalogne, s'opposait de front à ce mouvement. Il était normal que, de ce choc et au moment où mûrissait l'affrontement qui allait exploser en mai, soit né ce groupe dissident qui allait « représenter » pendant quelques jours « les aspirations de la base ». Il était également normal que ce groupe se soit tout naturellement situé dans la mouvance et la tradition d'idées de l'anarcho-syndicalisme dont il était en train de chercher à se dégager. Mais ce qui pose problème, c'est précisément la disparition pure et simple, et en fait très rapide, de ce groupe qui s'était pourtant identifié à l'un des mouvements de classe les plus vigoureux de l'histoire ouvrière contemporaine.

N'est-ce pas précisément parce qu'il se situait dans la mouvance anarcho-syndicaliste ? En d'autres termes, il nous paraît infiniment probable que la « faillite définitive de l'anarchisme », relevée par Trotsky comme l'un des points capitaux du bilan de la guerre d'Espagne, ait été révélée, moins — comme il semble qu'on le croie souvent — par la politique de collaboration de classes de ses chefs (les « marxistes » de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale l'avaient pratiquée bien avant eux sans qu'on puisse parler de « faillite du marxisme »), mais le fait qu'il ne soit rien sorti, ni en quelques mois, ni au cours des décennies suivantes, de cette gigantesque protestation du mouvement de masses qui s'était, faute d'un autre cadre disponible et sans doute aussi de temps, moulée dans le courant, le vocabulaire et les formes de pensée, bref, la tradition anarchiste.

Seule une renaissance de la C.N.T. comme organisation de masse pourrait contredire cette appréciation historique.

9. Mintz & Peciña, *op. cit.*, p. 9.

Miguel Blanco Rodríguez

## Le livre que Trotsky n'a pas écrit sur l'Espagne

L'ouverture des archives d'exil de Trotsky, comportant une grande partie de sa correspondance, a provoqué, comme on sait, quelques polémiques et discussions. On s'est demandé en particulier si Trotsky, à travers ses livres et articles n'avait pas écrit et publié l'essentiel de ce qu'il pensait.

L'examen de la correspondance donne à cette question une réponse négative. Tributaire, d'une part, de la faible dimension des journaux des sections de son organisation, et de l'autre, des contrats que pouvaient lui offrir journaux ou éditeurs bourgeois, Trotsky n'a pas développé toutes les questions qui l'intéressaient et a parfois écrit des livres qui n'étaient pas ceux qu'il avait envie d'écrire.

Les extraits ci-dessous des documents 10758, 10759, 10761 et 10762, publiés avec la permission du Collège de Harvard, de ses lettres à Charles Mumford Walker, l'écrivain américain qui fut quelque temps son agent littéraire, en donnent la preuve irréfutable : Trotsky a rêvé d'un livre sur l'Espagne et l'a même préparé. Mais il n'en a sorti finalement qu'une brochure cinq à six fois plus petite, *Leçons d'Espagne, dernier avertissement*, car les éditeurs n'en ont pas voulu.

### Extraits de lettres à Ch.M. Walker

17 septembre 1937

(...) J'ai réuni et étudié pendant longtemps des matériaux et documents concernant la révolution espagnole. Je pourrais maintenant écrire facilement un petit livre, mieux une brochure sur l'Espagne. Outre l'analyse générale du caractère de la révolution, il comprendrait une polémique contre les différents correspondants de presse, surtout américains, interprètes et falsificateurs de la révolution espagnole, comme Louis Fischer, *The Nation* et *The New Republic*. Le travail sur un tel livre de 100 à 150

pages n'exigerait pas plus de six semaines de travail pour moi. Je pourrais envoyer des parties du manuscrit de façon que la traduction soit prête presque en même temps que le manuscrit russe.

Il me semble qu'une telle brochure est indispensable maintenant pour de vastes cercles de l'opinion publique (...) Le handicap est seulement que cette brochure serait écrite dans un esprit ouvertement révolutionnaire, c'est-à-dire dans l'esprit de la IV<sup>e</sup> Internationale. Doubleday Doran ne prendrait-il pas peur devant un tel livre de « propagande » ? Si oui, il me serait très difficile de donner la brochure à un autre éditeur parce que ce serait abuser de la patience avec laquelle ils ont si longtemps attendu le livre sur Lénine.

En même temps, je dois avouer que je suis très anxieux d'écrire cette brochure sur l'Espagne. Les faits et les documents ont une énorme importance. La nouvelle génération de marxistes ne peut trouver meilleure école d'éducation politique que les événements d'Espagne (...)

#### 28 septembre 1937

(...) Je suis en train d'étudier les matériaux espagnols. Ils sont du plus grand intérêt. Ce qui est terrible, c'est que les gens refusent absolument d'apprendre quelque chose de l'histoire. Un enfant va brûler ses doigts et pas une fois, mais dix. Je serais très heureux d'écrire un petit livre sur la révolution espagnole. (...)

#### 30 septembre 1937

(...) Tout le mois de septembre, je l'ai consacré à l'étude de matériaux sur la révolution espagnole. J'ai sur mon bureau des centaines de journaux, bulletins, lettres, brochures, analysés et annotés. Je poursuis ce travail parce que tout autre est impossible. Quand la dactylo russe arrivera enfin (j'espère pendant le mois d'octobre), ce serait une grande pitié que d'abandonner tout ce travail préparatoire. Il me semble que, sur la base de ce matériel, je pourrais dicter sur six semaines ou un mois un livre parfaitement informé, qui comporterait non seulement une analyse générale de la révolution espagnole dans son développement mais aussi un réquisitoire sans merci contre la direction stalinienne de la révolution, ainsi que contre l'attitude des soi-disant « démocraties » européennes. Si Doubleday était porté à ne choisir qu'une seule réponse à l'alternative, le livre sur l'Espagne ou l'autobiographie, je préférerais reporter d'une année encore l'autobiographie et publier tout de suite le livre sur l'Espagne (...). C'est d'eux que dépend le sort du livre espagnol (...).

#### 6 octobre 1937

Si le livre sur l'Espagne est accepté par Doubleday Doran, j'essaierai de l'écrire de façon aussi populaire que possible. Louis Fischer était vendu à 50000 exemplaires avant même sa parution. J'espère ne pas accomplir mon « travail » plus mal que Louis Fischer. En tout cas, le premier chapitre aurait un caractère général et « positif ». Critique et polémique seraient réservées particulièrement pour les derniers chapitres afin de ne pas effrayer « l'homme de la rue », mais de le faire entrer peu à peu dans les questions tactiques (...)

Juan Ramón Breá

## A Madrid avec le P.O.U.M.<sup>1</sup>

Il faisait sombre quand je suis sorti de la gare et il semblait que la ville avait été engloutie dans un golfe noir. Je fus un instant surpris, me souvenant des brillantes lumières de Barcelone. Puis je me rappelai à quel point le front était proche. J'étais dans une ville en guerre et cela se voyait dans le noir. Comme à Barcelone, il n'y avait pas de taxis et je me demandais comment j'allais trouver le local du P.O.U.M..

J'avais entendu dire que le parti ici était petit et j'avais dans la tête l'idée qu'il ressemblait à quelque chose comme les partis communistes officiels dans la plupart des pays d'Amérique latine — trois camarades et une ronéo. Bien sûr je connaissais le nom de la rue où se trouvait le P.O.U.M., mais je me demandais si quelqu'un connaîtrait le local et serait capable de nous y adresser.

J'interrogeai quelqu'un :

« Où se trouve la rue Pizarro, s'il vous plaît ? C'est-à-dire que nous voulons trouver le local du parti ouvrier espagnol, savez-vous dans quelle partie de la rue il se trouve ? »

« Oui, bien sûr », dit-il volontiers, « seulement c'est plutôt loin. La fourgonnette qui stationne là appartient au parti ouvrier espagnol et si vous le leur demandez, il vous y conduiront sans doute ».

Ainsi, nous avions une camionnette à Madrid. Je me gonflai de fierté.

J'allai vers le conducteur :

« Allez-vous au parti, par hasard ? Je veux y aller, mais je ne connais pas Madrid... »

« Je n'y vais pas, mais montez quand même nous allons bien rencontrer une camionnette du parti ou une auto qui vous prendra ».

---

1. Juan Ramón Breá était membre du Partido Bolchevique-Leninista de Cuba et était arrivé en Espagne avec sa compagne Mary Low. Ce texte, non daté, mais qui se situe à l'automne 1936, est tiré de leur ouvrage commun, *Red Spanish Notebook*.

Ainsi, après tout, le parti à Madrid n'était pas petit. Mon expérience des groupes révolutionnaires combattants dans d'autres pays m'avait conduit à une fausse évaluation de ce que « petit » signifie en Espagne.

Le local était au second étage d'un bâtiment d'affaires. Il y avait une garde à l'extérieur, en fonction sur le pavé, et en face des gardes, sur la rue, une file de voitures alignées, leurs surfaces lisses couvertes d'inscriptions comme « Vive Trotsky », « Vive la révolution permanente », en lettres rouges. Mes yeux m'en sortaient de la tête et j'avais le cœur battant de ce délice inattendu. Le parti à Madrid semblait bien avoir en qualité ce qui lui manquait en quantité.

Une brève conversation avec plusieurs camarades me permit de réaliser en tout cas que ses effectifs n'étaient pas négligeables. Ils parlaient de plusieurs autres locaux dans la ville, de leur colonne *Lénine* qui allait partir pour le front, de leur hebdomadaire *P.O.U.M.*, de leur station de radio et des neuf cents paysans qui arriveraient le lendemain dans notre caserne. Ils parlaient de tout cela avec tant de sérieux que je commençai à penser que ce devait être vrai.

Le lendemain, Julio Cid<sup>2</sup> m'emmena à la caserne. Il était fort et sa voix rauque, comme tous les hommes qui revenaient du front, et plein d'enthousiasme, de revolvers, d'appareils photos et de carnets. Il semblait être bon à tout faire, mais cette fois il avait commis une erreur que le Comité du Ravitaillement n'allait sans doute pas lui pardonner de si tôt, puisque, ayant été envoyé recruter cinq cents camarades, il en avait ramené presque le double. Pourtant le comité de Ravitaillement n'avait pas oublié après tout le miracle de la multiplication des pains et des poissons. Quand nous arrivâmes à la caserne, les 900 paysans déjeunaient joyeusement.

La caserne était un vieux couvent. Il avait deux histoires et les murs étaient décorés de textes peints et de dessins auxquels les miliciens ajoutaient leurs commentaires. Le bâtiment entourait une vaste cour. Les nouveaux camarades paysans commençaient à s'y mettre en rangs faisant leurs premiers exercices militaires, pendant que les autres en étaient encore à donner leurs noms.

Un homme monta sur une chaise et lança un appel : « Que tous ceux qui peuvent jouer d'un instrument ou connaissant quelque chose en musique viennent avec moi ! »

Un certain nombre d'entre eux se détachèrent et l'entourèrent, le regardant avidement au-dessus de leurs têtes gesticuler sur sa chaise et scrutant l'horizon des têtes pour d'autres recrues. Je le suivis quand il sauta à

2. Julio Cid Gaitan était un ouvrier d'Andalousie, membre des J.S. qui avait rejoint la Izquierda comunista en 1933 et avec elle le P.O.U.M. en 1935, et était devenu membre de son comité local à Séville. Après le *pronunciamiento*, il avait réussi à gagner Madrid à travers les lignes. Il devait rejoindre le G.B.L. en novembre 1936 alors qu'il était commissaire de bataillon. Il fut tué à Barcelone au cours des journées de mai 1937.

terre et se dirigea vers une pièce pleine d'objets divers comme une boutique de village. Tout ce qui avait été récemment réquisitionné était empilé par terre et sur des planches le long des murs. Il y avait des boîtes de conserve et un chapeau et des livres et les soutanes d'un prêtre et des mantilles et des tas d'instruments de musique qui avaient été confisqués en bloc dans un magasin. C'était eux qui allaient servir à équiper l'orchestre. (...)

Nous étions logés dans un des locaux du parti, l'ancienne maison d'un comte, Plaza de Santo-Domingo. La maison n'avait pas beaucoup changé. A l'extérieur une grande affiche annonçait : « Ce local a été réquisitionné par le P.O.U.M. » (...) Un milicien en bleu, baïonnette au canon avait pris la place du valet de pied en livrée. A part ça, rien n'avait changé. Il y avait ça et là des notes « comité de rédaction », « Vaincre ou mourir », « Jusqu'au bout », mais rien n'avait été emporté.

La bibliothèque contenait une collection de milliers de livres. Quand j'arrivai, deux camarades s'étaient vus confier la tâche de les cataloguer (...)

« Venez », disait Clara<sup>3</sup>, en qui l'uniforme de la milice n'avait pas tué la curiosité féminine, « regardons dans les tiroirs, je veux voir ce qu'ils avaient ».

Elle commençait à être très occupée, sa chevelure blonde entrant et sortant des armoires. C'était une grande femme suisse, qui avait été longtemps dans l'un des secteurs du front d'Aragon. Nous l'avions vue quand elle était revenue à Barcelone pour une permission de quelques jours, un visage grand et fin dans la combinaison bleue des milices et un foulard et généralement un vieux chapeau à l'arrière de la tête. « C'était un secteur tranquille, m'expliqua-t-elle. La plupart du temps, tout se serait bien passé, s'il n'y avait pas eu la poussière. Monter la garde dehors, c'était épouvantable, et nous prenions tous notre tour. On n'osait pas détourner la tête ou même se couvrir un seul instant parce que l'on attendait toujours une attaque surprise et les yeux étaient pleins de sable et injectés de sang et c'était l'enfer... »

— « Comment dormiez-vous ? »

— « Nous dormions dans la paille et c'était très confortable. Très propre et pas trop piquant. Dans une sorte d'écurie. »

— « Et les hommes ? » Elle avait été la seule femme à cet endroit et ne voyait son mari<sup>4</sup> que de temps en temps parce qu'il allait et venait sur le front pour son travail de journaliste.

3. Clara Eisner (née en 1907), compagne de Paul Thalmann, était venue dans le pays pour disputer les épreuves de natation des « spartakiades » de Barcelone. Elle y était restée pour combattre.

4. Paul Thalmann (1901-1980) avait été l'un des dirigeants des J.C. en Suisse, puis membre de l'opposition de droite et rédacteur au quotidien de Schaffhouse *Arbeiterzeitung*. Il avait quitté les brandlériens pour les trotskystes en 1933 et avait travaillé quelque temps, avec Freund, à la radio du P.O.U.M. de Madrid pour des émissions en langue allemande.

— « Les hommes sont très bien. Ils essaient un peu au début, juste pour voir à qui ils ont affaire, puis ils écrasent si vous êtes ce qu'il faut. De toute façon, la moitié sont des enfants. Nous nous entendons bien ». (...)

Avec elle, nous avons fouillé les armoires de la maison du comte. Nous avons trouvé des rosaires, des emblèmes carlistes, des médailles de Sainte Barbara, la patronne des artilleurs avec l'image de la sainte croix et celle du canon gravées sur l'un et l'autre côté, un symbole véridique de la morale catholique. Nous avons trouvé toutes sortes de choses. Des lettres d'amour abandonnées dans la fuite précipitée, un délicat pyjama où flottait encore le doux parfum de la dame et la trace de son corps. Il y avait des écharpes avec lesquelles Clara se déguisait et des mouchoirs aussi grands que de petites nappes (...) Il y avait une infinie variété d'autres objets que nous trouvâmes, mais, pour certains d'entre eux, malgré les efforts en commun de toute notre imagination, nous n'avons pu savoir quelle était leur utilisation.

Mary Low

## Andrés Nin orateur <sup>1</sup>

Quand les applaudissements à la suite du discours d'Arquer<sup>2</sup> se furent apaisés, Nin se dressa. C'est un homme pesant, court et épais. Il portait une tunique bleue des milices et, avec sa chevelure bouclée, cela le faisait paraître jeune et passionné au moment où il appuyait un poing sur la table, l'autre main levée.

D'abord les clameurs coulaient et ruisselaient sur sa voix, la noyant, mais, à la fin, on fit silence pour lui et ses mots sortirent profonds et forts. Nin parlait comme un homme achevé. Je ne l'ai jamais entendu faire des phrases embrouillées. Il passe d'une chose à l'autre, point par point, et martelle chacune d'elle sur vous et l'effet provient de sa sûreté et de sa simplicité. Il portait plus sur moi que Gorkin<sup>3</sup> qui avait parlé à Paris et à qui il fut défendu de parler à Londres dans un meeting organisé par l'I.L.P..

Le public réagit fortement à Nin. Il a tout son passé en Russie pour soutenir ses mots et leur donner un corps. Pourtant, un mince contre-courant se manifesta quand il commença à parler. Quelques miliciens grognèrent et s'en allèrent. D'autres personnes commencèrent à murmurer. Nin est l'élément révolutionnaire, même s'il a beaucoup reculé ces derniers mois, et par conséquent ceux qui tiédissent dans une direction libérale s'en vont. La grande majorité, qui était restée, lui répondait comme un seul homme. Moi aussi, j'étais émue, de sentir autour de moi ces respirations profondes, excitées et d'écouter les cris de joie qui explosaient pendant les pauses et de voir l'homme qui se tenait là, parlant avec

1. *Red Spanish Notebook*.

2. Jordi Arquer Salto (1907-1981) était un dirigeant du P.O.U.M.

3. Julian García Gómez dit Gorkin (né en 1898) était un ancien dirigeant du P.C. resté peu de temps à l'opposition de gauche, passé au Bloc ouvrier et paysan en 1931. Il était secrétaire international du P.O.U.M.

son visage passionnément tourné vers nous, tandis que la lumière tombait torrentiellement sur lui; son regard était si profond qu'il clignait à peine des yeux.

C'était fini. Pendant que nous étions encore en train de crier et que les hommes de la tribune étaient encore assis, alignés, et passaient leurs mains sur leurs fronts mouillés de sueur, un orchestre se leva gravement et *l'Internationale* éclata. Nous nous levâmes, le poing dressé et nous chantâmes, chantâmes, avec les petites voix claires des enfants qui piaillaient dans le grondement des hommes et se mêlaient à l'étrange son rauque émis par les femmes qui criaient comme des paons. Il passa sur cette salle un sentiment d'intense émotion.

## Courrier des lecteurs

### De Mika Etchebehere

Cher Camarade,

Je te prie de faire rectifier une affirmation concernant Hippolyte Etchebehere parue dans le n° 5 des *Cahiers Léon Trotsky*, 1<sup>er</sup> trimestre 1980, page 84 (l'article de Hans Schafranek sur Landau. N.D.L.R.).

Etchebehere est arrivé à Madrid au mois de mai 1936, moi le 12 juillet 1936. A la recherche d'une place pour combattre contre le soulèvement fasciste nous nous sommes adressés au P.O.U.M. de Madrid, l'organisation révolutionnaire la plus proche de la nôtre, mais à laquelle nous n'avons jamais adhéré.

Hippolyte Etchebehere a commandé la Colonne Motorisée du P.O.U.M. du 20 juillet 1936 jusqu'à sa mort en combat le 16 août 1936, mais n'a jamais été permanent de cette organisation ni d'aucune autre.

Je te prie donc de bien vouloir faire rectifier dans les *Cahiers Léon Trotsky* l'affirmation erronée parue dans le n° 5, page 84. J'y tiens très fortement, car mon compagnon et moi avons toujours vécu pour la Révolution et n'avons jamais touché un seul centime de la Révolution.

Salutations fraternelles.

*L'affirmation visée par Mika est le membre de phrase qui présente Etchebehere comme « le permanent argentin du P.O.U.M. » — dans le texte original « Mika (der Frau des argentinischen P.O.U.M.-Funktionärs H. Etchebehere... ». Nous donnons acte à Mika de sa rectification. La responsabilité de l'erreur nous semble partagée entre l'auteur et le traducteur (donc la rédaction des Cahiers au début de 1980): Schafranek emploie le terme « P.O.U.M.-Funktionär » qui implique effectivement l'adhésion d'Etchebehere au P.O.U.M.. Il a donc commis une erreur sur ce point. Mais, en*



écrivait « P.O.U.M.-Funktionär », il n'a pas voulu signifier « permanent du P.O.U.M. », car « Funktionär » signifie « responsable » mais pas forcément « permanent », et ce point est sans doute le plus important aux yeux de Mika.

## De Pierre Frank

Rectification.

Dans le n° 9 des *Cahiers*, page 4, on lit :

« elle (Lola Dallin) a, depuis 1937, fidèlement assuré les frais de la sépulture de Ljova (Léon Sedov) et de l'entretien de sa tombe au cimetière de Thiais ».

S'il est vrai que Lola Dallin a assuré l'entretien de la tombe avec la collaboration d'une amie à Paris, par contre les frais de la sépulture depuis la fin de la guerre ont été réglés par Pierre Frank sur les dépenses de trésorerie du secrétariat de la Quatrième Internationale.

*Dont acte. La formule était donc regrettable. Elle ne faisait porter cependant aucun blâme sur ceux qu'elle ne mentionnait pas et cherchait seulement à souligner la fidélité de Lola à la mémoire de Ljova, ce que Pierre Frank ne contredit pas.*

*Signalons à cette occasion deux autres erreurs qui se sont glissées dans la notice consacrée à Lola :*

1. Le titre porte comme date de décès 1961, alors que, dans le texte, est bien portée la date — correcte — de 1981.

2. Le second mari de Lola n'était pas, bien entendu, Alexandre Dallin, mais David J. Dallin.

## Nos morts

### Sam Gordon (1910-1982)

Il est né en Ukraine occidentale dans l'empire austro-hongrois sous un nom dont il ne se souvenait plus à l'âge d'homme. Il avait émigré tout jeune aux Etats-Unis où il s'appela Gordon. Etudiant à City College, il y sympathisait avec le P.C. quand son professeur lui annonça que Cannon allait être exclu pour « trotskysme ». Il alla par curiosité écouter Cannon, et, fort ébranlé, décida d'aller voir de ses yeux la réalité européenne. Embarqué sur le bateau allemand *Hannover* en 1929, il vécut à Berlin et Hamburg, adhéra à l'Opposition de gauche, devint, à 19 ans, correspondant du *Militant*, revint en séjournant encore un peu en France, à Paris, où il fut plongeur, correcteur, garçon de café.

A son retour aux Etats-Unis, il rejoignit la Communist League of America, travaillant au *Militant* en la double qualité de journaliste et d'imprimeur. Il le dirigea pendant quelques mois, à 21 ans. Il fut coopté au comité central en 1932, milita dans les ligues de chômeurs, le syndicat des peintres. Il aurait voulu se rendre près de Trotsky en 1938, mais ce dernier, craignant de « dégarnir » le S.W.P., n'accepta pas sa candidature. Quand le S.I. s'installa à New York en septembre 1939, il en devint le secrétaire administratif sous le nom de J.B. Stuart, fut élu au C.E.I. à la conférence de mai 1940 et rencontra Trotsky en juin suivant. Marin pendant la guerre, il fut organisateur des syndicats maritimes, fut l'un des premiers militants américains à arriver en Europe en 1944, réussit en Allemagne à sortir d'un camp américain son camarade allemand Georg Jungclas... Délégué du S.W.P. en Europe jusqu'en 1948, il fut envoyé à Ceylan par le S.I., en fut expulsé cependant que les autorités américaines lui retirèrent son passeport. A cette époque, George Clarke avait été choisi comme représentant du S.W.P. au S.I. et Sam avait avec lui de profondes divergences. Il s'établit en Grande-Bretagne en 1952 et fit partie du premier « comité international » qui se réunit sur l'herbe de St-James Park. A la retraite depuis 1975, Sam continuait à s'intéresser à tout ce qui touchait la vie politique, le mouvement ouvrier. Il encourageait les *Œuvres*, les *Cahiers Léon Trotsky*, avait fraternellement reçu Pierre Broué et nous avait aidés à débrouiller la question difficile de l'identification des délégués de la conférence de mai 1940. Sam avait subi plusieurs opérations et finalement l'ablation de la thyroïde ; il est mort d'un cancer. Nous nous inclinons devant cet ami qui s'en va.

## Mário Pedrosa (1905-1982)

Déjà critique d'art connu et membre du P.C. du Brésil, Mário Pedrosa s'arrêta en Allemagne sur le chemin de l'U.R.S.S., observa la lutte de classes en Allemagne et n'alla pas plus loin. Sur le chemin du retour, il rencontra Boris Souvarine et se lia à Pierre Naville d'une amitié qui devait défier les années. Revenu au Brésil, il y organisait un premier groupe d'opposition de gauche d'une cinquantaine de membres et éditait *A Lucta de Clases*. La même année, il tentait vainement de gagner à la fois au P.C. et à l'Opposition de gauche le prestigieux Luis Carlos Prestes. En 1931, Pedrosa fondait la Ligue communiste, opposition léniniste du P.C. du Brésil dont il allait être l'un des principaux dirigeants, notamment dans la période de sa lutte pour le front unique contre le danger fasciste. Il fut blessé le 7 octobre 1934 au cours de la contre-manifestation ouvrière qui mit en déroute les chemises vertes au centre de Sao Paulo.

Obligé de passer dans la clandestinité en 1935, traqué par la police de Vargas, Pedrosa réussit à gagner l'Europe en 1938 et il participe, sous le nom de *Lebrun*, à la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il est élu au S.I. et reçoit mission de s'installer à New York où il doit diriger le secrétariat latino-américain. En 1939, Pedrosa se rangea au cours de la discussion dans le camp de Shachtman. Il s'en sépara assez vite, rejoignant au Brésil le parti socialiste. Contraint à l'exil une fois de plus par la dictature militaire, il vécut plusieurs années en France, puis regagna le Brésil où il jouissait d'une grande autorité politique et morale. Mário Pedrosa était un ami de l'Institut Léon Trotsky et avait longuement reçu Pierre Broué en 1979 dans son appartement de Rio-de-Janeiro. Il demeurera dans l'histoire comme un des pionniers du mouvement trotskyste en Amérique latine en même temps qu'un critique unanimement respecté.

Nous espérons pouvoir présenter un article plus complet dans le numéro 11 des *Cahiers Léon Trotsky*.

## Georgette Itkine, épouse Gabay

Ce n'est qu'au moment où paraissait le numéro 9 des *Cahiers Léon Trotsky* avec la notice nécrologique consacrée à Elio Gabay que nous avons appris que sa compagne Georgette avait mis fin à ses jours quelques semaines après nous avoir envoyé le matériel nécessaire à l'article sur Elio. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de n'avoir pas été avertis à temps.

## CAHIERS LÉON TROTSKY

Après les articles sur les collaborateurs de Trotsky et le congrès de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (n° 1), un grand numéro spécial sur les procès de Moscou dans le monde (n° 3), la découverte dans les papiers d'exil à Harvard de « Trotsky et le bloc des oppositions » en 1932 (n° 5), les *Cahiers Léon Trotsky*, avec leurs deux numéros spéciaux sur « les Trotskystes en Union soviétique », ont mis à la disposition de leurs lecteurs les documents les plus précieux des « papiers » de Harvard, les thèses écrites sur des feuilles minuscules, sorties de prison dans des boîtes d'allumettes, les lettres entre déportés d'Asie centrale en Sibérie.

Après le 9 sur la France, le 10 sur l'Espagne, le volume 11 sera consacré à l'Amérique latine avec beaucoup de nouveau, et notamment des documents sur l'histoire du mouvement trotskyste à Cuba, au Chili, au Brésil et une extraordinaire interview d'un militant brésilien.

Dans le numéro 12, grâce aux archives récemment ouvertes à Salamanque, on trouvera une étude de P. Broué sur les Jeunesses socialistes au temps où Santiago Carrillo passait pour « trotskyste », une correspondance entre Trotsky et Paul Henri Spaak, le programme de la gauche du parti socialiste polonais en 1935 et des études par pays sur l'« entrisme ».

Au sommaire du numéro 13, « Rencontres avec Trotsky » : nous espérons à ce rendez-vous les militants comme Rosmer, Martinet, van Heijenoort, les écrivains, James T. Farrell, Emil Ludwig, Malraux, Eastman et — pour quoi pas — Winston Churchill.

A l'ordre du jour, un numéro double sur Léon Sedov, avec la réimpression du *Livre rouge* et nombre de ses articles, inédits en français.

A l'horizon, travaux et documents sur la Grèce, le Vietnam, la Chine d'avant Mao, les intellectuels américains et la révolution, le trotskysme en Tchécoslovaquie, Rakovsky, un cahier de témoignages, « mémoires » d'ouvriers trotskystes, de six pays. Tous ces numéros ont pris forme, certains sont presque prêts.

La publication des *Œuvres* a commencé en 1978. Onze volumes étaient sortis à la date du 1<sup>er</sup> décembre 1981.

Les *Œuvres* ne comportent pas les grands ouvrages de Trotsky édités par ailleurs, comme *Ma vie*, *l'Histoire de la Révolution russe*, *la Révolution permanente*, etc.

Elles rassemblent au jour le jour, traduit de cinq des langues utilisées par Trotsky, le texte de ses brochures, de ses articles dans la presse d'information ou la presse militante, et sa correspondance enfin.

Depuis le volume 8, les *Œuvres* offrent à leurs lecteurs le texte de la correspondance de Trotsky gardée secrète sur ses instructions jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1980 par la Bibliothèque Houghton de l'Université de Harvard.

Chaque volume des *Œuvres* est présenté et annoté avec soin. Un index des noms de personnes, des organisations et des thèmes, permet une utilisation facile des renseignements qui y sont contenus : les *Œuvres* sont une histoire du siècle vue à travers la plume d'un des esprits les plus puissants de son temps.

Cette édition des *Œuvres* n'a son équivalent dans aucune autre langue et elle servira de référence aux éditions à venir dans les autres pays.